

lamalif

jeuneafrique

MAROC
hebdo
International

Le Maroc d'hier & d'aujourd'hui
Zamane

TELQUEL

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER
LIBERTE

Mohamed Bensaïd Aït Idder

Quelques articles de presse
& entretiens

Mohamed Bensaïd Aït Idder

Quelques articles de presse & entretiens

- **Marx, Lénine et Hassan II...**

Jeune Afrique, n° 994 et 1012 des 23 janvier et 28 mai 1980

- **« Pour les droits de l'homme et l'émancipation de la femme »**

Lamalif, n° 175, mars 1986

- **Petite taille et grandeur d'âme**
- **« L'Intérieur doit cesser d'être politique »**

Maroc Hebdo, n° 114 du 28 Janvier 1994

- **Le poids de l'amertume**
- **« Nous souhaitons nous être trompés... »**

Maroc Hebdo, n° 242 du 5 octobre 1996

- **Ben Barka et Bensaïd, parcours croisés**

Zamane, décembre 2012

- **Pérégrinations d'un clandestin**

Zamane, mars 2013

- **L'opposant aux trois rois**

Zamane, mars 2014

- **« Le conflit du Sahara occidental n'a que trop duré »**

Journal "Liberté", Alger le 09 Avril 2016

- **« J'espère que le Polisario entamera une réflexion dans l'intérêt du Sahara »**

Jeune Afrique, 1 juin 2016

- **Lanceur d'alerte**

Tel Quel, n° 822 du 27 juillet 2018

- **La vérité, rien que la vérité**

Zamane, décembre 2018

- **Bensaïd Aït Idder raconte**

Tel Quel, n° 838 du 21 décembre 2019



Jeune Afrique n° 994 et 1012 des 23 janvier et 28 mai 1980 *

Marx, Lénine et Hassan II...

Une interview de Mohamed Bensaïd,
ancien dirigeant de l'Armée de libération du Sud

Hamid Berrada

L'union nationale sur le Sahara, si elle n'étonne personne au Maroc, ne cesse de surprendre à l'étranger, quand elle ne suscite pas des sarcasmes qui confinent à la calomnie. Parce que, sur une question d'importance nationale, l'opposition défend les mêmes idées que le gouvernement, elle aurait dégénéré en une opposition de Sa Majesté, elle aurait sacrifié sa vocation sur l'autel du chauvinisme et de l'opportunisme. Or voici un témoignage qui devrait amener les censeurs de la gauche marocaine à plus d'humilité. Il émane de Mohamed Ben Saïd qui ne peut être accusé de la moindre complaisance à l'égard du pouvoir. N'a-t-il pas été condamné à mort dans son pays, et par deux fois ? N'appartient-il pas aujourd'hui à une organisation (le Mouvement du 23 mars) qui n'est pas reconnue ?

Ses déclarations sont d'autant plus précieuses qu'il « *n'a pas découvert, comme il le rappelle modestement, le dossier du Sahara en 1974* ». Après avoir été l'un des principaux animateurs de la résistance sous le protectorat, il fait partie de ceux qui, au lendemain de l'indépendance (1956), refusent que l'Armée de libération soit intégrée aux Forces armées royales. Il a à cœur de bouter hors du territoire les Espagnols qui continuent d'occuper ce qu'on appellera plus tard le Sahara occidental (Saguia el-Hamra et Oued Dahab). De fait, des centaines de combattants viennent de ces deux régions, mais également de Tindouf (oui, Tindouf, le caïd en tête), de Tarfaya pour former à Goulimine, fin cinquante-six – début cinquante-sept, l'Armée de libération du Sud (ALS). Fort de cette expérience, Mohamed Ben Saïd porte ce jugement catégorique : l'affaire du Sahara n'aurait jamais existé si la pression sur Madrid n'avait pas été relâchée...

Le témoignage de l'ancien dirigeant de l'ALS comporte d'autres révélations non moins dignes d'intérêt. Mais avant de les lire, quelques mots sur le témoin. 55 ans, de taille moyenne, le front dégarni, d'une gentillesse à toute épreuve, Mohamed Ben Saïd n'a rien à voir avec le personnage pur et dur du « tueur » qu'on pourrait imaginer. Certes, il est pur, mais s'il est dur, c'est avec lui-même. Il a fréquenté les facultés françaises ces dernières années (il a obtenu une licence d'histoire), s'est mis à apprendre l'anglais, mais n'a guère changé. On a envie de dire qu'il résiste au changement comme il résistait naguère aux autorités coloniales. Pour survivre, il ne rechigne pas aux travaux les plus modestes (imaginez Jean Moulin veilleur de nuit...) et vit surtout de privations (« Pourquoi consommer une boisson au café alors qu'on peut l'obtenir moins chère chez l'épicier ? »).

❏* Le présent entretien fait partie d'un dossier publi-rédactionnel, réalisé par **Jeune Afrique** et publié notamment par les titres internationaux suivants : **International Herald Tribune** des 23 et 24 juin 1980 ; **Time Magazine** du 30 juin 1980 ; **Le Monde** en juillet 1980 et **El País** en septembre 1980. **Voir illustration.**

L'austérité paraît à cet enfant du Souss, où le sens de l'économie est une religion, inséparable de la rigueur politique. Avec lui, la « *morale de la résistance* », comme on disait au lendemain de l'indépendance, n'a rien perdu de sa vertu.

Pourparlers avec Madrid

Mohamed Ben Saïd, combien de fois avez-vous été condamné à mort ?

Deux fois, par contumace.

Sous le protectorat ?

Non, sous l'indépendance !

Vous n'avez donc pas été condamné du temps des Français alors que vous étiez l'un des principaux dirigeants de la résistance ?

Il se trouve que je n'ai jamais été arrêté. J'ai été condamné par contumace dans telle ou telle affaire de résistance, mais je ne me souviens pas.

Pourquoi avez-vous été condamné par les tribunaux marocains ?

La première fois, en 1964, pour atteinte à la sûreté de l'État dans ce qu'on a appelé « l'affaire du complot de juillet 1963 ». La seconde fois, je crois que c'est en 1966, dans l'affaire Atlas : une tentative d'assassinat du général Oufkir à Marrakech qui remonte à 1963.

Ces accusations étaient-elles fondées ?

Ce que je peux dire, c'est que, dans les années 1960, le combat pour la démocratie au Maroc avait pris une tournure violente. Nous vivions alors sur la lancée de l'expérience armée contre le protectorat et, de son côté – et c'est à mon avis, le plus important, le régime ne montrait guère de disposition à traiter avec les partis d'opposition et à les respecter.

Est-ce que les choses ont changé aujourd'hui pour vous ? A notre connaissance, votre organisation, le Mouvement du 23 mars, n'a pas pignon sur rue au Maroc...

C'est vrai, nous sommes interdits et plus de soixante-dix de nos camarades sont en prison pour délits d'opinion. A cet égard, il n'y a guère de changement pour nous. Mais l'ensemble du mouvement démocratique bénéficie d'une certaine tolérance, en particulier dans le domaine de la presse.

Vous soutenez, vous, Mohamed Bensaïd, la même position sur le Sahara que le roi Hassan

Depuis toujours, le mouvement national se bat pour l'intégrité territoriale du pays, c'est-à-dire pour la libération du Sahara occupé par l'Espagne. Cet objectif aurait pu être atteint dès la fin des années cinquante. En affirmant cela, je ne me livre point à une spéculation gratuite. Je peux en effet vous révéler qu'après les attaques lancées le 23 novembre 1957 par l'Armée de libération du Sud (ALS) contre les forces espagnoles dans la région d'Aït Baâmrane, Tarfaya et Saguia el-Hamra, et qui ont duré jusqu'à la fin de 1958, le gouvernement de Madrid était disposé à abandonner le Sahara. La meilleure preuve en est qu'un officier de l'ALS, Mustapha H'saïna (mieux connu sous le nom de guerre de Ben

Othman et qui, par la suite, a occupé des fonctions importantes à la Sûreté) a pris langue à Madrid avec un représentant du gouvernement espagnol qui lui a clairement confié l'intention de son pays de quitter l'ensemble du Sahara (Saguia el-Hamra et Rio de Oro).

Les mêmes dispositions étaient exprimées par les responsables espagnols devant le Premier ministre marocain et le ministre des Affaires étrangères, à l'époque M. Abdellah Ibrahim, et le vice-Premier ministre Abderrahim Bouabid. Ce qui intéressait alors les Espagnols, c'est que nous libérions leurs prisonniers au nombre de trente-quatre. Il est vrai qu'ils n'avaient pas encore découvert les gisements de phosphates dans le Sahara... Toujours est-il que, si le pouvoir (le gouvernement Ibrahim a été renvoyé en mai 1960) avait saisi cette occasion, il n'y aurait pas eu d'affaire du Sahara. Malheureusement il a été davantage préoccupé par des questions de politique intérieure et a privilégié la voie diplomatique après que Madrid eut renoncé à ses bonnes dispositions.

Lorsqu'on a ces données en tête, on ne peut que se féliciter de constater que le pouvoir, en 1975, sous la pression des événements, va prendre une position plus ferme contre l'Espagne qui se proposait de favoriser la création d'un Etat fantoche au Sahara.

Tout de même, vous devez avoir quelques difficultés, vous qui appartenez aujourd'hui à une formation marxiste-léniniste, de surcroît clandestine, à expliquer aux militants de base que vous épousez la même position que le roi sur une affaire aussi complexe que le Sahara ?

C'est vrai, il y a eu des difficultés. Ce qu'on a appelé la "nouvelle gauche" ou les "frontistes" rassemblait, au début des années soixante-dix, deux groupes : le Mouvement du 23 mars, issu d'une scission de l'UNFP (Union nationale des forces populaires, aujourd'hui USFP), et Ila Al-Amam (En avant), dissident du PLS (Parti de libération et du socialisme, dénomination du Parti communiste, aujourd'hui PPS). D'emblée, nous n'étions pas d'accord sur la question du Sahara. Les camarades de Ila Al-Amam étaient sensibles à l'autodétermination des Sahraouis, préconisée par l'Espagne. Une telle attitude était impensable parce que nous n'avons pas découvert l'"affaire du Sahara" en 1974. Mais ce qui n'a pas facilité le débat à l'intérieur de la gauche marxiste-léniniste, c'est que, au moment où nous l'engagions, nous étions l'objet d'une répression féroce. Cent soixante-dix de nos camarades appartenant à l'une ou l'autre tendance étaient arrêtés en novembre 1974. Vous savez qu'au procès de Casablanca ils furent frappés de très lourdes peines (dont vingt-cinq réclusions perpétuelles). Dans ces conditions, défendre nos convictions sur le Sahara, qui rencontraient les positions officielles, ne pouvait pas ne pas susciter des difficultés psychologiques et politiques. D'autant que, comme tout groupement marxiste à ses débuts, nous n'étions pas à l'abri des fameuses maladies infantiles. J'ajoute que ces difficultés, l'ensemble de l'opposition a dû les connaître. Mais on peut être fier que celle-ci ne soit pas tombée dans le piège tendu par les adversaires du pays...

A qui faites-vous allusion quand vous parlez des adversaires du pays ?

Je vais les nommer : jusqu'en 1975, c'était l'Espagne qui, on ne le répétera jamais assez, est à l'origine du projet d'un État au Sahara créé à la suite d'un référendum sur l'autodétermination. Après les accords de Madrid (14 novembre 1975), nos adversaires sont les États algérien et libyen : sans eux le Polisario n'aurait jamais acquis la force et l'audience qu'il a eues.

« Vous allez nous avaler! »

Mais vous avez vécu en Algérie en tant que réfugié et l'une des principales figures de l'opposition à l'extérieur, et vous avez également bénéficié de l'aide algérienne...

Je dois vous rappeler que les Algériens et les Marocains ont, depuis les années 1950, combattu ensemble. Je ne donnerai qu'un exemple : les premiers bateaux d'armes envoyés au mois de mars 1955 par Nasser devaient accoster quelque part entre Nador et Al-Hoceima dans le nord du Maroc ; ils étaient destinés indistinctement au FLN algérien et à la Résistance marocaine (*Al-Mounaddama Sirriya*). L'opération était montée par des Algériens comme Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf ou Larbi Bel M'hidi mais aussi par des Marocains tels que Saïd Bounailate, Mohamed Hamdoun, Hassan Laârej. Il était donc naturel qu'après l'indépendance du Maroc, les Algériens y trouvent une aide de toute sorte et en provenance de tous les secteurs politiques. De même, lorsque nous étions contraints de nous réfugier en Algérie, nous avions affaire à des compagnons de lutte, à des frères (ce mot pour nous n'est pas galvaudé) et nullement aux représentants d'un État étranger. Le Sahara a bien entendu provoqué des divergences avec les Algériens. Mais nous avons tout fait, en ce qui nous concerne, pour circonscrire le différend.

Est-ce que le FLN vous aide toujours ?

Nous avons encore quelques dizaines de réfugiés qui soit travaillent en Algérie, soit reçoivent une assistance pour subsister.

Les Algériens ont-ils exercé des pressions sur vous ?

Des tentatives – plus exactement des tentations – ont bien existé dans ce sens. Mais je m'empresse d'ajouter qu'elles se sont produites à un niveau subalterne, ce qui doit être mis à l'actif des responsables algériens.

Et avec le Polisario, quels sont vos rapports ?

J'ai rencontré deux fois à Paris en 1974 Mustapha El-Ouali, le secrétaire général du Polisario. J'étais accompagné d'un camarade et nous parlions au nom de notre organisation. Nous lui avons expliqué qu'autant nous étions disposés à lutter côte à côte contre les Espagnols au Sahara, qu'autant il n'était pas question de favoriser leur projet d'Etat indépendant. Nous avons en particulier soutenu que l'indépendance d'un tel État ne pouvait être que théorique. A ce sujet les choses, pour El-Ouali, n'étaient pas aussi tranchées qu'on pourrait le croire. Ainsi souhaitait-il que l'armée marocaine intervienne contre les forces espagnoles...

Est-ce qu'il existe un procès-verbal de vos entretiens ?

Oui, bien sûr. Comme je vous l'ai déjà indiqué nous étions mandatés par notre organisation et chacune des deux parties prenait des notes.

Les documents étaient-ils contresignés ?

Nous l'aurions fait si nous étions tombés d'accord. Or, après dix heures de discussion, nous étions seulement convenus de nous revoir. Aucune rencontre n'eut lieu par la suite parce que les événements (en particulier la Marche verte) nous ont amenés les uns et les autres à prendre des positions qui rendaient tout dialogue inutile.

Votre longue expérience vous a appris à juger vite les gens : quelle impression vous a laissée El-Ouali ? En un mot, était-il un « mercenaire » ou un militant ?

J'avais en face de moi un homme sincère, sûr de lui ; il parlait avec enthousiasme. J'avais relevé qu'il avait une certaine méfiance à l'égard des Marocains en général. A un moment, nous avons défendu l'idée que, pour nous, le combat pour la démocratie (contre le pouvoir en place) et la lutte pour l'intégrité territoriale du pays (contre l'Espagne) n'étaient pas incompatibles. Et nous avons souhaité qu'il partage notre conception. Il eut, au contraire, cette réaction qui nous a beaucoup surpris : « *Mais vous êtes, vous Marocains, trop nombreux. Vous allez nous avaler !* »

C'est votre surprise qui est surprenante !

A l'époque, le Polisario n'était pas le Polisario. Nous discutons avec Mustapha El-Ouali comme nous l'aurions fait avec des camarades de l'USFP ou du PPS. C'est-à-dire des militants dont nous partageons certaines idées et avec lesquels nous différons sur d'autres. Je rencontrais El-Ouali pour la première fois, mais l'ami qui m'accompagnait le connaissait de longue date (ils étaient d'ailleurs cousins). Début 1970, ils étaient ensemble à l'université de Rabat ; ils militaient ensemble parmi les "frontistes". Nul ne distinguait les militants selon leur village d'origine. Tous voyaient d'un bon œil l'organisation de cellules au Sahara pour « faire bouger » le problème et accélérer la libération de la région. Et cette libération ne mettait absolument pas en question la souveraineté marocaine. Une telle éventualité, encore une fois, n'existait que comme projet de Franco qu'il fallait combattre.

On ne voit pas ce qui différencie votre organisation de l'USFP ?

Le noyau de militants qui a pris conscience de son identité depuis 1965 et qui, en 1970, a constitué le Mouvement du 23 mars (précisément en souvenir de la révolte populaire de 1965) avait pris cette initiative à une période où les forces de l'opposition – comme tout le monde l'admet aujourd'hui étaient paralysées. Au moment où ce noyau s'écartait de l'UNFP, d'autres militants quittaient le PLS pour créer plus tard Ila Al-A mam. Notre pensée politique pourrait se résumer en trois points qui, pour nous, sont intimement liés : le marxisme-léninisme, le nationalisme arabe et l'internationalisme.

Donc rien ne vous différencie du parti de M. Ali Yata (PPS) ?

Si, au contraire. Et je suis prêt à développer les points de divergences comme nous le faisons dans nos publications. Mais je crains que vous n'ayez pas assez de place dans votre journal... Et puis, pourquoi tenez-vous à tout prix à chercher une différence entre les secteurs de l'opposition au moment où des questions comme le Sahara ou la situation intérieure dans le pays nous rapprochent de l'USFP et du PPS ?

Mohamed Ben Saïd :

« Pour les droits de l'homme et l'émancipation de la femme" »

Par Zakia Daoud

Quelles sont les règles du jeu politique actuel ?

Telles qu'elles sont inscrites dans les institutions du pays, les règles du jeu politique, en général, se résument dans la compétition démocratique. En principe, tout groupe de citoyens porteur d'un projet politique ou social, peut le défendre publiquement afin de gagner l'adhésion de la population.

Toujours en théorie, la formation politique ou la coalition majoritaire dans le pays peut légitimement prétendre à l'exercice du pouvoir législatif et, par voie de conséquence, le pouvoir exécutif.

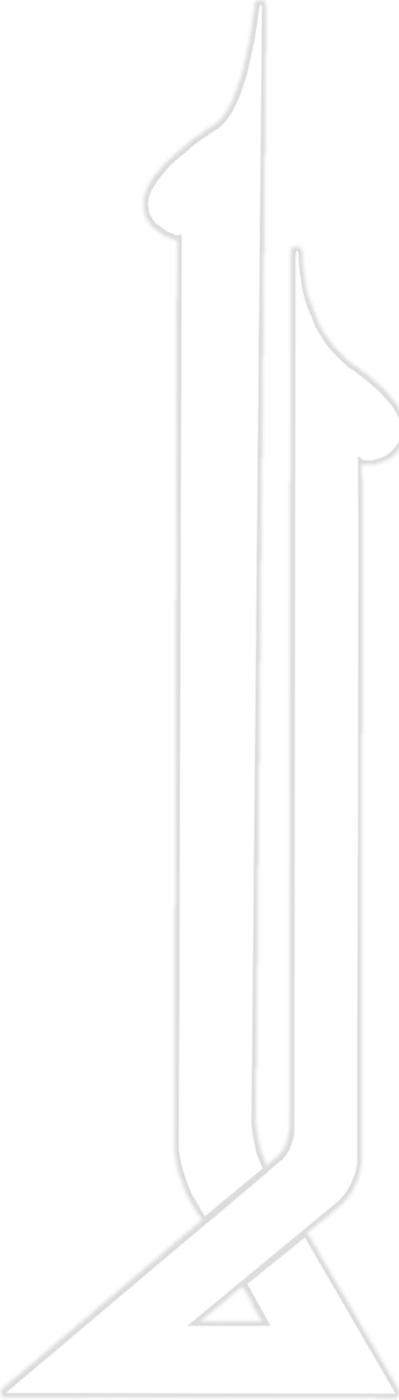
Mais dans la pratique, ces règles du jeu sont souvent faussées et, parfois, complètement dénaturées.

Depuis les dernières élections législatives et municipales, les partis de la droite, plus ou moins conservatrice, disposent d'une écrasante majorité au parlement. Les méthodes qui ont permis de "façonner" cette majorité sont bien connues. Personne n'est dupe de la validité, ni de la véracité des résultats établis par l'administration. Même pas les milieux de la presse occidentale qui ne peuvent être accusés d'hostilité à l'égard du régime politique au Maroc.

Chez nous, comme ailleurs dans le tiers-monde, l'appareil administratif exerce un contrôle, souvent sans partage, notamment dans les campagnes, sur la société civile. L'exercice des libertés politiques et syndicales se limite aux grands centres économiques et urbains. Il en résulte que les campagnes électorales, malgré leur caractère relativement positif, entérinent, non pas la volonté du peuple, mais celle de l'appareil administratif et des couches aisées qui en profitent.

Sachant cela, vous pourriez me demander : Pourquoi est-on attaché à l'expérience démocratique et pourquoi participe-t-on à ces consultations dont les résultats sont joués d'avance ?

Ces questions sont pertinentes et tout démocrate conséquent ne



lamalif

n° 175, mars 1986

peut éviter de se les poser. Mais vue sous l'angle politico-

historique, qu'il serait long de développer maintenant, notre expérience n'en demeure pas moins potentiellement positive et prometteuse. Petit à petit, le pluralisme est en train de prendre racine dans notre société.

Sur le plan culturel, il constitue déjà une réalité riche et enrichissante. Sur le plan politique, sa pleine expression demeurera entravée par deux séries de facteurs. Les premiers tiennent au choix anti-populaire en vigueur et aux poids des intérêts protégés par l'appareil administratif contre une véritable souveraineté populaire, exercée par les représentants du peuple. La deuxième série de facteurs réside dans le lent cheminement de la conscience et de l'engagement démocratique au sein de la population d'une part, et parmi les partis progressistes, d'autre part. Sur ce dernier point, nous prôtons, à l'OADP, l'idée de l'union des forces nationales et démocratiques pour redonner confiance au peuple en la perspective d'un changement véritable, prenant en compte les intérêts du plus grand nombre.

Comme beaucoup d'observateurs l'ont relevé lors de notre premier congrès, l'idée de l'union enthousiasme nos militants. Nous y sommes attachés autant que notre attachement au pluralisme et à la démocratie. Je ne me fais, pour ma part, aucune illusion sur les conséquences immédiates de l'union, mais je suis fermement convaincu de sa nécessité pour l'avenir du pays. L'Union, une fois réalisée, contribuera sans aucun doute, à donner davantage de consistance aux revendications populaires. Elle peut même rendre irréversibles certains acquis démocratiques.

Pour toutes ces raisons, nous sommes disponibles et nous agissons pour la formation du front des forces nationales et démocratiques.

Dans ce conditions, je vous poserai la question centrale de avoir pourquoi vous avez créé l'OADP, création qui peut être vue comme une nouvelle scission du mouvement national...

Nous sommes issus de l'histoire du Mouvement National, une production propre de cette histoire dont la crise a commencé au début des années 60, entre les différents courants qui la parcouraient et qui ont d'abord donné naissance à l'UNFP dont nous sommes issus.

Après avoir formé un courant critique au sein de l'UNFP de 1965 à 1969, et après avoir vainement tenté de réformer ses orientations idéologiques et organisationnelles de l'intérieur, notre mouvement s'est doté d'une structure autonome à partir de 1970. Au départ, la démarcation s'est opérée sur le thème suivant : Le socialisme scientifique inspiré par la conception marxiste du monde ; l'option pour une transformation radicale de la société marocaine prenant en compte l'état d'exception en vigueur à l'époque ; le centralisme démocratique garantissant la libre discussion interne et l'efficacité dans le travail organisationnel.

Depuis le début de années 70, l'UNFP a connu d'autres scissions et démarcations. Il en résulte une nouvelle réalité : la pluralité des courants organisés issus du parti de Ben Barka : USFP, OADP, UNFP, et d'autres courants en voie de maturation. Le cheminement propre à chacune de ces composantes de la gauche a généré des sensibilités, des démarches, et sur certaines questions, des conceptions différentes. Mais ce qui les unit sur le plan de principes et sur le plan politique, est de loin plus important que ce qui le divise.

Il est vrai que nos conceptions stratégiques ne sont pas toujours identiques. Mais ces divergences, si elles peuvent justifier l'autonomie organisationnelle de chacun des courants

progressistes, ne légitiment en rien le refus de l'unité d'action sur la base des intérêts de tous, à court et à moyen terme ; intérêts qui sont essentiellement ceux des masses déshéritées et des couches moyennes.

Rien, absolument rien, n'empêche les forces nationales et progressistes de mener une action commune pour obtenir la libération de tous les détenus politiques et le retour du reste des exilés. De nombreuses revendications sociales et politiques sont également inscrites, presque selon les mêmes termes, dans les programmes de chaque formation et peuvent constituer une base suffisamment solide pour des démarches, de actions, et la mobilisation unitaire.

Pour ce qui nous concerne, nous avons déjà pris des contacts avec les différentes forces nationales et démocratiques sur le thème de l'union. Malheureusement, nous nous sommes heurtés jusqu'à présent à une certaine inertie.

Nous pensons que, dans le cadre des réformes à apporter maintenant à notre société, il y a un programme minimum et des points d'accord nombreux pouvant servir de base à une pratique unitaire et progressive.

Comme je vous le disais au début de ma réponse, une des spécificités de notre organisation est qu'elle entend transcender le patrimoine militant du Mouvement national, en capitalisant et en développant ses aspects positifs et en dépassant ce qu'il a de négatif. Une autre spécificité de l'OADP, et qui n'est pas des moindres réside dans son attachement au nationalisme progressiste et unioniste arabe. Notre histoire est largement mêlée à celle de la révolution palestinienne et de ses courants rénovateurs notamment le FDPLP.

C'était ce qu'on appelait alors le mouvement gauchiste ?

Il est vrai que nous avons connu une phase marquée par un certain gauchisme jusqu'au milieu des années 70. Cependant, nous ne nous sommes jamais sentis d'âme commune avec l'extrémisme européen ou latino-américain. Le jugement excessif sur certaines réalités nationales s'expliquaient aussi par le climat de terreur qu'Oufkir faisait régner contre les forces de gauche durant cette période.

Ceci dit, nous avons fait courageusement notre auto-critique quant au passé et nous demeurons armés d'esprit critique à l'égard de notre pratique politique pour aujourd'hui et pour demain.

Et sur le Sahara, votre position a-t-elle été toujours la même ?

En 1971, l'Organisation du 23 Mars a tenu son premier comité central durant lequel la majorité des membres était pour le Sahara marocain alors qu'une minorité réclamait une enquête sur le terrain avant de se prononcer. De nombreux étudiants originaires du Sahara occidental étaient des sympathisants du mouvement, parmi lesquels se trouvait Mustapha El Ouali, (devenu par la suite Secrétaire Général du Polisario).

Un groupe de jeunes est parti mener une enquête sur le terrain ; leur rapport publié dans la revue "Souffles" défendait des thèses ambiguës prônant à la fois l'unité historique et l'autodétermination. Ce document sera abusivement interprété comme la position de la gauche révolutionnaire avec ses deux composantes : le "23 Mars " et "En Avant".

Par la suite, les partisans du Polisario ont créé un amalgame en s'abritant derrière le papier publié par "Souffles".

En vérité, notre mouvement qui a reçu, au début des années 70, le renfort de militants et cadres issus de l'armée de libération du Sud, ne pouvait avoir d'autres positions que la marocanité du Sahara.

Le « 23 Mars » venait de l'UNFP et Ila El Amam du PPS (PLS à l'époque) ?

Ce que vous dites est vrai pour l'essentiel, mais il y a quelques exceptions. Certains militants du PLS ont rejoint notre mouvement dès la fin des années 60 pour renforcer nos orientations favorables à l'unité des peuples arabes. On peut dire cependant que chacun des deux courants est marqué par son milieu d'origine, tant négativement que positivement.

Mais dans le cadre de ce que vous disiez sur l'unité à réaliser du mouvement national, ne pensez-vous pas qu'il y a une cassure entre ses différentes composantes au fil des années, et qu'il soit difficile de s'entendre par exemple avec le parti de l'Istiqlal ?

En partie, j'ai déjà répondu à cette question. Concernant l'Istiqlal, nous apprécions positivement son rôle dans la marche du peuple marocain vers son affranchissement total, dans tous les domaines.

Parmi nos sources d'inspiration, Allal El Fassi, père du nationalisme marocain, occupe une place particulière.

Il est vrai que l'Istiqlal a subi quelques transformations dans sa composition sociale et dans sa pratique politique ces dernières années. Mais il demeure pour nous, une des principales forces du mouvement national, car il est toujours lié par un programme de réformes institutionnelles, économiques, sociales, et culturelles, toutes d'inspiration démocratique.

Certes, la pratiques a créé des cassures. mais c'est là un patrimoine négatif qu'il faut dépasser. Comme il nous faut rompre avec une certaine mentalité archaïque, dan l'action politique souvent mûe par des crispations et des arrières pensées héritées de conflits et de querelles lointaines.

Pour nous, l'OADP, l'USFP, l'UNFP, la CDT, l'UMT, l'UGTM, et le PPS peuvent conjuguer leurs efforts dans le cadre d'un vaste mouvement démocratique unitaire, seul apte à relever les défis qu'affronte notre société, en pleine ébullition, en cette fin de XX^{ème} siècle.

Trente ans se sont écoulée depuis l'indépendance et maintenant c'est comme une boucle qui aurait. été bouclée. Avec le F.M.I. la B.I.R.D., n'est-ce pas une nouvelle colonisation qui s'annonce, et ne sommes-nous pas dans le monde actuel condamnés à une certaine interdépendance ?

Nous avons une autre vision. Le mouvement national, comme les mouvements de libération dans le Tiers-monde, luttait pour une indépendance politique et économique. L'indépendance politique a été réalisée dans des conditions particulières, l'indépendance économique n'a pas été réalisée. Dès l'aube de l'indépendance, la présence coloniale est restée, elle s'est même développée, elle a pris de formes nouvelles avec l'évolution des formes et structure de l'économie mondiale. Ce pays est resté inféodé à l'économie capitaliste et cette dépendance fait sentir ses retombées. Mais les expériences dans le Tiers-monde, plus ou moins avancées, comme elle de Nasser ne sont pas non arrivées à réaliser l'indépendance économique. Il y a certes des facteurs internes arabes et internationaux qui expliquent cet insuccès, mai le fait est là, l'indépendance économique n'existe pas dans le Tiers-Monde.

Aussi la crise actuelle au Maroc, manifestée notamment par l'endettement du pays et les directives, plus ou moins imposées par les centres financiers internationaux, remet à l'ordre du jour la lutte pour l'indépendance économique.

Quelles sont vos structures ? Quel est le nombre de vos militants ?

Nous avons des structures plus ou moins classiques : un congrès national, qui se réunit tous les trois ans, un comité central élu de 55 membres, un secrétariat national de 9 membres. Nous avons aussi des congrès régionaux qui élisent des commissions locales et qui peuvent créer au niveau des régions des commissions régionales. À côté de cette structure centrale, nous avons des organisations parallèles, celle de la jeunesse démocratique dont le congrès constitutif a eu lieu du 6 au 8 septembre dernier, et qui dispose d'un journal du même nom, une organisation de femmes en voie de constitution, qui édite le journal "8 Mars". Nous avons aussi des prolongements dans les organisations de masse le Snes-Sup, la CDT, l'UMT et l'UNEM.

Quant au nombre de nos adhérents, je peux vous donner un minimum et un maximum pour vous permettre de vous faire une idée.

Le minimum est de 4.000, le nombre de délégués au Congrès : 733, nombre d'observateurs : 370. Le nombre maximum, y compris les proches sympathisants, avoisine les 20.000.

"Anoual", qui tire à 20.000 exemplaires, et dont 75% sont vendus, reflète dans une certaine mesure, l'influence de notre mouvement.

Nous avons bien sûr un système de cartes et une comptabilité de nos adhérents, dont le nombre croît lentement mais sûrement.

Si vous deviez définir vos objectifs en un mot, quel serait ce mot ?

Démocratisation de l'Etat, démocratisation de la société, sans hiérarchisation entre ces deux termes.

En bref, nous œuvrons pour la liberté, l'égalité, le droit de l'homme à tous les niveaux et l'émancipation de la femme marocaine.

**Mohamed Bensaïd,
Secrétaire général de l'OADP**

Petite taille et grandeur d'âme

Abdellatif MANSOUR

Militant de la première heure, Bensaïd fera de l'engagement nationaliste une raison de vivre. Une vie qui sera ponctuée de périodes d'emprisonnement et d'exil, avant comme après l'indépendance.



Ni complaisance, ni concession

Au lendemain des événements sanglants du 8 décembre 1952, il connaîtra sa première expérience carcérale. Et en sortira encore plus décidé à suivre l'itinéraire qu'il s'était choisi. L'Armée de Libération Nationale dont il est, dès le début, responsable pour toute la zone sud, Sahara compris, lui en donne l'occasion.

Personnage représentatif d'un certain radicalisme dans la lutte anti-coloniale, il estimera que l'indépendance politique n'a pas dénoué tous les enjeux, ni répondu à toutes les attentes. Et continuera l'action politique avec rigueur sur les principes et fermeté dans les positions. Ce qui lui vaudra une série d'arrestations et de condamnations, dont deux à la peine capitale par contumace, en 1963 et 1966.

Et puis, c'est l'exil de 1964 à 1981. Bensaïd devient "Khalid Abdellah", veilleur de nuit, approvisionneur de cafés maures, entre autres petits métiers. Occupant un appartement de deux pièces avec sept autres exilés, il tape à la machine la quasi-totalité du journal publié par le "Mouvement du 23 Mars" et la version en arabe de la revue "Anfass" (Souffles), s'inscrit à l'Université de Vincennes et obtient une licence d'histoire-géographie. Le statut de réfugié politique obtenu en 1978 permettra une amélioration toute relative des conditions de vie en exil. Sans complaisance ni concession.

Un "Zaïm" pas comme les autres

1981, retour au pays avec ses compagnons, et début d'une nouvelle carrière politique, au grand jour, avec journal quotidien ("Anoual") et parti (OADP) ayant pignon sur rue.

En optant pour un certain élitisme, l'OADP fera de sa faiblesse numérique un atout. Cercle de proposition et d'animation au sein de la Koutla, bouillonnante d'idées, l'OADP entend donner l'exemple du fonctionnement démocratique d'un parti, par la reconnaissance et la cohabitation entre différents courants, différentes sensibilités dans un même cadre

organisationnel. Pas d'unanimité, mais unanimité autour d'un homme, dont nous reproduisons l'interview accordée à notre journal. •

A la fin de l'entretien, j'ai accompagné Bensaïd chez lui, pour ramener des photos qui retracent un itinéraire mouvementé et introduisent, malgré tout, une note de gaieté dans cette rectitude morale et principielle.

En ces temps d'obséquiosité à tout crin, il est difficile de parler de ce personnage sur un ton qui correspond à sa nature. C'est pourquoi la description, la relation d'indices révélateurs, peuvent être d'un grand secours. A commencer par le logis. Un modeste appartement, dans un immeuble encore plus modeste, sans interphone ni ascenseur. Ce qui provoquera l'étonnement, sincère et justifié, d'un visiteur irakien habitué aux résidences somptueuses des "Zaïms" d'ici et d'ailleurs.

Mais avec le salaire de député, Bensaïd ne pouvait-il pas s'offrir mieux ? Parlons-en de ce pécule, justement. J'ai dû harceler mon ami Mustapha Bouaziz, militant de l'OADP, dont je ne fais pas partie, pour me concéder qu'il ne reste à "Si Mohamed" pas plus du tiers de cette fameuse indemnité parlementaire, après déduction des frais de fonctionnement d'un bureau de doléances ouvert dans sa circonscription et de certaines factures de l'Organisation. De ce modeste reste, Bensaïd trouvera certainement de quoi entretenir sa "limousine", une Renault 11 à la décennie bien sonnée.

La fracture oubliée

Pendant qu'il me légendait ses photos, sa fille, collégienne, lui demanda des informations sur les villes marocaines, pour les besoins d'un devoir. J'avais envie de lui proposer de disserter sur Tarfaya ou Sidi Ifni, des contrées où son père a guerroyé à la tête de l'ALN, et où il avait reçu une balle dans la jambe. Il se fera placer une plaque de métal au fémur, qu'il oubliera d'enlever, dans un délai de deux à trois ans, conformément aux prescriptions médicales. D'où son opération en 1993, quarante ans après, en pleine période électorale. Comme s'il était dit que la rencontre de Bensaïd avec la politique devait être toujours douloureuse.

Mohamed Bensaïd, Secrétaire général de l'OADP

« L'Intérieur doit cesser d'être politique »

Propos recueillis par A. MANSOUR, C. LAÂBI et A. CHANKOU

Maroc Hebdo : Selon certaines sources, les discussions entre le chef de l'Etat et l'Opposition, en vue de votre participation au gouvernement, auraient repris. Qu'en est-il ?

Mohamed Bensaïd : Il n'en est rien. Les discussions n'ont pas repris. Lorsque S. M. le Roi nous a proposé une participation au gouvernement. Nous Lui avons présenté un Mémoire contenant notre réponse. Et lors de notre dernière rencontre avec le conseiller Réda Guédira, nous avons insisté sur deux questions : un Premier ministre et un gouvernement homogène et la nécessité de trouver une solution à la falsification des élections. Fallait-il annuler le résultat de l'ensemble du processus électoral législatif et

procéder à de nouvelles élections ou annuler seulement les résultats du suffrage indirect du 17 septembre ? Nous n'étions pas entrés dans le détail des choses mais nous étions prêts à faire des propositions concrètes à S. M. le Roi.

Vous mettez toujours ces deux préalables à une éventuelle participation au gouvernement ?

Absolument.

Certains estiment qu'il y a des divergences, au sein de la coalition tripartite, quant à la participation au gouvernement. D'autres vont même jusqu'à dire que certains, dans la Koutla regrettent leur refus

Je ne sais pas à quoi vous faites référence, car les discours des trois partis lors de la commémoration du Manifeste de l'Indépendance le 11 janvier dernier étaient clairs. La problématique politique fondamentale dépasse ces questions conjoncturelles. Comme nous le disons dans le Manifeste de la Démocratie, adopté par la coalition tripartite USFP-Istiqlal-OADP, le 11 janvier 1994, nous estimons que le programme du Manifeste de l'Indépendance n'est pas encore entièrement réalisé. Ce manifeste contenait deux principales revendications : l'indépendance politique et l'instauration d'une monarchie constitutionnelle démocratique. La première revendication a été réalisée, la seconde ne l'a pas encore été. Pour ce faire, il est indispensable de procéder à une révision de la Constitution.

En se basant sur la déclaration commune de la coalition tripartite lors de la commémoration du 11 Janvier 1944, peut-on dire que le Manifeste de l'Indépendance est passé d'un référentiel historique à un référentiel politique ?

Dans cette déclaration, nous voulions établir un lien indissociable entre Indépendance et Démocratie.

Les conditions de l'exercice de la démocratie n'ont, 38 ans après l'indépendance, pas encore été créées. N'est-il pas trop facile d'en rejeter l'entière responsabilité sur l'Administration ? N'y a-t-il pas une part de responsabilité qu'assume les partis démocratiques ?

La question des institutions et de la démocratie, au début de l'indépendance, n'était pas considérée comme prioritaire. Feu Mohammed V, que Dieu ait son âme en sa miséricorde fort de sa légitimité populaire, avait toutes les prérogatives ; il exerçait et le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

En réponse aux revendications constitutionnelles du Mouvement national, Feu Mohammed V mit sur pied le Conseil Consultatif en 1956. Ce conseil était composé, dans sa majorité, de membres du Parti de l'Istiqlal. Il y avait également des membres du PDI, des Indépendants, des sans-appartenance politique, des commerçants et des notables. Ce conseil était présidé par Mehdi Ben Barka.

Nous estimons que le Conseil Consultatif, qui était nommé et non pas élu, a joué un rôle plus important et a accompli plus de tâches que tous les parlements qui se sont succédés depuis l'indépendance du pays. Il avait adopté et mis en œuvre un certain nombre d'orientations politiques, sociales et économiques : une politique de Non-alignement en matière de relations internationales ; des législations économiques ; une législation sociale avancée et une législation en matière de protection des droits de l'homme.



M. Bensaïd avec M. Amaoui S. G. de la CDT e M. Youssefi
Premier **secrétaire de l'USFP**

Des luttes politiques ont très rapidement secoué le Conseil Consultatif, reflet des affrontements politiques au sein du Parti de l'Istiqlal donnant naissance à l'UNFP.

A l'origine de ces affrontements, les divergences vis-à-vis des réactions possibles à l'encontre des tentatives de limitation du rôle de l'Istiqlal dans l'exercice du pouvoir.

Le Parti de l'Istiqlal, avant sa scission, dominait de manière si écrasante la vie politique nationale, que des voix notamment Réda Guédira, se sont élevées contre "l'Hégémonie" de parti unique et appelaient au multipartisme. Se formaient alors le Mouvement populaire, le courant des Indépendants.

Le manque de mesure et les affrontements internes fratricides ont relégué au second plan la question des élections, des institutions et de la constitution.

L'Etat, également, avait refusé de faire les concessions nécessaires pour parvenir à un consensus avec les différentes composantes du Mouvement national. Ce n'est qu'avec l'accession de S.M. Hassan II au Trône que la question constitutionnelle a été mise à l'ordre du jour en 1962.

L'UNFP avait considéré la constitution soumise à référendum comme une constitution octroyée et a mené campagne contre son adoption parce que les partis démocratiques n'avaient pas été associés à son élaboration. Le référendum eut lieu. Et un autre type de vie politique s'est instauré dans le pays. Les autorités publiques avaient joué sur les contradictions opposant les partis du Mouvement national pour aboutir à leur neutralisation.

Une fraction de l'UNFP avait opéré une rupture avec le reste du parti, rejetant les élections et les mécanismes démocratiques pour s'orienter vers d'autres formes de lutte durant les années 1960 et 1970, en réaction à l'absence d'une démocratie effective.

Le Maroc inaugura alors une ère caractérisée par l'absence de démocratie et une crise de confiance. Le Mouvement national et démocratique a payé, alors, le prix fort en termes de prisonniers politiques, de disparus, de morts et d'exilés politiques.

Cette ère perdura jusqu'en 1974 avec l'Affaire du Sahara et le consensus national autour de cette question et de celle du processus démocratique.

Au début de l'indépendance, la question de la démocratie n'était pas la question centrale au Maroc et dans le Tiers-Monde. La priorité des priorités était le développement économique. Les divergences portaient sur la conception du développement.

Les débats acharnés ne portaient pas sur les questions constitutionnelles mais plutôt sur les questions économiques tels le découplage de la monnaie nationale par rapport au franc

français, la mise sur pied d'un secteur public ou sur la question des bases militaires au Maroc.

Les divisions du Mouvement national l'ont desservi et affaibli et ont facilité sa neutralisation. Par ailleurs, n'oublions pas que la pratique démocratique n'était pas enracinée dans le Mouvement national et ne constituait pas une tradition, ce qui explique la manière dont les divergences politiques étaient gérées.

Donc, les partis du Mouvement national ont une part de responsabilité dans le retard de la démocratie au Maroc.

Quelle est votre conception de la monarchie constitutionnelle ?

Nous sommes pour une monarchie constitutionnelle parlementaire assise sur une constitution consensuelle.

Or toutes les constitutions qu'a connues le Maroc depuis son indépendance, celles de 1962, 1970, 1972 et 1992 ont été des constitutions élaborées dans le sérail de l'Etat, soumises à référendum et adoptées à plus de 99 % des voix

Toutes ces constitutions ont fait l'impasse sur une large concertation et ont fait l'économie de la participation du mouvement national et démocratique.

Nos partis qui ont participé à la lutte pour l'indépendance et qui ont fait de la lutte pour l'instauration de la démocratie leur cause durant les trente dernières années, estiment être les représentants légitimes et authentiques de la société civile, et par là-même avoir droit au chapitre.

Nous revendiquons toujours notre participation à l'élaboration de la Constitution ou à sa révision. Seule une telle participation peut garantir un très large consensus constitutionnel et politique.

Quels sont pour vous les changements constitutionnels les plus importants ?

Avec les partis de la Koutla, nous avons proposé un certain nombre de réaménagements constitutionnels dans le Mémoire présenté à S. M. le Roi. Ces réaménagements touchent les domaines suivants :

- Un Parlement entièrement élu au suffrage universel direct, disposant de la possibilité de mettre sur pied des commissions d'enquête ayant de larges prérogatives. De telle sorte qu'il puisse exercer pleinement ses fonctions législatives et de contrôle du pouvoir exécutif.
- Un gouvernement homogène responsable devant le Parlement et le Roi. Disposant réellement du pouvoir exécutif. Ayant sous son autorité, à titre d'exemple, les Gouverneurs et les Secrétaires généraux des ministères. Un gouvernement ayant la prérogative de proposer à S. M. le Roi la nomination des hauts fonctionnaires.
- Une Justice indépendante.
- Un certain nombre de conseils supérieurs, au premier rang desquels se trouve le Conseil Constitutionnel. Puis un Conseil Supérieur des Comptes ; un Conseil Supérieur de Sécurité, un Conseil supérieur de la Défense et un Conseil supérieur de l'Information.

Pour les autres changements constitutionnels, nous n'étions pas entrés dans le détail.

Quel serait alors le rôle du Chef de l'Etat ?

D'abord le gouvernement est doublement responsable, devant le Parlement et devant le Roi. Le problème constitutionnel doit être correctement posé. Il ne s'agit pas d'enlever des prérogatives au Roi mais d'en ajouter au gouvernement.

La réorganisation du Ministère de l'intérieur constitue-t-elle un des préalables de votre participation au gouvernement ?

D'abord, le ministère de l'Intérieur doit cesser d'être un ministère politique. Il doit être une administration publique ayant ses prérogatives spécifiques et limités. Ce qui pose problème c'est que ce département ministériel est devenu tentaculaire et touche à pratiquement tous les domaines de l'activité gouvernementale.



Il ne s'agit pas d'enlever des prérogatives au Roi mais d'en ajouter au gouvernement

Ensuite ce ministère ne devrait plus exercer sa tutelle pesante sur les collectivités locales. Le président de la Commune doit avoir le pas sur les fonctionnaires. Du point de vue de la légitimité, le responsable élu doit passer avant le fonctionnaire désigné. C'est la règle en démocratie.

Le ministre de l'intérieur doit donc faire partie de la majorité parlementaire ?

Absolument. Et pas seulement le ministre de l'Intérieur mais aussi ceux des Affaires étrangères et de la Justice ; ainsi évidemment que le Premier ministre.

Comment peut-on concilier entre ces questions préalables et ce qu'on peut faire actuellement ? L'action politique étant ce qu'on peut réaliser ici et maintenant.

Il y a deux orientations possibles, soit accepter les conditions actuelles telles qu'elles sont, soit agir dans le sens de leur changement. Notre approche est de mener la lutte pour réaliser des changements qualitatifs.

La position de l'OADP a été de ne même pas participer aux élections tant qu'un consensus, entre S. M. le Roi et le Mouvement national et démocratique, n'ait été trouvé. Notamment en ce qui concerne la transparence du processus électoral législatif. Nous avons proposé de mettre sur pied une commission nationale chargée de l'organisation des élections au lieu du ministère de l'Intérieur afin de ne pas retomber dans les travers du passé.

Malheureusement, ce que nous craignons s'est réalisé, et nous avons assisté à un *remake* des expériences électorales précédentes. Comme par le passé, on a redessiné la carte politique du pays et on a fabriqué une nouvelle majorité à laquelle on n'a même pas fait appel pour former le nouveau gouvernement.

Pourquoi à votre avis ?

Notre point de vue, est que cette majorité parlementaire actuelle a été préfabriquée comme celles qui l'ont précédées.

Le gouvernement actuel formé en dehors de la majorité parlementaire pose un problème politique. Cela ne vous encourage-t-il pas à poser avec encore plus d'insistance la nécessité de la mise en œuvre des revendications de la Koutla ?

Nous ne voulons pas créer une crise politique. Nos revendications sont claires. Nous ne voulons former un gouvernement que si nous disposons d'une majorité parlementaire. L'alternance a ces règles, et il faut les respecter. Ensuite, nous ne voulons former un gouvernement que s'il est homogène et qu'il jouisse de la possibilité d'exercer pleinement le pouvoir exécutif.

Si nous participons au gouvernement dans les conditions actuelles, nous donnons notre aval à la falsification de la volonté populaire.

Il n'y a donc pas d'alternative à l'organisation de nouvelles élections ?

Je ne vois pas d'autre solution.

Est-ce le point de vue également de la Koutla ?

Le point de vue commun des trois partis a été exprimé dans le Manifeste de la Démocratie du 11 janvier 1994.

À ce propos, je voudrais préciser que l'Opposition ne constitue plus une Koutla. La Koutla démocratique n'existe plus depuis le désaccord qui a éclaté en son sein sur la participation ou non aux élections communales. L'OADP et l'UNFP de Abdallah Ibrahim avaient boycotté ces élections. Depuis, il existe, seulement une coordination au niveau des groupes parlementaires. La Koutla à quatre est gelée depuis le désaccord avec le PPS.

Ce qui existe, actuellement, c'est plutôt une coalition tripartite USFP-Istiqlal-OADP.

Votre position au sein de la Koutla est quelque peu paradoxale. D'un côté vous jouez un rôle d'animation politique et théorique, mais à chaque fois qu'intervient une consultation électorale, vous vous retrouvez en dehors de la Koutla et la coordination se limite à deux partis ?

L'USFP et l'Istiqlal sont des forces électorales et parlementaires importantes. Il y a eu des négociations avec l'OADP pour participer aux listes communes, mais nous ne sommes parvenus à un accord, ce qui nous a obligé à présenter notre propre liste.

Mais, il n'en reste pas moins que nous avons des accords et des actions politiques communes avec nos deux alliés.

Sur toutes les questions importantes il y a accord tripartite. Mais, il est normal qu'il y ait aussi divergences et différenciation.

Votre poids quantitatif, au sein de la Koutla, ne vous pose-t-il pas des problèmes ?

Non, du moment, qu'il y a accord sur les grandes lignes programmatiques de réformes constitutionnelles et politiques. Par ailleurs, nous considérons que le travail unitaire est une démarche très positive. Car, elle intervient après trois décennies de luttes fratricides et de confrontations entre l'Istiqlal et l'UNFP-USFP.

Concernant la question de l'alternance, quelle est votre position vis-à-vis des partis du "Wifak" ? Est-elle seulement fondée sur des divergences de doctrine politique ou va-t-elle jusqu'à leur dénier le qualificatif de partis ?

Nous considérons ces partis comme les partis de l'Administration. Ce sont des partis fabriqués de toutes pièces par l'appareil administratif. Nous aurions bien aimé avoir en face de nous des partis représentant ces couches socio-économiques que les partis du "Wifak" sont censés représenter. Ces partis n'ont aucune indépendance vis-à-vis de l'Administration.

Quelle est la solution alors ?

Les partis politiques ne naissent pas du seul effet du volontarisme politique. Ils naissent de par leur lutte politique et sociale, de par leurs choix politiques et économiques.

Il est un fait incontestable que ce qu'on appelle les partis de droite ne répondent à aucun de ces critères. Ils ne représentent aucune couche socio-économique

Seules des élections honnêtes et transparentes sont à même de permettre une alternance authentique. De plus, ces partis n'ont pas de volonté politique propre, n'ont pratiquement aucune marge de manœuvre. Par exemple, lors du débat parlementaire sur l'introduction de la TVA, un grand nombre de députés de ces partis étaient opposés à cette taxe, mais ils ont été forcés de voter dans le sens souhaité par l'Administration.

Quand l'Administration n'interviendra pas en faveur de ces partis, la situation s'éclaircira d'elle-même. Il y a des couches socio-économiques qui existent au Maroc et que les partis démocratiques ne représentent pas. Si les partis de droite se restructurent, ils pourront représenter ces couches. Et rien ne dit que ces partis resteront à l'état actuel, peut-être qu'ils fusionneront pour donner lieu à la fin du processus à deux ou un seul parti.

N'oublions pas qu'il y a eu une tentative dans ce sens, menée par le RNI, mais qui a été avortée.

Votre parti compte des militants et des cadres qui ont eu à souffrir des violations des droits de l'homme. Comment évaluez-vous la situation des droits de l'homme, actuellement, dans notre pays ?

La majorité des cadres de la direction de l'OADP ont payé le prix fort en termes d'années d'emprisonnement et d'exil politique. La lutte pour les droits de l'homme est une des priorités de notre organisation dans sa lutte politique, médiatique et au sein des institutions.

Concernant les réfugiés politiques, pensez-vous qu'il y a encore des raisons politiques pour que le Maroc ait des exilés politiques ?

Les dernières années ont connu une amélioration de la situation des droits de l'homme au Maroc. Un Conseil consultatif des droits de l'homme a été créé et dernièrement, il y a eu même un ministre délégué en charge des droits de l'homme. Nous estimons qu'il est indispensable, pour l'assainissement de la situation politique nationale, de décréter une

amnistie générale des exilés politiques en France, en Belgique, en Hollande, en Algérie et ailleurs. Des exilés de tendance "23 mars", "Ilal Amam", UNFP et autres.

Cette amnistie créerait un climat de confiance et un sentiment de sécurité et de quiétude chez les citoyens. Une autre question qui nécessite une solution d'urgence est celle des disparus. Ces disparus n'ont pas été condamnés par les tribunaux. Les autorités publiques devraient libérer ceux qui sont encore en vie et indemniser les familles des disparus morts en détention. La liste des disparus est longue et continue à s'allonger. Certains sont portés disparus depuis les années 1960, d'autres depuis les années 1970 ou 1980.

Et le Fkih Basri peut-il rentrer ?

La situation du Fkih Basri est particulière. On lui a signifié qu'il peut rentrer. Mais il refuse de le faire tant qu'il n'y aura pas d'amnistie générale touchant tous les exilés. Il veut être le dernier à rentrer.

Et Abdelmoumen Diouri ?

Lui aussi est un cas particulier.

Que pensez-vous de la situation qui prévaut en Algérie et ses implications sur tout le Maghreb et en particulier sur le Maroc auquel l'Algérie porte un intérêt un peu trop excessif ?

La situation en Algérie est trop enchevêtrée et il est difficile de la comprendre sans revenir à ses racines dans l'Algérie de Boumediene et particulièrement dans le régime de parti unique.

L'Etat algérien, tout comme l'Etat égyptien ont trop souvent usé de manipulations politiques dangereuses et destructrices jouant les gauchistes contre les islamistes ou *vice versa* suivant les rapports de force entre ces deux tendances politiques. Ce genre de manipulations a été systématiquement utilisé contre toute tendance politique capable de constituer une alternative au FLN.

Quant à l'attitude de l'Algérie vis-à-vis de l'Affaire du Sahara, elle fut surtout celle de la Sécurité Militaire, toute-puissante au sein de l'armée. L'Affaire du Sahara a toujours servi pour la consommation intérieure en Algérie. Le Polisario n'a plus cependant la capacité de rendre à l'Etat algérien les services dont il était capable dans les années 1970. Le temps joue, dorénavant, dans l'Affaire du Sahara, en faveur du Maroc. Le rapprochement de l'Algérie avec le Maroc sur cette question ne peut que l'aider à résoudre ses problèmes internes.

La situation actuelle suscite des craintes qui vont plutôt dans le sens inverse. Une fuite en avant sous forme d'aventure militaire n'est pas à exclure. Par ailleurs, ne pensez-vous pas que l'intégrisme peut s'étendre à d'autres pays du Maghreb et particulièrement au Maroc ?

La politique suivie par S. M. le Roi d'éviter tout affrontement avec l'Algérie a réussi jusqu'à maintenant.

Et le danger de contamination intégriste ?

Nous devons éviter, au Maroc, le travers dans lequel est tombé l'Etat algérien à savoir l'étouffement de la démocratie. La société civile doit pouvoir s'exprimer, au grand jour, dans toute sa diversité, y compris sa composante islamiste. La confrontation et le débat

sur les problèmes de société, sur les problèmes économiques et politiques du pays doivent se dérouler sur la place publique.

L'élargissement et l'enracinement de la démocratie ne peut que conjurer et neutraliser le danger de l'extrémisme religieux

Cet élargissement de la démocratie doit-il aller jusqu'à la reconnaissance de partis islamistes ?

Les islamistes ont le droit de défendre une orientation politique, économique et sociale et de s'organiser en partis politiques légaux.

Qui participeraient aux élections communales et législatives

Oui. Les islamistes doivent jouir des mêmes droits et libertés dont jouissent les autres partis politiques. *Al Adl wa l'Ihssan* ou *Al Islah wa Tajdid*, à titre d'exemple, doivent pouvoir bénéficier des mêmes droits que les autres organisations politiques légales.

Lorsque les organisations islamistes pourront s'exprimer et s'organiser librement ; le recours à l'extrémisme et à la violence politique serait exclu.

Ce serait reconnaître et accepter l'utilisation de la Melon à des fins politiques.

La religion est déjà instrumentalisée par la droite. Les problèmes socio-économiques ne peuvent être résolus par les discours et les prêches. Ils ne peuvent l'être que sur la base d'orientations sociales et économiques. Si le FIS avait pris le pouvoir, il serait confronté aux graves problèmes qui étranglent l'économie algérienne.

Las expériences soudanaises ou iraniennes montrent que les islamistes utilisent la démocratie, mais une fois au pouvoir, ils s'en débarrassent pour imposer un régime totalitaire de parti unique...

Il faut reconnaître que ce sont le régime de parti unique et l'absence de démocratie qui ont créé un vide rapidement comblé par les islamistes.

Vous préparez actuellement le prochain congrès de l'OADP. Peut-on considérer votre organisation, ici et maintenant, comme l'aile gauche de l'USFP ?

Nous avons des relations de parti à parti avec l'USFP, tout comme avec les autres partis de gauche. Chacun de nous a fait des choix organisationnels et politiques ; nous avons néanmoins un accord programmatique

N'y a-t-il pas un courant au sein de l'OADP qui appelle à la réintégration de l'organisation à l'USFP ?

L'USFP, tout comme l'Istiqlal, est un allié. Nous sommes engagés tous les trois dans un travail unitaire fructueux.

Avez-vous des courants au sein de l'OADP ?

Nous avons des points de vue et des orientations politiques différentes au sein de l'organisation. Et nous considérons cela comme plutôt un phénomène sain.

Nous voulons apporter notre contribution à l'établissement de traditions démocratiques au sein du Mouvement national et au pays.

Lors de notre dernier congrès national, la direction a été élue avec la participation de l'ensemble des congressistes, alors que la tradition du Mouvement national est de faire élire la direction par une commission des candidatures.

Nous utiliserons et approfondirons cette méthode plus démocratique de désignation de la direction durant le prochain congrès.

Quand nous avons des désaccords importants, nous nous exprimons dans des documents soumis au référendum de tous les membres de l'organisation. Le document majoritaire devient la ligne impérative de l'organisation et défendue par son Secrétaire général.

Nous aurons également un débat sur les grandes orientations idéologiques, politiques et économiques de l'organisation : référentiel marxiste, économie mixte, programme gouvernemental...

Notre volonté d'enracinement de la tradition démocratique nous pousse à parler publiquement des problèmes internes et des divergences politiques à l'intérieur de l'OADP. Et à éclairer l'opinion publique sur les divergences qui éclatent au sein de la coalition tripartite. Les divergences politiques et le débat démocratique sont un apprentissage de la démocratie.

Quelles sont vos relations avec le PADS (Parti de l'Avant-garde Démocratique et Socialiste) ? Y a-t-il des discussions pour l'intégrer dans l'action unitaire tripartite ?

M.B.: Nous avons été invités à leur dernier congrès. Je leur avais signalé que leur ligne de lutte acharnée contre l'USFP les dessert et complique leurs rapports avec les autres composantes de la gauche. Qu'à partir du moment où ils ont fondé un parti politique autonome et qu'ils n'ont plus de liens organisationnels avec l'USFP ; il serait plus productif de revenir à une situation politique normale de débat empreint de sérénité et de respect mutuel.

Un esprit démocratique devrait animer leurs rapports avec les autres partis.

Nous voudrions qu'ils soient intégrés dans le cadre de notre travail unitaire. Malheureusement, les discours tenus lors de ce congrès ne vont pas dans le sens de l'apaisement.

Pouvez-vous nous parler de votre expérience d'exil politique ?

J'ai vécu en exil en Algérie de 1964 à 1967. Et avec un passeport algérien j'ai vécu une longue période d'exil en France de 1967 à 1981.

Vous aviez la carte de l'OFPRA !

Non. Je n'ai pas demandé le statut de réfugié politique.

Dans quel contexte êtes-vous rentré de France ?

En tant que *23 mars*, nous avons pris fermement position pour la marocanité du Sahara. Et nous avons essayé de convaincre Abraham Servanty et *Ilal Amam* d'adopter la même position. Malheureusement, nous n'avons pas réussi. Dès 1979, nous avons commencé à publier le journal *Anoual*.

Le 20 août 1980, j'ai été amnistié avec un groupe de militants du *23 mars*. J'ai alors pris contact avec l'ambassade du Maroc pour demander un passeport pour mes camarades et moi-même et nous sommes rentrés au Maroc.

L'exil a été pour nous une expérience éprouvante. Mais nous avons tenu grâce à nos convictions et à notre attachement à la liberté et à la démocratie.

n° 242, du 5 au 11 Octobre 1996

Le poids de l'amertume

Par Abdellatif MANSOUR

De l'OADP, petit parti dans la cour des grands, sortira donc un autre tout petit "parti". Ce nouveau-né par accouchement provoqué occupera-t-il plus d'espace que la tribune dressée dans un salon d'hôtel, le temps d'une conférence de presse ? La Koutla pourra-t-elle faire œuvre utile en sauvant un allié de la noyade ?

Malgré sa modestie numérique, l'OADP, cette petite communauté politique est apparue comme une bande d'empêcheurs d'*unanimiser* en rond. D'arrondir les chiffres d'une consultation référendaire, avec l'assurance d'un consensus annoncé, affiché et admis.

Un mois après, Mohamed Bensaïd Aït Idder fait le bilan. Le 9 septembre 1996, l'OADP (Organisation de l'action démocratique et populaire), qu'il dirige depuis une quinzaine d'années, avait choisi de ne pas faire partie des 98,97% de "Oui" officiels, au référendum constitutionnel. Mal lui en prit, si l'on juge par ce qui s'en est suivi. Éclatement du parti et suspension du journal.

L'OADP serait donc un nid de cancre qui rendent la vie difficile à l'ensemble du landerneau politique, administratif et partisan.

A commencer par leurs propres alliés décidés, eux, à faire le moins de remous possibles. À éviter tout ce qui peut faire grincer ou bloquer la machine des réformes en marche.

Effet boomerang

Signe des temps politiques nouveaux que Mohamed Bensaïd n'aurait, à l'évidence, pas perçu. Les bons élèves de la classe politique ont été jusqu'à retarder leur rentrée. Prenant toutes les précautions nécessaires pour faire adopter par leurs bases une position qui devait faire figure de message attestant une bonne disposition d'esprit.

Les amis de M. Bensaïd, eux, ont été les premiers à rendre leur copie. Ils ont pris tout le monde de court. Une tentative, sans aucune chance de succès, de forcer la main aux partenaires de la Koutla. Car ni l'Istiqlal, ni l'USFP, encore moins le PPS, n'étaient disposés à rempiler pour un nouveau cycle de "guerre de positions". Ils avaient au contraire multiplié les signes annonciateurs d'une ferme détermination à quitter un "front du refus" devenu politiquement improductif et pénalisant.

Et puis, on ne joue pas les locomotives quand on n'a pas la force nécessaire pour tirer une rame aussi imposante que celle de l'opposition. L'OADP n'en a visiblement pas les moyens. À tel point que l'on se demande comment ses dirigeants pouvaient être habités par une prétention aussi irréaliste. L'empressement à vouloir faire connaître un point de vue effrontément négatif apparaît, avec le recul, comme une précipitation hasardeuse qui a eu un effet boomerang sur l'organisation elle-même. Une implosion dont elle pouvait, apparemment, faire l'économie.

« Nous n'avons fait qu'exprimer un droit garanti par cette même constitution à propos de laquelle on nous demandait de nous exprimer ». Une affirmation qui revient, tel un refrain, dans les propos de M. Bensaïd. Sous ce registre, l'arsenal argumentaire est inépuisable. Ce qui est encore plus facile, c'est de l'étayer. Allons-y, étayons-le.

Cas d'école

Si des bulletins, ostensiblement colorés en bleu, ont été prévus pour le "Non", c'est que les citoyens pouvaient en faire usage. Cela signifie aussi que les partis pouvaient donner des consignes de vote dans ce sens. Si le "Non" était antinomique du principe du référendum, celui-ci n'aurait pas eu lieu d'être.

On peut même pousser le zèle -et la complaisance vis-à-vis de la position de M. Bensaïd, jusqu'à visiter l'expérience d'autres pays. Va pour la visite.

Les référendums, à caractère politique, débouchent, invariablement, sur deux résultats: Primo. Un score équilibré entre le "Oui" et le "Non". Que la balance penche d'un côté ou de l'autre, on quitte rarement la fourchette des 50 à 60%. Secundo. Un taux de participation généralement modeste. Le deuxième constat est encore plus pertinent que le premier. Car ce genre de consultations abstrait ne mobilise que ceux qui veulent bien être mobilisés. Les autres, vont à la pêche, sauf dans les pays enclavés.

Les pinailleurs de la sociologie politique ont été jusqu'à quantifier le phénomène. Il est rarissime, estiment-ils, qu'un référendum enregistre une participation dépassant les 70%. Ils n'en veulent pour exemple que les consultations populaires sur les accords de Maastricht, ou les tentatives avortées de l'adhésion du Danemark et de la Suisse à l'Union européenne. Des cas d'école qu'un politologue comme Abdellah Saâf, universitaire et théoricien de la sédition au sein de l'OADP, connaît trop bien pour ne pas s'en inspirer.

Ce parallèle pourrait faire une belle illustration pour une toute aussi belle gymnastique comparative et théorique. Mais là s'arrête la transposition. En plus d'être désarmante de banalité, la réalité est difficilement délocalisable. Chaque expérience n'étant que le produit de son contexte.

Beauté esthétique

Dans notre contexte à nous, l'appel au consensus n'a pas la même signification qu'en Europe. Si la phase politique s'y prête, notre culture aidant, l'appel au consensus peut être politiquement mobilisateur. Sans même une mobilisation excessive des mokaddems, ou bourrage d'urnes. Ce qui n'a pas été le cas, de quelque côté que l'on se place. Les porte-parole de l'opposition, chargés de promouvoir le "Oui", ne l'ont pas fait avec un débordement d'enthousiasme, ni même explicitement.

Quant à l'administration, rien ne prouve qu'elle se soit abstenue d'intervenir. Si le 13 septembre 1996 devait sonner le rappel de toute la classe politique pour rapprocher un enjeu institutionnel des préoccupations du public, Mohamed Bensaïd n'était certainement pas le seul manquant à l'appel. Apriori, l'équation était simple. Le changement d'hommes, de politique et de méthodes est une nécessité. La réforme de la constitution est le signal de départ d'un processus qui est porteur de changement.

Fallait-il s'y engager, pour mieux contribuer à l'orienter ou rester à quai, pour la beauté esthétique d'une position théorique ? Bien qu'elle s'en défende, l'OADP s'est mise dans la

deuxième catégorie. En invitant Bensaïd à un entretien, l'objectif était de le faire réfléchir, un mois après, sur la portée politique de sa décision.

Comme on pouvait s'y attendre, il n'y a pas eu de reniements, mais quelques regrets et des éclaircissements que M. Bensaïd a estimé utile de rappeler.

Conjonction astrale

Une chose est effectivement claire, dans son esprit. Il n'a d'ailleurs cessé de la marteler: les institutions sacrées du pays, les convictions fondamentales qui font l'objet d'un consensus national ne peuvent être soumises à référendum. Et le vieux radical endurci de dénoncer « toutes les manœuvres d'amalgame et les procès d'intention » qui veulent faire passer les gens de 'OADP pour ce qu'ils ne sont pas, ou pour ce qu'ils ne sont plus. Le réaménagement constitutionnel, dit-il en substance, ne nous a pas paru suffisamment évolutif. Nous avons choisi la formule la plus élégante pour faire connaître notre réserve: la non-participation.

Physiquement et nerveusement éprouvé, M. Bensaïd passe, à l'évidence, par l'une des périodes les plus critiques de sa carrière. Il semble moins reprocher à ses détracteurs de s'être détachés de lui, que de l'avoir fait à un moment aussi crucial. A savoir, un moment qui pouvait avoir le maximum d'impact politique désastreux pour son parti, voire pour lui-même.

C'est certainement la raison qui a amené le chef de file des mutins, Abdessamad Belkebir, à changer d'avis entre deux réunions. Il est passé du "Non" au "Oui" en l'espace de quelques jours. L'occasion était trop belle pour que cet adversaire déclaré de M. Bensaïd, ne la saisisse pas au vol.

Les moins superstitieux des amis de M. Bensaïd finiront par croire que le vendredi 13 est une conjonction astrale qui ne leur réussit pas. L'OADP vient de l'extrême-gauche. De cette extraction, elle a gardé quelques stigmates politiques. Ses membres n'ont, apparemment, pas pu se défaire de certains réflexes intellectuels hérités d'époques idéologiques révolues.

Au début des années 1980, tous ceux qui avaient embarqué dans ce projet s'étaient contentés d'un seul dénominateur commun: ils savaient ce contre quoi ils allaient militer. Très vite, ce tronc unificateur s'est révélé insuffisant. Il fallait fixer un objectif positif qui tienne lieu de projet politiquement réalisable. Il fallait, par voie de conséquence, adopter une démarche conséquente, qui soit acceptable par les alliés et recevable par les autorités. Radicalisme ou composition ? Maximalisme ou compromis ?

Éclatement prévisible

Deux tendances se sont naturellement constituées. Et toutes les innovations imaginées pour gérer "pacifiquement" ces deux tendances n'ont pas suffi: votes à bulletins secrets, référendums internes, bref, un luxe de démocratie interne. La fissure n'a pas pu être contenue. Commencé à huis clos, le dernier congrès de l'OADP de juillet 1995, est resté "ouvert" pendant des mois, avant d'être clos au terme d'un marathon de réunions. L'éclatement du 9 septembre 1996 était donc prévisible. Il s'inscrit autant dans l'évolution de l'OADP que dans le code génétique de la nébuleuse d'extrême-gauche. Avec cette réserve que les protagonistes de ce mélodrame partisan ne semblent pas avoir géré leur crise interne en toute autonomie. Si le timing de la scission a fait mal, son déroulement l'a fait assimiler à une véritable expédition punitive. Les dissidents regroupés autour de

Abdessamad Belkebir n'ont pas lésiné sur les moyens. Conférence de presse dans un grand hôtel de Rabat, couverture médiatique de choix sur les antennes de la première chaîne et les colonnes de la presse officieuse, publication d'un journal après obtention de l'autorisation des pouvoirs publics, dans un délai record. Le rythme fulgurant de la réaction à la position prise par l'OADP était, certes, imposée par la date butoir du référendum. Mais sa virulence, ainsi que l'étalage d'une logistique sortie d'on ne sait où, ne sont pas pour crédibiliser les sortants de l'OADP ni leur futur parti. Le Parti démocratique socialiste, ainsi baptisé avant sa naissance. Maintenant que le rideau est tombé sur le référendum et la tension avec, le temps est venu de poser la grande question: quel intérêt y avait-il à « casser » l'OADP ? Qu'il s'agisse d'une structure peu représentative, n'est pas le plus important. C'est encore moins, une excuse. Une opération de "casse", exécutée d'une manière aussi voyante, est symptomatique du statut des partis et du degré d'autonomie alimentaire des acteurs politiques.

Opération de casse

Comme chacun sait, dans ce genre d'équipées, les problèmes d'intendance ne sont pas quantité négligeable. Il y a les convaincus qui paient de leur personne. Et il y a les intéressés qui paient de leur poche, quand ils ne s'arrangent pas pour trouver une source de financement occulte, De l'OADP, petit parti dans la cour des grands, sortira donc un autre tout petit "parti". Ce nouveau-né par accouchement provoqué occupera-t-il plus d'espace que la tribune dressée dans un salon d'hôtel, le temps d'une conférence de presse ? Quelle est la responsabilité de la Koutla ? Les deux grand paquebots nommés USFP et Istiqlal, assisteront-ils sans réagir au naufrage de cette petite embarcation qu'est l'OADP ? La Koutla n'a jusqu'à présent pas réussi à être un cadre de concertation efficace, à même de prendre les décisions adéquates et d'éviter les dérives solitaires. Pourra-t-elle, au moins, faire œuvre utile en sauvant un allié de la noyade ?

Mohamed Bensaïd Aït Idder, Secrétaire général de l'OADP

« Nous souhaitons nous être trompés... »

Propos recueillis par Khalil HACHIMI IDRISSE, Abdellatif MANSOUR et Abdellah CHANKOU

Maroc Hebdo : Après que l'OADP se soit mise en marge du consensus national sur la réforme de la Constitution, votre parti a-t-il encore une existence politique ?

Mohamed Bensaïd : Tout d'abord, notre position sur cette question ne nous met pas en dehors du consensus national. En cela, l'OADP n'a fait qu'exercer un droit garanti par la Constitution. Celui de la liberté d'expression. Le principe d'un référendum n'est pas d'aboutir absolument à un plébiscite. Il y a le "Oui" et il y a le "Non".

Le consensus autour de cette révision a été confirmé par les résultats du 13 septembre. Ce qui a, quelque peu, marginalisé votre organisation...

C'est le ministre de l'Intérieur qui a parlé de consensus, lors de la conférence de presse donnée au lendemain du vote. Il a ignoré ceux qui ont appelé à la non-participation. Et, croyez-moi, ils ont été nombreux.

Même attitude du ministre de la Communication qui a déclaré que la minorité ne pèse pas grand chose dans les résultats de cette consultation. Ce comportement va à l'encontre de la démocratie et de la pluralité. Nous ne pouvons que le déplorer.

L'OADP représente une frange de l'opinion publique qui a son point de vue. Elle l'a exprimé en toute liberté. C'est ce qui crédibilise une démocratie.

Mais vos positions vous ont, de nouveau, placé à l'extrême-gauche comme s'il y avait une espèce de pesanteur qui vous attire constamment vers ce camp...

Nous nous considérons comme un partenaire de la Koutla. Un partenaire modéré, loin de toute forme de gauchisme. Notre action s'inscrit dans un cadre démocratique et multipartite.

La position de l'OADP pour la non-participation n'a-t-elle pas diminué encore plus de son poids sur l'échiquier politique ?

Nous ne nous donnons que le poids qui est le nôtre. Ni plus, ni moins. Mais cela n'empêche que l'OADP a reçu des témoignages de sympathie de la part d'une large frange de la population dont beaucoup de cadres: médecins, avocats, agriculteurs et architectes.

L'OADP n'est donc pas isolée. De plus, nous exerçons toujours notre activité au sein de la Koutla.

Par votre position, n'avez-vous pas créé une certaine gêne à vos partenaires justement ?

Sur plusieurs questions, notamment les différentes consultations référendaires, la Koutla n'a pas pris une position unique. Par exemple lors du référendum de 1989 concernant le prolongement du mandat du parlement de deux ans. À cette occasion, l'USFP et l'OADP ont dit oui. Quant à l'Istiqlal, il a donné à ses militants la liberté de vote. Autre exemple, la révision constitutionnelle de 1992, seul le PPS a pris position pour le oui, tandis que les trois autres partis de la Koutla ont, eux, appelé à la non-participation.

Malgré cela, la Koutla en tant que cadre de concertation a continué à fonctionner.

Sur quels éléments, vous vous étiez basés pour appeler à la non-participation ?

Nous avons la même approche de la réforme de la Constitution que nos partenaires. Là où il y a nuances de positions, c'est sur l'appréciation des amendements introduits.

Pour nous, la deuxième chambre va entraver le fonctionnement du Parlement et le travail du pouvoir exécutif.

Quant aux trois autres partis de la Koutla, ils ont voté pour cette révision avec l'espoir que les choses changent en termes d'ouverture politique et de transparence des élections. Un pari sur l'avenir. Ceci dit, nous sommes partants pour le même pari.

Estimez-vous toujours que votre position était la bonne ?

Vous savez, le caractère judiciaire d'une position dans ce genre de question n'apparaît pas au moment du vote par oui ou par non. Ce n'est qu'après la mise en œuvre effective des amendements constitutionnels que l'on peut juger. Attendons donc pour juger sur pièce.

A votre avis, les éléments sur lesquels vous vous étiez basés se sont-ils avérés justes ?

La politique est fondée sur l'analyse et le pari. Nous avons analysé et parié. Cela nous a amené à conclure que le Maroc a besoin d'un pacte entre S. M. le Roi et les forces démocratiques. Il a aussi besoin d'une Constitution qui soutienne la comparaison avec celles universellement reconnues et consacrées.

Malheureusement, nous n'avons pas relevé assez d'éléments dans le projet de constitution qui puissent nous porter à le soutenir. Mais il est clair, maintenant que la constitution est adoptée, que nous la respectons.

L'OADP donne cependant l'impression de ne pas être préparée pour le pari dont vous parlez ?

Ce pari, nous estimons que le Mouvement national l'a déjà fait, au moins depuis 1989. Et l'OADP fait partie du Mouvement national.

Ce pari donné des résultats ?

Il y a eu des résultats, mais en-deçà des ambitions actuelles du pays. Ceci dit, nous espérons que la suite des événements montrera que nous nous sommes trompés. A ce moment-là, nous ferons notre mea culpa.

Pour l'instant, vous n'êtes pas encore arrivés à la phase de l'autocritique ?

C'est encore prématuré. Je le répète, attendons que la nouvelle Constitution soit appliquée. La vraie bataille est celle de la transparence des élections.

D'ailleurs, nous sommes en train, dans le cadre de la Koutla, de préparer des propositions au sujet des lois organiques. Notre souhait est qu'il y ait, comme l'a exprimé S. M. le Roi, unanimité autour de ces lois.

La scission du groupe du "Oui" a encore isolé votre organisation plus que par le passé. Pensez-vous que ce soit une bonne chose pour l'OADP ?

D'abord, je ne pense pas qu'il y ait isolement de notre organisation. Bien au contraire. Notre position sur la réforme constitutionnelle reflète un sentiment réel parmi de larges couches de la société.

Comment avez-vous pu le constater ?

Non seulement nous sommes convaincus que ce sentiment existe, mais à l'intérieur même des autres partis de la Koutla, il existe des positions nuancées sur la question de la réforme de la Constitution.

Seulement, les partisans du "non" à l'USFP se sont pliés au verdict de leurs instances. Même chose au sein de l'Istiqlal. À l'OADP, ceux qui ont dit "oui", n'ont pas fait preuve de discipline.

Est-ce parce que le leader n'a pas pu convaincre ses troupes et faire régner la discipline ?

Moi, je ne suis pas un officier de l'armée qui donne des ordres. Je suis un responsable démocratiquement élu par mes camarades.

Mais ni Boucetta, ni Youssoufi ne sont des officiers, non plus ?

Tout ce que je peux NOUS dire, c'est que les militants de l'Istiqlal et de l'USFP savent se ranger derrière la décision de leurs instances. A l'intérieur de l'OADP, il existe des courants d'idées qui s'expriment en toute liberté.

Vous, personnellement, étiez-vous parmi la majorité ou la minorité ?

J'étais parmi la majorité, celle qui a dit non.

Doit-on comprendre que la pratique démocratique à l'intérieur de l'OADP a poussé les partisans du non vers la sortie, c'est-à-dire vers la scission ?

Le règlement intérieur de l'OADP oblige la minorité à faire preuve de discipline. En cas de divergence sur une question, cette minorité peut continuer à défendre son point de vue à l'intérieur des instances du parti, et même sur les colonnes de la presse du parti.

Il est vrai que la pratique démocratique, chez nous, est plus avancée que chez nos partenaires de la Koutla. Souvent, on nous reproche cela. Une des formes de cette expression démocratique consiste à recourir au référendum interne pour trancher une question déterminée.

L'ensemble des organes de l'organisation sont invités à exprimer leur point de vue. Exemple: la consultation référendaire de 1989 pour prolonger le mandat du parlement. La décision du vote par oui a été prise à la majorité d'une seule voix dans le Comité central. Cette voix était la mienne.

Il vous arrive donc de dire "oui" ?

Je sais dire oui, bien entendu...

À votre avis, la nouvelle Constitution est-elle en régression par rapport à la précédente ?

Il était convenu de supprimer de la Constitution de 1992 le tiers indirect pour les raisons que l'on sait. Dans la Constitution de 1996, il a été décidé que ce tiers soit remplacé par une deuxième chambre. Soit.

Nous aurions souhaité la suprématie de la première chambre.

Revenons à la scission. Il paraît que vos amis n'ont laissé d'alternative au groupe du "Oui" que la scission. Qu'en pensez-vous ?

Nous avons tout fait lors de notre troisième congrès pour que toutes les instances du parti travaillent dans un climat démocratique. Sans exclusion aucune. Nous avons également fait des concessions pour que les jeunes prennent leurs responsabilités et éviter la gérontocratie politique.

Cela dit, je regrette bien sûr qu'une fraction ait quitté l'OADP. Elle l'a fait, pourtant, de son propre gré. Mais je ne regrette pas le départ de quelques uns.

Pouvez-vous donner des noms de ceux dont vous n'avez pas regretté le départ ?

Ce n'est pas la peine de citer des noms. En tout cas, le groupe du "Oui" a choisi un mauvais moment politique pour porter un coup dur à l'OADP en se donnant les moyens d'arrêter la parution de notre journal.

Qui leur a donné les moyens dont vous parlez ?

Qui peut leur donner les honneurs de la télé et d'une certaine presse, au moment même où la voix de l'OADP a été étouffée ?

Qui, à votre avis ?

Les appareils qui veulent imposer le "Oui" à tous. Autrement dit, la pensée unique.

Vous avez baptisé les sécessionnistes le "groupe de l'Hôtel Hassan". Que signifie cette appellation ?

Je crois que j'étais suffisamment clair.

Tout au long de l'épreuve de l'OADP, vos partenaires de la Koutla ne vous ont pas témoigné un soutien chaleureux et explicite...

Ce n'est pas vrai. Ils nous ont soutenu en tant que membre de la Koutla. Mais la précipitation des événements n'a pas favorisé la solution du problème dans le cadre de la Koutla. Notre journal a été arrêté par une procédure en référé. Tout s'est passé si vite.

Nous avons compris les raisons de cette rapidité qui, il est vrai, nous a pris au dépourvu, mais elle met à l'épreuve la liberté d'expression et l'autonomie de la justice. D'ailleurs, nous avons fait appel de cette décision non fondée. À ce jour, l'audience n'est pas encore fixée.

Pourquoi vos partenaires de la Koutla n'ont pas alors été aussi rapides dans leur soutien ?

Il y a eu des pourparlers pour persuader le groupe du "Oui" de retirer sa plainte. Mais ce groupe a choisi la scission. Il doit assumer ses responsabilités.

Mais la politique ne se manifeste-t-elle pas par des positions claires et fermes à travers des communiqués pour informer l'opinion publique. Style: nous nous solidarisons avec l'OADP dans son épreuve...

A la télé, des leaders de l'opposition comme Ali Yata et Mohammed Boucetta nous ont publiquement témoigné leur solidarité.

Avec quelques semaines de retard...

En tout cas, nous n'avons pas demandé à nos partenaires d'être solidaires. Et puis, il y a une règle de non-ingérence dans la vie interne de chaque parti.

Le principe de non-ingérence s'applique aux Etats, non aux partis...

L'essentiel est que l'OADP est résolue à aller jusqu'au bout du processus politique en cours, en compagnie de ses partenaires.

Justement, l'OADP va-t-elle participer aux prochaines échéances ?

Nous participerons à toutes les phases du processus démocratique avec la Koutla.

L'OADP a deux députés. Vous-même et Abdessamad Belkebir. Chacun est désormais dans un camp. Comment la coordination va-t-elle s'organiser à partir de la rentrée parlementaire ?

Nous allons nous comporter comme des gens qui ne font plus partie de la même famille. L'un de nous deux a perdu son appartenance politique.

M. Belkebir est donc devenu un SAP ?

Il peut toujours être avec l'OADP, rejoindre une autre formation ou créer son propre parti. Dans ce dernier cas de figure, les choses seraient encore plus claires.

Et si M. Belkebir prend la parole dans l'enceinte du parlement au nom de l'OADP ?

Nous le dénoncerons. Car pour l'instant, il est dans la logique de création d'un nouveau parti.

Où en est l'affaire du journal Anoual ?

Nous avons déposé-plainte auprès de la cour (l'appel. Car nous restons attachés à Anoual qui n'appartient pas à des personnes physiques, mais à l'organisation.

En tout cas, notre présence sera toujours réelle sur la scène médiatique, avec *Anwal*, *Al Annuar* ou un autre organe de presse.

Quel bilan faites-vous du travail de l'organisation depuis le 13 septembre ? Autrement dit, si vous saviez que le "Non" allait vous mener à cette situation, auriez-vous quand même pris cette position ?

En politique, les décisions ne se prennent pas sur la base d'un "si".

Mais la logique de votre position est fondée sur le principe du conditionnel...

Non, nous avons pris notre position à partir d'analyses et d'appréciations précises.

Qu'est-ce que vous avez gagné en termes concrets à dire "Non" ?

Précisons d'abord que notre position était la non-participation, qui exprimait essentiellement des réserves vis-à-vis du texte. Nous avons gagné le soutien et la sympathie d'une large partie de l'opinion publique. Les citoyens n'ont pas été tous pour le "Oui"

Cela dit, il y a un point négatif: le départ de personnes avec qui nous avons fait un bout de chemin ensemble. Les divergences sur la position à prendre vis-à-vis du référendum auraient pu rester à l'intérieur de l'organisation. Ceci n'a malheureusement pas été le cas.

Nous n'avons pas choisi la division qui est un danger pour nous. Cela prouve que l'avènement de la démocratie n'est guère facile. Mais la porte de l'organisation restera toujours ouverte.

Certains considèrent que vous avez fait un pari risqué sur l'avenir en votant "Non". Ce qui mettrait, en cas d'alternance, votre organisation, dans le camp de l'opposition par rapport à vos partenaires actuels de la Koutla, qui serait au gouvernement...

Chacun analyse les choses comme il veut. L'OADP est une organisation qui agit dans le cadre de la monarchie constitutionnelle et du multipartisme politique. Son action s'inscrit dans le cadre d'un consensus historique et non de conjoncture.

Un consensus autour de la monarchie constitutionnelle, des institutions sacrées du pays, et de la sauvegarde de son intégrité territoriale.

Dans le cadre de ce consensus, des divergences de conjoncture ne peuvent que renforcer la démocratie au Maroc. Cela dit, nous souhaitons nous être trompés pour le bien de notre pays.

BEN BARKA ET BENSÄÏD, PARCOURS CROISÉS

Par Mostafa BOUAZIZ

Rien ne prédestinait les deux hommes à se rencontrer, si ce n'est la lutte anticolonialiste. Les destins du résistant et du leader politique se scellent sous une même bannière. Mais c'est dans l'opposition à Hassan II qu'ils deviendront amis intimes. Souvenirs et anecdotes

Mohamed Bensaïd Aït Idder évite souvent de parler de lui. Malgré son passé nationaliste et ses combats pour la démocratie et la citoyenneté, l'homme n'étale pas ses titres de gloire. Il se définit comme militant au sein d'une mouvance démocratique pour la patrie, la dignité et la citoyenneté. Il préfère parler de la mouvance en tant que mouvement social, politique et culturel, au lieu des personnes fussent-elles dirigeantes ou commandantes. Ainsi, quand on lui a demandé de raconter ses souvenirs sur Ben Barka et lui, il s'est d'abord cabré. Ces détails personnels le gênaient. Mais il a fini par céder à notre sollicitation motivée par l'intérêt mémoriel et scientifique d'une démarche basée sur l'homme en tant qu'acteur de l'Histoire.

Né en 1925 à Chtouka Aït Baha, dans le sud-ouest du Maroc, Mohamed Bensaïd n'avait aucune chance de rencontrer Mehdi Ben Barka au cours de son enfance. Ce dernier voit le jour à Rabat en 1920. Leurs deux régions d'origine sont non seulement séparées par la distance, mais aussi par l'état social et le comportement des populations vis-à-vis du fait colonial. Rabat fait partie de ce qu'on appelle à l'époque le « Maroc soumis ». Quant à Chtouka Aït Baha, elle est le théâtre du mouvement de jihad aux français, guidé par le cheikh Ahmed El Hiba. Pour le Protectorat français au Maroc, cette région est classée comme "insoumise", et une importante armée coloniale est mobilisée pour mater sa résistance et la « pacifier ». A Rabat, où grandit Mehdi Ben Barka, l'urbanité est une donnée historique. L'intelligentsia de la ville, traumatisée par l'échec à préserver l'indépendance du Maroc, et hypnotisée par la force déstructurante et envoûtante de la modernité occidentale, commence à se ressaisir. Une alternative au fait colonial imposé par la force armée commence à se profiler sous forme d'actions pacifistes et civiles.

A l'école du nationalisme

C'est dans ce climat de « sursaut » nationaliste, aiguë par l'épopée de Mohamed Ben Abdelkrim El Khattabi, que s'éveille Ben Barka et qu'il fait ses premiers pas dans l'engagement civique. Bensaïd, lui, grandit dans une zone rurale. Bien que les échos des exploits d'El Khattabi au Rif parviennent à Chtouka, la région vit sous l'atmosphère d'une défaite programmée. A dix ans, Bensaïd assiste à la fin du jihad et à la pénétration forcée des militaires français. L'encadrement sécuritaire et l'expropriation des paysans sont les manifestations

spectaculaires de la présence coloniale occidentale Mehdi Ben Barka commence sa scolarité assez tôt et dans des écoles modernes, tandis que Bensaïd n'a droit qu'à une scolarité tardive, au sein des écoles traditionnelles villageoises.

Les chemins des deux hommes auraient pu ne jamais se rencontrer, si ce n'est deux données fondamentales. La première est l'émergence du nationalisme marocain et sa volonté de s'étendre sur l'ensemble du pays. La seconde tient à la présence parmi les premiers noyaux nationalistes d'une personnalité originaire du sud-ouest (Souss), l'alim Mokhtar Soussi. Cet érudit berbère, diplômé de l'Université théologique El Quaraouiyyine, sensibilise à cette époque les familles du Souss aux bienfaits de l'éducation des enfants. Il met toute son énergie et toute sa notoriété à convaincre les nantis du Souss d'ouvrir des écoles. Il se charge lui-même de les orienter et de les inspecter. Mohamed Bensaïd accède à la scolarité au sein de ce réseau d'écoles, restées malgré tout traditionnelles. Remarqué par Mokhtar Soussi lors de ses tournées, Bensaïd est choisi parmi d'autres pour rejoindre Marrakech pour un autre cycle de formation. Nous sommes en 1946, et le jeune Bensaïd ne connaît du nationalisme que ce qu'en laisse apparaître son mentor Mokhtar Soussi, c'est-à-dire le salut, personnel et national, par l'éducation et la culture. Le cheikh est même réticent à ce que les jeunes Soussis s'engagent prématurément en politique. C'est un peu pour cela que Bensaïd et ses amis n'entendent pas parler en 1944 du Manifeste pour l'indépendance, malgré leur proximité avec l'alim du Souss !



CHABIBA. Bensaïd Aït Idder, en 1951, à l'époque où il étudiait à Marrakech et militait au sein de la jeunesse de l'Istiqlal.

C'est à Marrakech, quand il intègre le cycle préparatoire de l'Université Ben Youssef que Bensaïd découvre l'activité nationaliste. A cette époque, Ben Barka est déjà une grande figure du nationalisme marocain. Membre de la chambre marocaine du Conseil de gouvernement et jeune signataire du Manifeste du 11 Janvier, Ben Barka, en fin politique, prépare en 1947 le voyage historique du sultan Mohammed Ben Youssef à Tanger. L'euphorie nationaliste de l'après-guerre gagne Mohamed Bensaïd à Marrakech. Il s'engage, en dépit de la désapprobation de Mokhtar Soussi, dans les rangs de la jeunesse du Parti de l'Istiqlal (PI) en 1948, galvanisé par les événements de Palestine. Il devient responsable des étudiants nationalistes au sein de l'Université Ben Youssef. Il est alors encadré et éduqué politiquement par les figures de proue du nationalisme à Marrakech :

Abdelkader Hassan et Moulay Abdellah Ibrahim, l'un des rédacteurs du Manifeste du 11 janvier. A ce niveau de responsabilité, Bensaïd entend beaucoup parler de Ben Barka et connaît sa valeur en tant que dirigeant dynamique et qu'homme de pensée. Mais il ne l'a encore jamais rencontré.

Premier contact avec Ben Barka

Au cours de l'année 1950, le sultan Mohammed Ben Youssef, dans le cadre de ses tournées à travers le pays, se rend en visite à Marrakech. Le Parti de l'Istiqlal organise, avec fracas, la venue du sultan. Le pacha de la ville prend déjà ses distances avec la réclamation de l'indépendance. Le PI veut marquer le coup en élevant le sultan au rang de souverain indépendant. Il intime donc aux jeunes nationalistes de Marrakech l'ordre de faire de cette visite une manifestation patriotique hors pair. Mohamed Bensaïd et ses jeunes amis, dont le futur Fqih Basri, sont aux commandes. Durant cette visite sultanienne, Marrakech prend l'allure d'une ville libérée, bercée par les chants nationalistes et revigorée par la fougue vivifiante des étudiants et des artisans affranchis du carcan du pacha.

Moulay Abdellah Ibrahim, à l'époque responsable de l'Istiqlal à Marrakech, n'est pas seulement un leader politique doublé d'un penseur, mais aussi un pédagogue. Pour lui, aucune action n'a d'importance si elle n'est pas élucidée et consciemment intériorisée. Aussi, en parallèle avec les moments de mobilisation et d'activisme, il organise des cycles de conférences pour expliquer, former et apprendre à penser. Dans ce cadre, il invite Mehdi Ben Barka dans la ville ocre pour parler aux jeunes étudiants et artisans des mouvements de libération nationale. Et c'est ainsi que Bensaïd peut enfin associer un nom à un visage. Il confie: *« Ben Barka était plein d'énergie et de connaissance. Son enthousiasme était contagieux et sa culture m'impressionnait. Il nous parla des mouvements de libération nationale de par k monde. Noms avons découvert avec lui l'Indonésie et le combat de Soekarno, k Vietnam et les exploits de Hô Chi Minh, les nationalistes du Kenya, de Syrie et d'Egypte. Les propos de Ben Barka nous ouvraient de nouveaux horizons. Il donnait du sens à notre sympathie pour les Palestiniens et à notre activisme de jeunes étudiants. Déjà, avec Abdellah Ibrahim, nous avons appris à faire la différence entre un juif et un sioniste. Avec Ben Barka, nous découvrons les liens politiques et culturels avec les Palestiniens, les nationalistes arabes, et plus largement les mouvements de libération nationale. Il inscrivait notre combat dans un contexte plus vaste que notre ville ou notre pays. On découvrait avec lui k Tiers-Monde et la lutte contre l'impérialisme mondial. Cette conférence nous avait gonflés de fierté. Notre combat était mondial ! Mehdi Ben Barka grandit encore à mes yeux. »*



MANIFESTE. Mehdi Ben Barka (1er rang, 3ème à droite) avec les signataires du Manifeste pour l'indépendance du 11 janvier.

Du temps du général Juin, l'arrogant résident général qui veut mettre au pas les nationalistes et faire courber l'échine au sultan Mohammed Ben Youssef, Mehdi Ben Barka est la "dynamo" du parti de l'Istiqlal. Il organise deux événements importants. D'abord la révolte des représentants marocains au sein du Conseil de gouvernement. Ensuite, les actions victorieuses du PI lors des élections locales de 1950. Ce qui attire sur lui les foudres du général Juin. Il est exilé en 1951 vers le Sahara, à Aghbalou n'Kardouss. Quant à Bensaïd, son activité à Marrakech contre le pacha Thami El Glaoui lui vaut aussi d'être exilé vers sa région natale de Chtouka Aït Baha. Le jeune Bensaïd qui revient auprès des siens n'est plus le même : sa famille retrouve un nationaliste chargé de fougue et plein d'admiration pour ses chefs istiqlaliens, et parmi eux Mehdi Ben Barka.

Dans la tourmente

Les deux hommes font réellement connaissance en 1956. Chacun a suivi, durant cinq ans, son itinéraire particulier. Ben Barka profite de la période d'exil pour méditer, nouer des relations avec les gens du Sahara et préparer la riposte au bras de fer engagé avec les ultras du colonialisme. De retour à Rabat, fin 1954, il reprend son activité de commandement au sein du PI. Il participe activement à la réorganisation des sections du parti, au lancement du syndicalisme marocain autonome et à l'encadrement de la jeunesse et des étudiants. Il entame, en parallèle, la préparation de l'indépendance du Maroc, notamment en cherchant la forme à donner aux négociations pour la fin du protectorat et le retour du sultan Mohammed Ben Youssef. Pendant la même période, Bensaïd brave la surveillance des sbires du protectorat dans sa région d'exil. Il propage les idées nationalistes, organise la première Fête du trône à Chtouka, s'improvise journaliste et devient ainsi le correspondant mystérieux du journal Al Alam, l'organe du PI. Il relate avec minutie la progression dans le Souss de l'activité anticoloniale. Mais l'étape la plus importante dans l'évolution de Mohamed Bensaïd est son engagement dans la résistance

armée. Il intègre les rangs de l'Organisation secrète et fonde avec d'autres, notamment Moulay Abdesselam Ejabli, les premières cellules de résistants dans le Souss. Cette activité dangereuse va attirer sur lui les regards des sécuritaires coloniaux. Dénoncé par des mouchards, il doit quitter précipitamment Chtouka pour Sidi Ifni, en zone espagnole, afin d'éviter l'incarcération. Là, il s'occupe de l'accueil et de l'hébergement des résistants démasqués en zone française. Il y tisse patiemment des liens avec les tribus de la région. Bensaïd devient ainsi un cadre dirigeant du mouvement de résistance (sensibilité Organisation secrète), et plus tard de l'Armée de Libération du Maroc (ALM).

C'est dans la tourmente qui accompagne la fin du protectorat que le leader politique Mehdi Ben Barka rencontre le résistant Mohamed Bensaïd. L'indépendance du Maroc se négocie dans la douleur. Aucune partie n'est unie. Les acteurs français se répartissent en ultras coloniaux, en libéraux démocrates et en officiels soucieux de la sauvegarde des intérêts français au Maroc. Du côté marocain, on distingue les politiques privilégiant l'action civile et pacifiste, les résistants qui se méfient de toute négociation avant le retour du sultan d'exil, et des notabilités locales uniquement mues par le maintien de leurs multiples privilèges. En 1955, les événements s'accélèrent et tout s'entremêle : les actions de la résistance, les attentats des ultras colonialistes, ainsi que les contacts politiques au Maroc et à Paris. Deux grands événements viennent compliquer davantage la situation : le soulèvement des populations de Oued-Zem les 20-21 août et le carnage qui s'en est suivi. Puis les rencontres d'écoute organisées par le gouvernement français à Aix-les-Bains, du 24 au 27 août. L'idée de transformer la résistance armée urbaine en armée de libération marocaine dans les campagnes est déjà en cours de mise en œuvre. Elle s'accélère également.

De ce fait, nos deux hommes se trouvent chacun dans une dynamique. Ben Barka est dans celle du dirigeant politique. Fidèle à son rôle, il se retrouve acteur des rencontres d'Aix-les-Bains. Bensaïd, homme de terrain et d'action, prend part à la constitution de l'ALM. Mais tous deux sont membres du Parti de l'Istiqlal, alors au bord de l'implosion. Les dirigeants historiques du PI, et à leur tête Allal El Fassi, tentent de prévenir le pire. Ils appellent à des rencontres de mise en harmonie. Ben Barka est de toutes ces réunions. La première a lieu à Tétouan, en septembre 1955, où Ben Barka explique au conseil national de l'ALM l'objet des rencontres d'Aix-les-Bains, et la vision du PI quant à l'indépendance du pays. Malgré ses convictions et sa force d'analyse, les résistants, tout en respectant l'homme, restent sceptiques. La deuxième se tient à Rome au cours du mois de novembre 1955. C'est un échec. Le secrétaire général du PI, Ahmed Balafrej, refuse de s'y rendre. Il ne croit pas aux bienfaits de la lutte armée. Les résistants, froissés, lui en voudront longtemps. La troisième réunion se tient Madrid, après deux événements majeurs : le déclenchement le 2 octobre 1955 des opérations armées de l'ALM contre les positions des unités de l'armée coloniale française, un peu partout dans la campagne marocaine, surtout dans la région de Taza. Et le retour d'exil triomphal du sultan Mohammed Ben Youssef, le 16 novembre 1955.

Rencontre à Madrid

Le sultan, devenu roi, constitue un premier gouvernement et se prépare à négocier l'indépendance du Maroc. Sur la forme, le mouvement de la résistance a eu gain de cause, mais dans les faits, la résistance a été écartée du gouvernement et de la préparation des négociations de l'indépendance. Le Parti de l'Istiqlal, force principale de la mouvance nationaliste, se trouve lui aussi marginalisé. Sa représentation au sein du premier gouvernement ne reflète ni son poids politique, ni sa force sociale. Dans ce climat

d'amertume, la rencontre de Madrid a lieu en janvier 1956, à l'appel d'Allal El Fassi. Elle réunit le conseil national de l'ALM, y compris les commandants opérationnels et les chefs de la résistance (ceux de l'Organisation secrète), et les représentants politiques du PI, dont Ben Barka. Bensaïd assiste à cette rencontre en tant que membre du conseil national. Il a quitté, après le retour du sultan, sa base de Sidi Ifni pour celle de Tétouan où il officie comme coordinateur des différentes bases. Le lieu de cette réunion est la demeure à Madrid de Abdelkbir El Fassi, le cousin d'Allal. Ce personnage, peu connu est en même temps l'argentier de la résistance son interface avec les Espagnols et les Egyptiens, et l'organisateur des fournitures en armes. C'est chez lui que Ben Barka et Bensaïd se rencontrent d'homme à homme pour la première fois. Dans l'assemblée, des connaissances communes : Fqih Mohamed Basri, Hassan Safyedine, dit Laârej, Ghali Laraki et d'autres.

Bensaïd, très marqué par cette rencontre, précise avec sa modestie légendaire : « J'étais dans cette demeure intimidé, gêné et révolté. Intimidé parce que c'était la première fois que je me trouvais dans une réunion importante en présence des personnalités charismatiques comme Allal El Fassi et Mehdi Ben Barka. Gêné parce que cette rencontre débuta avec un incident provoqué par Abbas El Messaâdi, commandant de la base de Nador de l'ALM. Ce dernier attaqua frontalement les politiques, décréta qu'ils n'avaient pas leur place dans une réunion de résistants, et exigea que Mehdi Ben Barka et Abdelkbir El Fassi quittent la salle, et ceci avec une violence verbale et une gestuelle des plus menaçantes. Je regardai les réactions des présents. Ben Barka était d'un calme impressionnant. Les docteurs El Khatib et Ben Aboud silencieux. Les résistants Basri et Laârej, gênés comme moi, et Laraki, révolté. Allal El Fassi, dont le but était justement d'éviter ce genre d'incident, conseilla à Ben Barka de ne pas donner suite à la provocation de Abbas El Messaâdi. Ben Barka, Abdelkbir El Fassi et Ghali Laraki par solidarité, quittèrent le salon. J'étais révolté parce que la réunion se déroula dans un climat de démobilisation qui officialisa les dissensions et les divisions. Certes, les positions de principe de l'ATM ont été affirmées, de tous les territoires sous occupation, ainsi que la constitution d'une armée nationale à partir des unités de l'ALM. Je ne comprenais pas, à l'époque, le désastre qu'allaient engendrer ces divisions, mais j'avais le pressentiment que nous étions en train de rater quelque chose d'important. Sur les visages aussi bien d'Allal El Fassi que de Mehdi Ben Barka, je lisais de la tristesse ».

Le progressisme à l'épreuve

Après le retour du sultan, la mouvance indépendantiste composée des partis nationalistes, du mouvement syndical (ouvrier et étudiant), des formations de la résistance et de l'ALM, va encore plus accentuer ses divisions. Elle perd ainsi la direction des négociations avec la France. Le Maroc obtient son indépendance le 2 mars 1956, suite aux négociations de Saint-Cloud, complétées par l'accord maroco-espagnol du 7 avril 1956. Commence alors ce que le roi Mohammed V appelle le « *grand jihad* », c'est-à-dire la construction de l'Etat national. Au niveau politique, deux orientations stratégiques s'affrontent. L'une veut inscrire la fondation de l'Etat indépendant dans le sillage de l'action progressiste anti-impérialiste. L'autre œuvre à la restauration du Makhzen, mais avec une configuration rénovée, et une entente négociée avec la France et le monde dit libre. Nous sommes en pleine Guerre froide. Les deux tendances stratégiques marocaines prônent le non-alignement, mais force est de voir que le progressisme marocain penche vers le Bloc de l'Est, tandis que le conservatisme makhzénien sympathise avec le Bloc de l'Ouest. Les

figures de proue de ces tendances stratégiques sont Mehdi Ben Barka pour le progressisme, et le prince héritier Moulay Hassan pour le conservatisme.

Au niveau des organisations de la résistance et des troupes de l'ALM, la situation est des plus confuses. A la multiplicité des commandements et des centres de décision locaux, s'ajoutent les influences du prince héritier et de son réseau au sein de l'administration sécuritaire, de Mohamed Abdelkrim El Khattabi à travers les noyaux de l'armée de libération du Maghreb, du FLN algérien par le biais de ses responsables au Maroc, notamment Mohamed Boudiaf, et les services de l'Egypte nassérienne, l'un des fournisseurs d'armes et de fonds aux résistants maghrébins. Les cadres de l'ALM sont soumis aux tiraillements et aux pressions de ces différents acteurs. Mohamed Bensaïd Ail Idder se remémore cette phase confuse : *« Nous n'étions pas outillés intellectuellement et politiquement pour bien comprendre tous les enjeux de la conjoncture. On était contre le colonialisme et ses agents marocains, contre les féodaux et les Chioukhs de zaouïas à la solde des résidents français. On défendait la légitimité du roi Mohammed V, et on était solidaire l'indépendance du Maroc était tronquée, car plusieurs territoires nationaux, au nord, au sud et à l'est, étaient encore sous domination coloniale. Les problèmes immédiats qui se posaient à nous, les résistants, étaient: continuer le combat de libération, donc garder nos armes et nous déployer aux frontières des régions de notre pays encore sous colonisation; évacuer les bases étrangères au Maroc; refuser d'intégrer les rangs des Forces Armées Royales (FAR), parce que composées dès mai 1956 d'unités de l'ancienne armée coloniale que nous avons combattue; œuvrer à ce que les véritables nationalistes intègrent le gouvernement du pays et en chasser les "collabos" qui le squattaient. Malheureusement, on n'avait pas les mêmes réponses à ces questions, ni les mêmes comportements ».*

« L'avenir sera difficile »

C'est au cœur de cette phase de confusion que les liens entre Mehdi Ben Barka et Mohamed Bensaïd vont se resserrer. Ce dernier est, depuis le retour du roi, responsable de la coordination et de la logistique de l'ALM à Tétouan. Ce centre coordonne cinq bases: la base de Nador sous le commandement de Abbas El Messaâdi, Abdellah Senhaji et Saïd Bellehaj ; la base de Mernissa sous le commandement de Mostapha Benothmane; la base de Marna, sous le commandement de Mohamed Ben Ali Meknassi, Dahous Lakbir et Ahmed Lakhsassi ; la base de Taounat, sous le commandement de Mohamed Hajjaj; la base d'Ifni, sous le commandement de Bouchaïb Hariri, Mohamed Ben Brahim El Baâmrani et Mohamed Ben Moussa. Le centre de coordination de Tétouan est épaulé par l'antenne de communication installée à Madrid et dirigée par Abderrahmane El Youssoufi. Bien entendu, il existe d'autres bases non coordonnées par Tétouan et Madrid, notamment dans le Moyen-Atlas et l'Oriental. Mohamed Bensaïd se souvient qu'au cours de cette année 1956, « l'Fqih Basri m'a demandé d'organiser une visite à Mehdi Ben Barka des bases de l'ALM dites "le triangle de la mort". Il s'agit de l'espace délimité par Tizi Ousli, Bouirède et Aknoul. C'est dans cette région que l'armée française a subi ses grandes pertes lors des événements du 2 octobre 1955 (l'appellation est celle de la presse française). Mehdi Ben Barka, en sa qualité de rédacteur en chef de la revue Al Istiqlal, projetait de publier un grand reportage sur l'ALM, menacée de dissolution. Comme ce "triangle de la mort" était sous le commandement de la base de Nador, j'ai alors pris contact avec Saïd Bellehaj Abdellah, le responsable administratif. Il nous a organisé une réunion à Nador. Nous étions quatre : Mehdi Ben Barka, Fqih Basri, Saïd Bellehaj et moi-même. Ce responsable nous a fixé rendez-vous à Tizi Ousli avec Si El Ghabouchi, l'officier chef de la place. Nous y sommes

allés tous les trois dans la voiture du Fqih. Mehdi était enthousiaste. Il nous parlait de l'impact qu'il espérait de la publication du reportage. L'ALM allait être médiatisée comme une véritable année du peuple marocain. Il serait alors difficile de la désarmer et de la marginaliser au niveau politique. Arrivés à Tizi Ousli, El Ghabouchi nous a accueillis avec respect et il a commencé à nous informer des dispositions qu'il avait prises pour la revue des troupes. Abbas El Messaâdi arriva à l'improviste, explosa sa colère sur El Ghabouchi et déclara que Mehdi Ben Barka, le politique, n'avait rien à faire dans un camp de l'ALM, et que lui k commandant de la région interdisait la visite. Mehdi Ben Barka, même contrarié, garda son calme. J'ai pris El Messaâdi à part dans une autre pièce du camp, l'Fqih nous a rejoint, et nous avons essayé tous les deux, en tant que résistants, d'expliquer à El Messaâdi les retombées positives du reportage sur l'ALM. Abbas El Messaâdi, aveuglé par sa haine des politiques, et de Ben Barka en particulier, ne voulait rien entendre. Pour éviter des clashes nous avons décidé de reporter la visite, et nous avons quitté les camps de Tizi Ousli. Nous avons appris par la suite que El Messaâdi avait donné l'ordre à El Ghabouchi et ses hommes d'arrêter Ben Barka, mais ils ont refusé Cet affront nous affecta tous. Mehdi Ben Barka ne laissa rien paraître de ses sentiments, mais il prédit que l'avenir serait difficile ».

La fin de l'ALM

Abbas El Messaâdi concentre en lui toutes les contradictions de l'ALM. Sous l'influence des officiers libres nassériens, il veut écarter les politiques de l'avenir du pays. Sous l'influence du FLN algérien, notamment de Mohamed Boudiaf, il refuse de déposer les armes avant l'indépendance de l'Algérie. Sous l'influence de Brahim Roudani et Mahjoubi Ahardane, il veut favoriser ceux qui sont originaires des régions berbères. Sous l'influence de « l'imaginaire collectif » marocain, il vénère le roi Mohammed V, qui veut désarmer l'ALM ! Cette quadrature du cercle traverse toute la mouvance nationaliste, politiques et résistants réunis. Dans ces conditions de tension et d'accélération des événements, les contradictions des résistants et les liquidations physiques des uns par les autres facilitent la tâche au prince héritier Moulay Hassan. Le 14 mai 1956, il crée les Forces Armées Royales et soutire à une partie de la direction de la résistance et de l'ALM la décision de rendre les armes, et de rejoindre soit les FAR, soit les services de police. L'unité de la mouvance éclate. La partie qui ne se retrouve pas dans ces décisions se regroupe en tendance radicale prônant le progressisme, la souveraineté du peuple et le développement du pays.



OPPOSITION. Ayant été le professeur du prince Moulay Hassan, Mehdi Ben Barka deviendra son farouche opposant après son accession au trône.

Ben Barka est le leader emblématique de cette tendance. Mohamed Bensaïd l'un de ses commandants. Dès lors, leurs destins seront liés intimement. A ce propos, Mohamed Bensaïd raconte : « *Au printemps 1956, j'ai quitté le centre de coordination de Tétouan. J'ai*

pris à Casablanca, la direction d'un autre centre, celui des œuvres sociales de la résistance et de l'A.L.M. Nous avons créé cette institution à Derb Chorfa, dans la maison de Mokhtar Soussi. Avec mes amis de la résistance, notamment Bouchaïb El Hariri, nous avons rendu visite au roi Mohammed V. Nous avons un accès libre au palais royal. Nous rencontrions aussi le prince Moulay Hassan. Durant cette période très mouvementée, je m'entretenais presque quotidiennement avec Mehdi. Le parti de l'Istiqlal se réorganisait, l'Etat naissant installait ses appareils et les résistants démobilisés devaient réintégrer une "vie normale". Je m'activais donc dans ce sens, tout en discutant avec Mehdi de l'avenir du pays. Ben Barka était d'une activité débordante. Il enchaînait rencontres, réunions et entretiens. Il gérait parfois trois à quatre choses en même temps, pas toujours souriant, mais d'une énergie contagieuse. C'est dans ce vitalisme que s'est forgée la tendance progressiste au sein du PL. L'avenir de l'ALM se discutait dans la violence. Les différentes factions réglaient leurs différends par des assassinats. Fqih Basri, en tant que grande figure de la tendance radicalise, était menacé. On nous informa de Fès que le groupe El Messaâdi avait programmé l'assassinat du Fqih. Ce dernier décida de rencontrer El Messaâdi à Rabat. Il envoya le chercher. Ainsi débuta le drame qui allait coûter la vie à El Messaâdi. Proche des faits à l'époque, je témoigne qu'aucune décision d'assassinat préméditée n'a été prise, et que Mehdi Ben Barka, à ma connaissance, n'a été associé à aucune démarche dans cette affaire. Certes, après le drame, il a été la cible politique de choix. Mehdi Ben Barka m'avait proposé deux choses : un poste de gouverneur à Agadir, ou celui d'inspecteur général du Parti de l'Istiqlal dans la même ville. J'ai décliné les deux offres, ne me sentant pas capable d'assumer des fonctions administratives. Un compromis a été trouvé avec le roi Mohammed V sur l'avenir de l'ALM. Comme des pans du territoire marocain restaient sous occupation coloniale, les troupes de l'ALM, encore armées, seraient dirigées vers le Sahara occidental et oriental. J'ai pris donc la direction du Sud-ouest pour réorganiser et diriger les unités de l'ALM vers nos provinces du Sud. Là-bas j'étais dans mon élément. Dans cette grande entreprise, je reçus le soutien total de Mehdi Ben Barka ».

L'intimité de deux opposants

Malgré la distance, les chemins des deux hommes vont souvent se croiser. Que ce soit lors du 9e congrès de l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM) qui se tient à Agadir, lors de la formation du gouvernement Abdellah Ibrahim, ou encore lors de la création de l'Union nationale des forces populaires (septembre 1959), dont Bensaïd préside les meetings de constitution à Agadir et dans sa région. Ils se retrouvent ensuite, après le tremblement de terre qui détruit en 1960 la ville d'Agadir et après la dissolution de l'ALM-Sud. Les deux hommes sont, désormais, des opposants à qui les services de sécurité cherchent des noises.

On accuse même Bensaïd d'être impliqué dans un prétendu complot d'assassinat du prince Moulay Hassan. Quant à Mehdi, on tente de l'éliminer en provoquant un accident sur la route Rabat- Casablanca, en novembre 1962.

C'est dans l'opposition au régime de Hassan II que les liens entre Mehdi Ben Barka et Mohamed Bensaïd deviennent intimes. Au-delà des lieux de rencontres et de leur nombre, Bensaïd se souvient en particulier de deux événements. « *En mai 1962, l'UNFP organisait à Casablanca son deuxième congrès. J'étais responsable de la logistique. Mehdi présentait son rapport L'option révolutionnaire au Maroc. Il n'a pas été retenu comme plate-forme de discussion. Les petits calculs d'alliances entre chefs de groupes ont sacrifié le débat de fond à une unité de façade. J'ai côtoyé, durant ce congrès, un Mehdi démoralisé. Il se détachait de*

cette atmosphère où l'on ne voyait pas plus que le bout de son nez... Mehdi songeait déjà à des horizons plus éclairés. »

Après l'indépendance d'Algérie, et la parodie d'élections marocaines en 1963, les deux hommes se retrouvent en exil. Ils s'occupent tous deux du sort des réfugiés marocains opposés à Hassan II, dispersés entre l'Algérie, la Syrie, la France et la Belgique. Bensaïd isole de cette vie d'errants un moment d'intense intimité : « Je rendais souvent visite à Mehdi dans un petit appartement à Genève. Il cuisinait comme un chef des tajines marocains et de la bonne cuisine française. On se laissait aller et, au summum de la nostalgie, il me faisait écouter la chanson de Fayrouz, *Sa narjiou yaoumane ila hayina* (Nous reviendrons un jour dans notre quartier). Il n'est pas revenu au Maroc, même dans un cercueil ».



PSEUDO. Carte d'identité algérienne de Bensaïd Aït Idder sous le nom de Abdellah Khalid.

Mars 2013

Pérégrinations d'un clandestin

Avant de rejoindre le 23-Mars, Mohammed Bensaïd Aït Idder était déjà un habitué de la clandestinité. Dévoilant des informations inédites, il raconte pour Zamane le chemin qui l'a conduit de la résistance armée à l'action révolutionnaire

Par Maâti Monjib

Mohammed Bensaïd Aït Idder est né en 1926 dans un petit village amazigh du Maroc atlantique, près de Sidi Ifni. Le futur résistant entre au Parti de l'Istiqlal (PI) alors qu'il est étudiant dans la célèbre medersa Ben Youssef à Marrakech, à la fin des années 1940. Plus que le Manifeste de l'indépendance, dont il n'a même pas entendu parler au moment de sa publication, c'est le drame qui se déroule en Palestine qui le guidera vers la politique. Durant la première moitié des années 1950, Bensaïd s'engage dans la résistance armée à la colonisation française. Jusqu'en 1981, année de son retour définitif d'exil au Maroc, il vit plus ou moins clandestinement sous le nom de guerre Abdellah Khaled, qu'il a adopté en 1963.

🔗🔗🔗🔗L'essentiel des informations inédites contenues dans cet article s'appuie sur le témoignage recueilli par l'auteur de Mohammed Bensaïd Aït Idder à son domicile à Casablanca, le 11 février 2013.

D'une résistance à l'autre

Il est arrêté pour la première fois en février 1960, en compagnie de dizaines d'anciens résistants et membres de l'Armée de libération (AL). Ils sont accusés de vouloir attenter à la vie du prince Hassan, héritier du trône et chef d'état-major de l'armée royale. La majorité de ses amis et lui seront libérés quelques mois plus tard, Mohammed V s'étant rendu compte du caractère peu sérieux de l'accusation. *« Laghzaoui, le directeur de la Sécurité nationale et le prince héritier, ont réuni un groupe de personnes et leur ont dicté de dire au juge que c'était moi et d'autres résistants comme Saïd Bounailate qui étions entrain de préparer un attentat contre Moulay Hassan. Mais nos accusateurs, une fois en notre présence, n'ont pu reconnaître aucun d'entre nous. Le président de la cour, monsieur Lamrini, a fini par informer Mohammed V que notre dossier était vide. Mostafa Belarbi Alaoui, directeur des affaires politiques du ministère de l'Intérieur, a dit la même chose au roi »*, témoigne Bensaïd Aït Idder.

Tandis qu'une bonne partie de la direction de l'Armée de libération-Sud (ALS) est mise à l'ombre, la police, sous les ordres du futur Hassan II, disloque ce qui reste de ses groupes. Bensaïd et ses amis commencent à mettre les documents, l'argent et quelques armes de l'ALS en sécurité, notamment dans le Sud. Avec la mort de Mohammed V, début 1961, la situation empire pour Mohammed Bensaïd et ses camarades. Ils poursuivent toutefois leur action politique, mais dorénavant ils sont décidés à renverser le régime de Hassan II, par les armes s'il le faut. Bensaïd justifie jusqu'à aujourd'hui ce choix en arguant que c'est la police aux ordres du prince Hassan qui a ouvert les hostilités en s'attaquant à tous ceux qui refusaient clairement l'orientation du régime vers une monarchie exclusive et hégémonique. Comment ne pas recourir à l'action clandestine alors que les agents d'Oufkir sont partout et ont des yeux et des oreilles dans tous les milieux politisés de la société ? Il était difficile de se préparer à la révolution dans de telles conditions. Pourtant, c'est à ce moment là que l'espoir renaît : l'indépendance de l'Algérie, gouvernée dorénavant par les frères d'armes des résistants pourchassés, donne des ailes à ces derniers. Bensaïd quitte donc clandestinement le pays par le poste frontalier maroco-algérien Zouj Bghal dans la nuit du 6 au 7 décembre 1962. Autrement dit, quelques heures seulement avant l'adoption de la première constitution marocaine. C'est dire si le pays est atteint de schizonévrose.

Le choix des armes

Bensaïd révèle des informations inédites sur cette période. Il affirme ainsi que suite à l'arrestation de Youssoufi et Fqih Basri, fin 1959, *« Mahjoub Benseddik a eu une réunion avec nous. Nous nous sommes mis d'accord sur le recours à la violence. Benseddik a même accepté de cacher par ses propres moyens des camarades à nous qui étaient recherchés par la police. Benseddik et moi avons préparé de faux passeports pour les militants qui devaient quitter le territoire national, comme Mehdi El Ouarzazi. Rachid Skirj, adjoint de Dlimi mais qui travaillait pour nous, et Mostafa Belarbi Alaoui nous ont procuré également quelques passeports. Cependant, suite à notre arrestation, Benseddik a fait volte-face. Abdellah Ibrahim, lui, a toujours été contre la violence. Ben Barka n'a pas essayé de nous dissuader de recourir aux armes, ni Abderrahim Bouabid d'ailleurs. Je parle là de la première moitié des années 1960 »*.



AMIS. Abdesselam El Jebli (à g.) et Mohammed Bensaïd Aït Idder à Paris à la fin des années 1960.

En 1964, Bensaïd, réfugié alors en Algérie, donne rendez-vous à Bouabid à Milan, en Italie. Il est accompagné de Tahiri, conseiller du président Ben Bella. Le futur fondateur de l'USFP leur donne notamment des précisions sur le procès de leurs camarades au Maroc. Comme en échange, il reçoit d'eux un rapport détaillé sur les préparatifs de la révolution armée à partir du territoire algérien. Avant cette rencontre en Italie, Bensaïd était revenu au Maroc clandestinement en mars 1963. Fqih Basri et Habib El Forkani l'avaient informé qu'ils étaient en rapport avec Cheikh Al Arab. Il entre dans une colère noire en leur rappelant que ce dernier est un « anarchiste » qui n'en fait qu'à sa tête et que son aventurisme met en danger toute la structure révolutionnaire.

De retour en Algérie, Bensaïd est également abasourdi par une initiative de ses camarades Abdelfattah Sbata et Saïd Bounailat qui engagent, dans un camp d'entraînement à Loutta, de nombreux Soussis, émigrés en Algérie et dépourvus de convictions politiques affirmées, pour en faire de futurs guérilleros. Il décide de mettre fin à ce camp d'entraînement et rencontre en personne Ben Bella pour l'informer de sa décision. Les deux hommes continuent certes à s'apprécier, mais l'Algérien ne cache pas son mécontentement de la décision de Bensaïd de fermer le camp de Louatta. Mais un malheur n'arrive jamais seul : le 19 juillet 1965, Houari Boumediene renverse le président Ben Bella et se hâte de faire comprendre aux exilés marocains que dorénavant ils ne seront plus que de simples réfugiés, ou presque.

A cause de cette longue suite de difficultés et d'échecs, Bensaïd entre dans une phase de profonde dépression. Il perd presque la mémoire et n'est plus que l'ombre de lui-même, tant sur le plan physique qu'intellectuel. Son ami fidèle Abderrahmane Youssoufi fait des pieds et des mains pour le sortir d'Algérie. Il parvient à le placer dans un centre médical spécialisé en Suisse où il séjourne plusieurs semaines. Quand son état s'améliore, il part s'installer en France. Il y apprend la langue de Molière dont il ne parlait pas un traître mot. Mieux, il s'inscrit à l'Université de Vincennes avec l'aide de René Gallissot et de Thami Azemmouri. L'homme à la volonté forcenée parvient même à obtenir une licence d'histoire. Son diplôme porte bien entendu son pseudonyme : Abdellah Khaled. Un homme quasi nouveau est né : il discute des nuits durant avec ses jeunes camarades étudiants, évoquant

aussi bien les vues de Gramsci que les thèses de la nouvelle gauche européenne. Quand éclate Mai 68, grève des transports oblige, il parcourt 30 kilomètres à pied en compagnie de son ami Abdesselam El Jebli pour participer aux manifestations.

Au tout début des années 1970, il peut donc « prétendre » à devenir membre du mouvement 23-Mars qui exige de ses membres une connaissance suffisante de la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste. Cette transfiguration intellectuelle réalisée en si peu d'années fait de lui l'homme de la situation. Grâce à son sérieux, son caractère entier, son sens de l'organisation et sa grande capacité de travail ; il devient vite la cheville ouvrière du mouvement. Pourtant l'écrasante majorité des membres de celui-ci ont vingt ans moins que lui.

L'OPPOSANT AUX TROIS ROIS

Mohammed Bensaïd Aït Idder est un personnage incontournable de la vie politique marocaine. résistant, homme de gauche, chef de parti, député et figure d'opposition, il a été de tous les combats pendant plus de 65 ans d'action militante. dans cet entretien à « Zamane », Aït Idder revient sur des pans et épisodes de sa vie, où l'on voit défiler l'évolution politique du Maroc moderne.

Propos recueillis par S. Bellaouali, M. Bouaziz et M. Monjib

Les débuts d'un militant

Vous êtes originaire d'une famille modeste de la région de Souss où vous avez poursuivi vos études dans des écoles coraniques avant de partir à Marrakech. Quels étaient vos premiers rapports avec la vie politique ?

Au milieu des années 40, j'ai pu profiter de l'ouverture politique amorcée par le résident général Eirik Labonne qui a mis fin à l'exil de certains dirigeants nationalistes. Parmi ces derniers figurait Mokhtar Soussi, que j'ai pu rencontrer lors de son exil à Illigh, dans le Souss. Il m'a proposé d'étudier à Marrakech. En 1946, j'ai quitté alors mon village de Tinmensour, pour rejoindre tout d'abord l'école de la confrérie Darkaouia et, deux ans après, le lycée Ben Youssef de Marrakech. Avant cette période, je vivais dans un isolement total à l'égard de ce qui se passait au Maroc, à part quelques échos de la Guerre mondiale qui nous parvenaient d'Ifni. Je me rappelle que le sentiment populaire était favorable aux pays de l'Axe, par hostilité vis-à-vis de la France, qui occupait le Maroc.



Étiez-vous au courant pour le Manifeste d'appel à l'indépendance en 1944 ?

Non, pas du tout ! À l'époque, les télécommunications n'étaient pas développées et la radio n'existait pas encore. Au lycée Moulay Youssef, les enseignants étaient très conservateurs et évitaient d'évoquer les affaires politiques. Mokhtar Soussi nous recommandait de nous concentrer sur les études. Heureusement, j'avais un camarade de classe, originaire de Khémisset, qui était cultivé et ouvert sur le monde. Il m'a incité à lire la presse et, grâce à lui, j'ai été au cinéma pour la première fois de ma vie. Je me souviens que j'achetais le quotidien Al Alam. Il fallait patienter dans une longue file d'attente pour acheter ce journal, afin d'être informé sur les événements qui secouaient la Palestine.

C'est à cette période que vous avez rejoint l'Istiqlal ?

Oui ! J'ai rejoint l'Istiqlal à Marrakech grâce à Abdelkader Hassan, responsable de la section estudiantine du parti à Marrakech. Abdellah Ibrahim dirigeait aussi cette section et il a joué un rôle important dans l'introduction d'idées modernes au sein du parti et pour notre ouverture sur le monde. Les étudiants du lycée Moulay Youssef ont beaucoup appris de lui. Ils ont eu un impact fort sur la lutte pour l'indépendance à Marrakech.

De quelle manière ?

En 1951 par exemple, et sous l'instigation de Abdellah Ibrahim, les étudiants du lycée Moulay Youssef ont mené une grève en soutien à leurs camarades d'Al Qaraouiyine à Fès. Le Pacha Glaoui a réprimé violemment cette manifestation et a failli même nous fusiller dans son palais, s'il n'y avait pas eu l'intervention du Contrôleur civil français. Des étudiants comme Fqih Basri, Abdessalam Jebli et Bouchaïb Bidaoui ont été arrêtés et torturés par Glaoui. Et pourtant, on a poursuivi notre grève jusqu'à ce que le sultan Mohammed V nous Aït demandé de mettre fin à notre grève.

Les années de résistance

À quel moment avez-vous commencé à militer au sein de la résistance ?

Au début, j'écrivais des articles pour le journal Al Alam afin de dénoncer l'injustice subie par les paysans de ma région. Cette correspondance avec ce journal était un moyen pour rester en relation avec le parti. Je signais mes articles sous le pseudonyme de « Moumen ». Mais, un jour et par erreur, je crois, un article a été publié sous mon vrai nom. J'ai été démasqué. Les autorités coloniales ont décidé de me punir en m'interdisant d'enseigner à l'école de mon village.

Mais jusqu'à cette période, vous n'étiez pas dans l'action armée ?

Après décembre 1952, on assistait à une nouvelle configuration politique. L'action légale et pacifique était interdite et les leaders, locaux et nationalistes, étaient arrêtés. À ma sortie de prison en février 1953, je suis revenu dans la région du Souss, où j'ai contacté Abdellah Massi et Ali Aberni, pour mener la lutte armée contre les autorités coloniales.

Aviez-vous opté pour la lutte armée avant ou après l'exil de Mohammed V ?

Après la déposition du sultan, en août 1953, les contacts ont été entamés pour mettre en place les cellules de la Résistance. C'est ainsi que j'ai rencontré Abdessalam Jebli, mon condisciple à Moulay Youssef, qui m'a livré un pistolet. J'ai caché l'identité de Jebli, même à mon père. Ce dernier s'est fâché pour cette cachoterie. Mais, la nature de l'action secrète l'imposait. Une cellule a été créée pour préparer la liquidation physique des collaborateurs avec le pouvoir colonial. Je devais participer à une opération qui visait Benhayoun, le pacha d'Agadir. Sauf que cela ne s'est pas concrétisé.

Qui vous a appris à manier les armes ?

Personne ! J'apprenais à tirer avec mon pistolet au fond d'un puits, situé sur un terrain. Ma première opération a été le fruit du hasard : je guettais le substitut du pacha, mais les autorités ont eu cours de l'opération. Des Makheznis sont venus m'arrêter et en prenant la fuite, j'ai tiré sur l'un d'eux. C'était de la légitime défense. J'étais recherché par la police française en avril 1954 et j'ai pris refuge à Ifni, placé sous protectorat espagnol. Ifni est devenu une base arrière de la Résistance, comme l'était Tétouan au nord du Maroc. Cette

base a joué un grand rôle de coordination entre les différentes cellules qui vont composer par la suite l'Armée de libération (ALM).

Les Espagnols étaient-ils au courant de cela ?

Ils n'étaient pas au courant de notre action clandestine, mais ils n'étaient pas très pointilleux sur le reste. Nous avons nos propres moyens pour exfiltrer les recherchés par la police qu'on accueillait à Ifni. Il fallait juste présenter quelques garanties aux autorités espagnoles. Nous avons réussi à accueillir plus de 90 réfugiés pendant cette période. Nous étions en contact avec la direction de la Résistance basée à Tétouan et au courant de tout ce qui se passait dans le Nord. Après la visite d'un dirigeant de l'Armée de la résistance, en septembre 1955, le feu vert a été donné pour entamer les opérations.

Aucune action n'a été menée à partir de Ifni ?



Des membres de l'Armée de Libération à Reggada, dans leurs uniformes militaires offerts par la direction de Casablanca.

Non ! Il faut savoir que c'est l'Organisation secrète qui dirigeait la Résistance. Elle a décidé de créer une structure parallèle, destinée à devenir le noyau de l'Armée de libération. Cette structure a été d'abord mise en place dans la caserne militaire de Bournazel avant de s'élargir aux régions du Tafilalt, Taza, Ouarzazate et Béni Mellal, où sont nées de nouvelles organisations secrètes. Mais, l'opération a été découverte par les autorités françaises, en janvier 1956 et 179 résistants ont été emprisonnés par la suite. Notre mission était d'accueillir les réfugiés, fournir les armes et coordonner entre les cellules secrètes.

Aux armes, citoyens !

Abbas El Messaâdi faisait-il partie de cette structure parallèle ?

Oui, il en était membre ! En octobre 1954, la direction centrale de l'Organisation secrète à Casablanca a été découverte par les Français. Une nouvelle direction a été immédiatement mise en place. C'est dans ce cadre que Brahim Roudani a ramené Abbas El Messaâdi . En janvier 1955, une réunion s'est tenue au Caire pour conjuguer l'action de la résistance marocaine et algérienne. Allal El Fassi et Abdelkbir El Fassi, les deux dirigeants de l'Istiqlal, représentaient la partie marocaine. Mais les résistants algériens étaient plutôt intéressés par la rencontre des dirigeants de l'Armée de libération, plus que par celle des hommes politiques. C'est ainsi qu'Ahmed Boudiaf a pu contacter les quatre chefs de l'Armée de libération (Saïd Bounailat, Houceine Berrada, Hassan Laârej et Abdellah Senhaji, ndlr). Un accord a été trouvé pour l'échange des armes et la formation militaire. Abbas El Messaâdi a eu un rôle plus tard, quand la direction de la Résistance l'a désigné comme chef de la région de Nador, sous la direction de Abdellah Senhaji. Il recevait les armes fournies par le Front de libération algérien.

La ville de Nador était alors devenue le centre de l'Armée de libération... ?

Tout à fait ! Il y avait un autre camp à Jnan Zerhouni à Tétouan, réservé à l'accueil des militants. La direction de l'Armée de libération a demandé aux leaders politiques de l'Istiqlal, sortis de prison, de les rejoindre dans leur action. Mais les négociations avec la France avaient déjà commencé et les politiques n'étaient plus disposés à rallier la lutte armée.

Quels dirigeants du parti aviez-vous approchés ?

Je peux citer Abdellah Ibrahim, contacté par Fqih Fguigui, qui lui a proposé de devenir porte-parole de l'Armée de libération en France. Mais Ibrahim a décliné cette offre, car il souhaitait se consacrer à la création de l'UMT qu'il considérait comme primordiale. Mhammed Douiri et Omar Ben Abdeljlil ont été également approchés, mais sans réponse.

Pourquoi ?

Je me pose encore la question. Je me demande pourquoi des intellectuels du parti n'ont pas pris l'initiative de diriger la lutte armée, malgré tous les services qu'ils ont rendus à l'Armée de libération. Je cite à titre d'exemple les militants actifs au sein du comité de la coordination à Tanger, comme Abderrahmane El Youssoufi, Abdellatif Benjelloun et Abdelkbir El Fassi. Pourquoi Allal El Fassi lui-même n'a pas pris cette initiative.

Que rôle Abdelkrim Khatib a-t-il joué au sein de l'Armée de libération ?

Il faut savoir tout d'abord que Khatib a rendu beaucoup de services à la Résistance quand il était à Casablanca, mais aussi en France. Quand Ahmed Ziad a cessé de coordonner entre les résistants armés et les politiques, c'est Khatib qui a hérité de cette mission, avec l'appui de Allal El Fassi et Abdelkbir El Fassi. Mais, Khatib n'était pas le chef de l'Armée de libération. Même s'il n'a pas accompli d'action armée, mais c'était un militant qui a rendu d'énormes services à la résistance. Mais par la suite, il a rejoint le camp qui appelait à dissoudre l'Armée de libération.

Une lutte fratricide

Et pendant cette période, où étiez-vous ?

J'étais à Ifni jusqu'à décembre 1955, quand j'ai été appelé pour me rendre à Tétouan. Mais là-bas, il y avait un grand vide au niveau de la direction centrale basée à Tétouan : Ghali Iraki et Abdelkrim Khatib étaient partis en Égypte, Hassan Safiddine et Saïd Bounaïlate étaient revenus à Casablanca, Houceine Berrada était parti à Madrid et Abbas El Messaâdi s'était dirigé vers Le Caire pour collaborer avec les Algériens.

Quelle était votre mission à Tétouan ?

Je n'en avais aucune, car il y avait un grand vide au niveau de la direction. J'ai entamé des contacts avec les camps situés à Nador et Mernissa pour trouver une solution aux problèmes que j'ai rencontrés. À cause de la dispersion des dirigeants de la résistance, nous avons vécu dans un véritable état d'anarchie et d'insécurité.

Par quels moyens avez-vous essayé de régler ce problème ?

Les efforts se sont multipliés pour réunifier la résistance, l'Armée de libération et la direction de l'Istiqlal. Mehdi Ben Barka a essayé de convaincre les chefs de la résistance de la nécessité de négocier avec la France, mais il a échoué. Une autre tentative a été faite, sous l'instigation de Allal El Fassi. La rencontre a eu lieu à Madrid, en février 1956, chez Abdelkbir El Fassi. Des dirigeants nationalistes y ont assisté : Fqih Basri, Hassan Laârej, Abdelkrim Khatib, Mahdi Benaboud, Abbas El Messaâdi, Ghali Iraki et moi-même. Mehdi Ben Barka nous a rejoints plus tard, alors que Abderahmane Youssoufi était cloué au lit à l'hôpital. Mais Abbas El Messaâdi a créé beaucoup de tension lors de cette rencontre, car il a refusé la présence de Mehdi Ben Barka et de Abdelkbir El Fassi. Il faut savoir que c'est grâce à ce dernier que El Messaâdi a pu rejoindre Le Caire et que ses bonnes relations avec l'Espagne nous ont été d'une grande utilité.

Comment aviez-vous vécu cet incident ?

J'ai préféré ne pas intervenir, car ma place dans la hiérarchie de la Résistance ne me le permettait pas. Mais, les hauts dirigeants, comme Fqih Basri, Allal El Fassi et Hassan Safiddine ont gardé le silence sur le comportement d'El Messaâdi, puisque c'était la première rencontre de ce genre. Je pense que c'était une erreur, car ce que s'est passé était inadmissible.

Quelle a été votre conclusion après cette réunion ?

Nous avons décidé de continuer à porter les armes, contrairement à ce qu'ont fait nos frères en Tunisie. Il fallait lutter jusqu'au recouvrement de tout le territoire marocain. La décision de juger les collaborateurs de la colonisation a également été prise. Nous avons procédé aussi à la création d'une direction centrale à Casablanca pour réunir l'Armée de libération du nord et du sud du Maroc et rallier les cellules de Résistance. J'étais chargé de conduire l'une des trois commissions mandatées pour rencontrer les résistants et les membres de l'ALM, pour les unifier. Hélas ! Cette union n'a pas eu lieu.

C'était le début d'un nouveau conflit autour de la lutte armée ?

Oui ! Je me rappelle que Fqih Basri et Hassan Safiddine ont demandé à Mohammed V de ne pas désarmer l'ALM tant que les militaires français n'ont pas quitté définitivement le Maroc. Le roi leur a répondu que si la France ne respecte pas les accords d'Aix-les-Bains, il portera les armes avec nous. Mais, pendant cette période, de nouveaux blocs ont commencé à émerger, notamment lors du deuxième gouvernement de Bekkai. Le prince

héritier, Moulay Hassan, a joué un grand rôle pendant cette période en ralliant Abdelkrim Khatib, Réda Guedira et Mahjoubi Aherdane. Il a pu créer ainsi le noyau dur d'une force opposée au mouvement de libération.

Mais il y avait des conflits à l'intérieur de ce mouvement lui-même ?

Oui ! Par exemple, en 1956, Ben Barka m'a contacté. Il souhaitait faire un reportage sur l'ALM, en compagnie de Fqih Basri. Nous sommes allés tous les trois à Nador, quand nous avons appris, un peu plus tard, que El Messaâdi a donné ses ordres à l'un de ses officiers, Abdelaziz Eldouairi d'arrêter Mehdi Ben Barka à Tizi Ousli, dans la région du Rif. Mais, cet officier a refusé d'exécuter cet ordre.

Peut-être parce que vous aviez pénétré la zone de commandement d'El Messaâdi sans le prévenir...

La réunion de Madrid m'a confié toute latitude pour faire ce genre d'initiatives. Quand El Messaâdi nous a rejoints, Fqih Basri et moi, il a essayé d'expliquer que Ben Barka était un politique et non un résistant, que le but de ce dernier était de mettre l'ALM sous tutelle et qu'il n'avait pas sa place dans cette zone. Nous avons essayé de lui expliquer qu'il avait tort et que Ben Barka souhaitait uniquement faire connaître une ALM que personne ne connaissait.

Quelle a été la réaction de Ben Barka ?

Bien sûr qu'il n'était pas satisfait de ce comportement. Mais, sans plus. Le climat s'est détérioré et aucune direction commune entre l'ALM et la Résistance n'a pu émerger.

Dans quelles circonstances Abbas El Messaâdi a-t-il été assassiné ?

Pour comprendre ce que s'est passé, il faut évoquer l'état du pays après le retour de Mohammed V de son exil. L'absence d'institutions constitutionnelles, qui servent de lieux de médiation et d'arbitrage entre les forces politiques existantes, a été à l'origine d'un véritable chaos. Les conflits partisans ont dégénéré en affrontements armés dont ont été victimes de grands résistants et dirigeants de l'ALM. Parmi ces derniers, je cite Touria Chaoui, Brahim Roudani, Ziraoui, Abbas El Messaâdi, Abdelkrim Benabdellah, Abdelouahed Iraki, Ibrahim Ouazzani, Abdellah Hedaoui et Rahal Meskini. Et la liste est longue. Ces liquidations peuvent embarrasser beaucoup d'acteurs politiques et méritent une lecture calme et patiente. Il ne faut pas oublier aussi l'existence de protagonistes qui agissaient derrière le rideau.

C'est-à-dire ?

La monarchie n'était pas neutre à l'époque. Elle était partie prenante et décisive dans ce qu'elle considérait comme « une opération chirurgicale » visant à mettre fin au chaos qui guettait le pays et menaçait le Palais lui-même.

Comment cela s'était-il passé ?

Je pense surtout à la mise en place de ce qu'on a appelé « Comité Rifain », dont je ne maîtrise pas toutes les circonstances de sa création. Mais, d'après des camarades de la résistance, qui étaient dans des postes de responsabilité, il y a eu contact entre Mohammed V et un groupe de politiques, syndicalistes et résistants. Il a été décidé de mettre en place un nouveau service sécuritaire, mis sous la responsabilité directe de Mohammed

Laghzaoui, chef de la Sûreté nationale et Driss Slaoui, patron de la police à Casablanca. Il s'agit du fameux commissariat du 7e arrondissement de Casablanca. À l'origine, la mission de ce service était de former des cadres compétents, respectables et indépendants, capables de faire régner l'ordre. Mais, après l'apparition du « comité rifain », Mohammed Laghzaoui a ouvert la porte à des individus et clans qui ont procédé à la liquidation de militants politiques, dans des circonstances obscures. Ce service avait dépassé les limites de la légalité. Il rejoignait ainsi ce qui se passait à Dar Bricha, à Tétouan, en terme d'enlèvements et de torture d'éléments qui appartenaient à ce « Comité Rifain ».

Qui était responsable de cette situation ?

Tous les acteurs politiques ont pris part à ce jeu, d'une manière ou d'une autre, selon leur positionnement, leur poids et leur influence. Même la monarchie y était impliquée. Mohammed V avait transformé son pouvoir moral incontestable en pouvoir politique qui lui a permis d'agir dans des questions épineuses comme celle-là.

Mais qui était derrière la liquidation des militants du Parti d'Achourra (PDI), surtout que le patron de la Sûreté nationale était membre de l'Istiqlal ?

C'est une erreur largement répandue : à sa nomination, Mohammed Laghzaoui n'était plus un militant de l'Istiqlal. Mais, il était du côté du prince héritier Moulay Hassan. Même Mohammed V était en quelque sorte responsable, car il était au courant de ce qui se passait, mais n'agissait pas. Il n'a décidé de le faire qu'au moment où il a été visé et menacé par « le comité rifain ».

Allal El Fassi et Ben Barka étaient-ils les responsables directs des enlèvements et de la torture exercés à Dar Bricha ?

Ni le parti, ni Allal El Fassi, ni Ben Barka n'étaient responsables de cela. Certains membres de l'Organisation secrète, qui étaient présents à Tétouan, ont été les véritables acteurs. Quant à Abbas El Messaâdi, on raconte que l'Organisation secrète a envoyé Hajjaj pour le ramener à Casablanca afin de discuter avec les chefs de la Résistance. Je n'étais au courant de rien, car j'étais chargé des affaires sociales de la Résistance. On raconte aussi que Hajjaj a nié avoir tué El Messaâdi, car il était son camarade de Résistance, ils ont été emprisonnés ensemble sous le Protectorat, et ont partagé la même cellule. Or, selon les informations disponibles, les deux hommes n'ont jamais été en prison ensemble. Ce qui décrédibilise la version de Hajjaj.

Pourquoi l'assassinat de El Messaâdi a-t-il eu un tel impact ?

Tout simplement parce qu'il était devenu le prétexte pour dissoudre l'ALM et mettre en place l'Armée royale. Il a servi aussi pour la création du Mouvement populaire. Le corps de Abbas El Messaâdi est devenu un moyen pour surenchérir et comploter contre l'Istiqlal.

Récupérer le Sahara

Quelle a été votre réaction après la dissolution de l'ALM ?

Après cette décision, Mohammed V a accepté la demande d'un groupe de résistants qui souhaitaient continuer leur lutte pour la récupération d'Aït Baâmrane, le Sahara et la Mauritanie. L'ALM a réussi d'ailleurs à libérer quelques territoires de Guelmim, Aït Baâmrane et une partie du Sahara oriental. Ce qui a obligé le gouvernement espagnol à

céder Tarfaya au Maroc. Nous avons proposé de faire de cette ville une base pour libérer le reste du Sahara, mais cette proposition n'a pas été retenue. Au contraire, nous avons assisté à des manœuvres douteuses de l'Armée royale, dont certains officiers, comme le général Oufkir, ne cessaient de répandre des rumeurs sur nous. Nous avons reçu aussi une délégation mauritanienne pour coordonner nos efforts contre la colonisation française, mais malheureusement cette occasion pour la libération et l'union a été ratée.

Et du côté espagnol ?

Nous avons pris contact avec des officiers espagnols à Madrid pour trouver une solution au Sahara occidental. Ces officiers ont proposé à la délégation de l'ALM que le Maroc cède Sebta, Mellilia et les Îles à l'Espagne, en contrepartie des territoires de Saguia El Hamra et Rio de Oro. La réponse de l'ALM a été sans équivoque : c'est le peuple marocain qui pourrait décider pour Sebta et Mellilia. Nous avons proposé donc des négociations pour arriver à une solution pacifique. Et effectivement, le gouvernement Balafrej a récupéré Tarfaya et les négociations ont continué sous le gouvernement Abdellah Ibrahim. Mais, certains cercles au sein du Palais ne voyaient pas tout cela d'un bon œil.

La question du Sahara aurait pu être réglée alors dès 1958... ?

Tout à fait ! Mais, l'État n'était pas sérieux à l'époque et le prince héritier Moulay Hassan était plutôt préoccupé par la liquidation de l'ALM. Il nous a coupé le financement, mais nous avons continué à lutter avec l'aide du peuple marocain.

Comment l'action de l'Armée de libération du Sud (ALS) s'est-elle terminée ?

Le 15 décembre 1959, Abderrahmane Youssoufi et Fqih Basri ont été arrêtés. Trois mois plus tard, c'était mon tour avec d'autres camarades de l'Armée de libération. J'ai été condamné à trois mois de prison. Certains milieux ont réussi à convaincre Mohammed V de dissoudre l'ALS sous prétexte de complot contre la monarchie.

L'affrontement avec Hassan II

Cette tension avec le Palais s'est-elle exacerbée avec l'intronisation de Hassan II ?

Oui ! Après la mort de Mohammed V, nous sommes entrés en conflit ouvert contre Hassan II. Beaucoup de résistants ont été convaincus que la seule solution contre le nouveau règne est de reprendre les armes comme nous l'avons fait contre le Protectorat. Fqih Basri a commencé à prendre contact avec des officiers des FAR pour changer les choses. J'ai fait de même avec d'autres militaires.

Qui sont ces officiers que vous aviez contactés ?

J'ai oublié leurs noms. Mais, il y avait un colonel, un capitaine et d'autres militaires. Certains étaient d'anciens camarades de l'ALM. C'est dans ce cadre que Fqih Basri avait approché Medbouh pour lui fournir une carte du palais royal de Rabat. Mais cette opération a été éventée, car un officier syrien, qui y était impliqué, a alerté Dr. Khatib, en contrepartie d'une somme d'argent. L'essentiel, c'est qu'il y avait des militaires disposés à collaborer avec nous contre Hassan II. Dans l'armée, il y avait des mécontents de la situation du pays.

Cheikh Al Arab a-t-il essayé la même chose ?

Cheikh Al Arab était membre de l'ALM et il a été condamné en 1961 dans une affaire d'assassinat. Il est venu me voir et je lui ai fourni un faux passeport. Mais, il n'a pas quitté le Maroc. Il a commencé à construire des réseaux au sein des partis pour agir contre la monarchie. Il s'est lié dans ce but à Moumen Diouri pour se procurer des armes auprès de la base militaire américaine à Mehdi. Un officier des services algériens était l'intermédiaire dans cette opération. Fqih Basri a pu rassembler 13 000 dollars pour l'achat des armes. Mais, les Américains ont vendu la mèche aux autorités marocaines.

Que s'est-il passé alors ?

Moumen Diouri a été arrêté et a avoué l'implication de Fqih Basri et Mehdi Ben Barka dans ce complot. Nous avons appris que Hassan II préparait une grande campagne contre nous à son retour de France. Fqih Basri a été arrêté donc en 1963. Il faut dire que j'étais contre le fait que Fqih Basri, avec tout son prestige et sa place au sein de l'UNFP, soit impliqué dans ce genre d'aventures.

Et cela s'est terminé comment pour vous ?

J'ai échappé à l'arrestation. Mais, je suis resté caché à Marrakech jusqu'à 1964 pour me diriger par la suite vers l'Algérie.

Vous avez retrouvé qui en Algérie ?

Il y avait un camp dirigé par Abdessalam Jebli, Saïd Bounaïlate et Abdelfatah Sebbata, ainsi que d'autres résistants marocains. Mais, avec Abdessalam Jebli, nous avons entamé une réflexion sur notre présence en Algérie et notre mode d'action. Tout d'abord, nous nous sommes aperçus que nous étions totalement isolés. Même les membres du parti n'étaient pas au courant de notre action, à part Mehdi Ben Barka et Abderrahim Bouabid qui disposaient de quelques informations. Les dirigeants de l'UNFP considéraient que c'était notre affaire : en cas de réussite, ils allaient nous soutenir. Mais, en cas d'échec, nous étions les seuls responsables. Quant aux Algériens, tout ce qui les intéressait, c'était de venger la défaite de la Guerre des sables en 1963. Avec Abdessalam Jebli, nous avons décidé de ne mener aucune action armée qui se déroulerait en dehors du cadre établi par le parti.

Pourquoi cette décision ?

Il ne fallait pas se lancer dans des aventures stériles et sans lendemains. Mais, la direction de l'UNFP a continué de traiter avec Fqih Basri et a accepté de combiner l'action politique et les opérations armées. J'étais obligé donc de quitter le parti avec mon camarade Abdessalam Jebli.

Qu'avez-vous fait après ?

Je suis parti en France. J'ai traversé une période très difficile pendant deux ans. Mais, j'ai pu dépasser cette crise et je me suis inscrit à la faculté de Vincennes où j'ai pu obtenir une licence en Histoire. En France, j'ai commencé à chercher un nouveau cadre politique. Des jeunes militants de l'organisation de 23 mars m'ont contacté par le biais d'Ahmed Herzenni. Ce dernier m'a parlé de résistants à Agadir qui pourraient fournir les armes à cette organisation. Je lui ai conseillé d'éviter les résistants, car ils étaient infiltrés par la police. Effectivement, des militants de 23 mars ont été arrêtés pendant qu'ils cherchaient à se procurer des armes. En tout cas, c'était le début d'une nouvelle expérience avec 23 mars, jusqu'à mon retour au Maroc en 1981.

Réformer de l'intérieur

Pourquoi ne pas avoir pensé à rejoindre l'USFP puisque vous étiez désormais contre l'action clandestine et armée ?

Déjà en 1974, Mohammed Lakhssassi et Mohammed Aït Kaddour m'ont approché pour revenir à l'UNFP. J'en ai discuté sérieusement avec Abderrahim Bouabid, Omar Benjelloun et Mohammed Abid Jabri. Mais, nous ne nous sommes pas mis d'accord. Je leur avais expliqué que j'étais désormais membre du 23 mars et qu'il fallait être d'accord sur une ligne politique commune ou se contenter d'une coordination de notre travail. Mais, ils voulaient surtout mon retour à l'UNFP et faire partie de sa direction. Je leur avais également recommandé de renouer les liens avec l'Istiqlal. J'avais d'ailleurs rencontré Allal El Fassi après le coup d'État de 1971 et il était enthousiasmé par cette idée.

En 1998, vous avez soutenu l'idée d'une participation au gouvernement de l'Alternance...

Oui ! J'y étais personnellement favorable, mais la majorité du bureau politique de mon parti, l'OADP, a refusé cette participation. Je me suis plié à la décision de la majorité. Surtout que j'en étais le Secrétaire général et obligé d'endosser l'avis de la majorité au sein du parti, exprimé lors d'un vote démocratique.

En 2011, vous avez eu également une position différente à celle de votre nouveau parti, le PSU...

Tout à fait ! J'étais pour la participation au débat sur la Constitution et aux élections législatives de 2011. Pour moi, il ne fallait pas laisser une place vide. Il fallait exprimer notre point de vue. Sauf que la majorité au sein du parti a voté contre cet avis.

Quel regard portez-vous sur un demi-siècle de vie politique marocaine ?

Je crois que le Mouvement national et le camp progressiste ont rendu d'énormes services et sacrifices au Maroc et ont été à l'origine de beaucoup de réalisations et avancées. Mais, ils acceptaient toujours des compromis fragiles avec le régime. Il fallait, et c'est encore valable, s'accrocher à un contrat clair et public avec des responsabilités et obligations qui ne souffrent d'aucune ambiguïté. Cela nous aurait évité énormément d'occasions gâchées pour démocratiser l'État et la société.

Mohamed Bensaïd Aït Idder, figure du Mouvement de libération nationale au Maroc

« Le conflit du Sahara occidental n'a que trop duré »

Par M-C-L

De passage à Alger, le vieux militant nationaliste marocain n'a pas hésité à livrer pour nos lecteurs son sentiment sur la question du Sahara occidental ainsi que les relations tumultueuses entre l'Algérie et le Maroc. Il plaide dans cet entretien pour une solution négociée et un rapprochement entre les deux pays frères.

Liberté : Vous êtes en Algérie pour les cérémonies du 40^{ième} jour du décès de Hocine Aït Ahmed. Dans quelles circonstances l'avais-vous connu ?

Mohamed Bensaïd : D'abord, la première fois que j'ai entendu parler du feu Hocine Aït Ahmed, c'était au sein des cellules du Parti de l'Istiqlal, à la fin des années 40. On se préparait à engager la lutte armée pour l'indépendance du Maroc. Grâce à la coordination des différents partis nationalistes en Afrique du Nord, un projet de lutte commune prenait forme et l'espoir d'un avenir unitaire galvanisait nos convictions et guidait nos pratiques. Même les chants patriotiques s'élaboraient en commun, comme le fameux « *Min jibalina talaâ sawto al ahrar...* » Le nom d' Aït Ahmed nous parvenait de l'Algérie mais aussi du Caire ou encore de Bandoeng. Nos trajectoires ne se croiseront enfin qu'en 1961. Hocine Aït Ahmed était alors incarcéré en France. Le Maroc était indépendant mais l'Armée de libération marocaine du Sud (ALMS) dont j'étais responsable venait d'être dissoute en 1960. A cette époque, nombre de nationalistes et de résistants se trouvaient, malgré eux, en opposition au pouvoir marocain. Dans ces conditions, j'ai rendu visite aux cinq leaders algériens incarcérés en France. J'ai alors rencontré pour la première fois Hocine Aït Ahmed et ses amis. Nous avons discuté du Maghreb, de l'indépendance prochaine de l'Algérie et des différentes stratégies possible. J'ai noté qu'il y avait déjà des différences de points de vue entre Aït Ahmed et Ben Bella. Après leur libération, on leur a organisé au Maroc un retour triomphal. C'était alors notre deuxième rencontre.

Après 1962, les orientations à donner au nouvel Etat algérien indépendant ont été à l'origine de divergences. Hocine Aït Ahmed, Boudiaf et d'autres commençaient à être inquiétés par les services de Houari Boumediene et leur liberté devenait effectivement menacée. C'est alors qu'avec des camarades et résistants, nous avons rendu visite au courant de l'année 1963 au Président Ben Bella.

On lui a fait part de notre protestation contre ces menaces. L'Algérie et le Maghreb avait besoin, en effet, et après le départ de la France, de tous leurs enfants. Seulement voilà, les

malheureux développements politiques survenus au Maroc m'ont contraint à l'exil durant 18ans, d'abord en Algérie et ensuite en France. Dès lors, avec Hocine Aït Ahmed, on se rendait visite et on échangeait nos impressions tout en continuant à élaborer des propositions pour un avenir commun. Après mon retour d'exil, en 1983, nous avons fondé, mes camarades et moi, l'Organisation de l'Action Populaire et Démocratique (OADP) devenu en 2005 le Parti socialiste unifié (PSU). Depuis, Hocine Aït Ahmed nous rendait visite régulièrement au Maroc et son parti, le FFS, assistait à tous nos congrès et conférences. La dernière participation en date remonte à février 2012.

Vous avez longtemps combattu dans les rangs de l'Armée de libération marocaine dans les régions sahariennes où vous avez eu à côtoyer notamment un certain El-Ouali Mustapha Essayed, qui n'est autre que le fondateur du Polisario, décédé en 1977. Pouvez-vous nous dire quelques mots sur ce personnage ?

Dans les rangs de l'ALMS, on a combattu ensemble le colonialisme espagnol dans la région de Sidi Ifni, Tarfaya, Smara, Laâyoune, Boujdour et Dakhla. A cette époque, des volontaires des provinces du Nord côtoyaient de nombreux combattants du Sahara occidental. L'objectif était de libérer ces régions et de réaliser l'unité du peuple marocain et de ses territoires. Après l'opération "Ecouvillon" qui a permis aux armées espagnole et française d'affaiblir l'ALMS, et après que celle-ci ait été dissoute dans des circonstances troubles au Maroc, les dirigeants de l'ALMS ont recueilli à Casablanca et à Rabat les enfants des combattants sahraouis et se sont occupés de leur scolarité. J'étais personnellement responsable de cette action. Ainsi, Essayed a fait ses études secondaires et universitaires au Maroc avec le soutien des anciens de l'ALMS et des partis nationalistes marocains.

Jusqu'au début des années 70, les jeunes sahraouis réclamaient un retour rapide du Sahara occidental dans le giron de la mère patrie, c'est-à-dire le Maroc. Ils dénonçaient même, avec fougue, le laxisme des autorités marocaines à cet égard. C'est d'ailleurs au cours d'une manifestation des ces jeunes à Tan-Tan, réprimée violemment par les forces de l'ordre, que l'idée d'indépendance a pris naissance. Et c'est sur proposition du grand Magrébin, Mohamed Bahi Horma, que j'ai reçu en 1975, à mon domicile parisien, El-Ouali Mustapha Essayed. On a discuté de l'avenir du Sahara occidental. Mes amis du "Mouvement du 23 Mars" et moi avons critiqué les choix stratégiques du Polisario. Tout en étant à l'époque opposant au roi Hassan II et condamnés par contumace, soit à la peine capitale, soit à la perpétuité, nous avons affirmé à El-Ouali que la priorité devait aller, non pas à la création d'un petit Etat dans la région mais à la lutte commune pour la liberté et la démocratie qui garantiraient les droits des régions, du citoyen et des minorités ethniques ou religieuses. Ces discussions étaient sérieuses et cordiales. On les a même consignées et éditées par la suite dans un livre. Hélas, El-Ouali a disparu avant de pouvoir interagir avec nous...

Vous avez été condamné à mort en 1963 sous Hassan II pour "complot contre la monarchie" et vous avez trouvé refuge en Algérie. À ce titre, on peut vous considérer comme un témoin privilégié de cette période trouble de l'indépendance algérienne et des relations "en dents de scie" entre les deux pays voisins. Peut on espérer, selon vous un rapprochement entre l'Algérie et le Maroc ?

C'est en tout cas, mon vœu le plus cher ! Malgré mon âge avancé, j'ai fait l'effort, contre l'avis de mes médecins, de me rendre en Algérie. Depuis que je suis arrivé, je n'ai cessé de rencontrer les forces vives de la nation algérienne. Que se soit à l'adresse des

membres du gouvernement ou des jeunes de la société civile en passant par les partis politiques, mon message est simple : « N'hypothéquons pas l'avenir, n'alimentons pas les conflits, ne sapons pas les liens de fraternité entre nos peuples ! » Certes, la situation politique concrète est très complexe”

On passe régulièrement d'un moment d'accalmie à un autre de tension extrême. Les deux Etats s'affrontent par ailleurs au sein des instances internationales, au Parlement européen, dans les forums de jeunesse et même au sein des organisations de défense des droits humains. Pourtant, nos deux peuples aspirent à la dignité, à une vie apaisée, à l'accès à la formation, au travail, à la culture, en bref à la citoyenneté. Ce ne sont pas là des privilèges mais des droits qui doivent être garantis par la loi. Dans ce sens, il est impératif de mettre un terme aux conflits de frontières et à celui du Sahara occidental. L'affaire est peut-être aussi complexe que celle de l'Alsace-Lorraine en Europe qui, malgré les retombés des deux guerres mondiales et tout ce qui s'est accumulé comme préjugés et représentations négatives, la France et l'Allemagne ont eu le courage de tourner la page du passé pour s'unir et bâtir en commun l'Europe. D'après moi, l'Algérie et le Maroc peuvent faire davantage en inaugurant un processus de constructions positives.

Cette tâche paraît incommensurable car au Maroc beaucoup font de la marocanité du Sahara, une "cause sacrée" alors que chez nous le droit à l'autodétermination des peuples reste un principe intangible, voire même un socle fondateur pour le pays. Peut-on, dans ces conditions, vaincre cet "antagonisme" qui empoisonne les relations entre les deux pays ?

Le conflit du Sahara Occidental n'a que trop duré. Une solution politique négociée et équitable et parfaitement possible ! elle ne sera, en tout cas, jamais le résultat de la langue de bois mais bien précisément d'une culture de l'écoute et des approches rationnelles de nos intérêts stratégiques communs. L'espace du Sahara devra être un pont d'intégration maghrébine et non une cause de désintégration, ce qui est le cas aujourd'hui. Lors de la cérémonie du 40^e jour du décès de Hocine Aït Ahmed, l'espoir d'un grand Maghreb a vibré avec celui de la démocratie et de la citoyenneté. Il nous faut aujourd'hui le courage indispensable pour insuffler à nos jeunes, à nos femmes et à nos hommes, la conviction de développer cette réalité enfouie. Le conflit est, certes, complexe mais la volonté unitaire peut vaincre toutes les difficultés. Je ne cesse de le répéter, « l'avenir de l'Algérie, c'est le Maroc, et l'avenir du Maroc, c'est l'Algérie ! »

Bio-express

Né le 1^{er} juillet 1925 à Tinmensour dans la région de Chtouka Aït Baha, dans le sud marocain, Mohamed Bensaïd Aït Idder a commencé ses études dans plusieurs écoles coraniques traditionnelles du Sous. Après 1945, il rejoignit l'université Ibn Youssef à Marrakech, à une époque où nombre de nationalistes y étaient actifs comme Abdellah Ibrahim ou Mohamed Basri dit Fqih Basri. Avant de rejoindre formellement la résistance, Aït Idder aura affaire au pacha de Marrakech, Thami El Glaoui qui dirige alors toute la région du Haut-Atlas. En représailles, il est assigné à résidence par le protectorat français. Dès 1955, Bensaïd Aït Idder rejoint l'Armée de libération nationale (ALN) au sud (dans le Maroc espagnol), puis dès 1957, il passe au Sahara pour armer les tribus sahraouis, afin de combattre les Français et les Espagnols, encore présent au Sud marocain. Il assiste impuissant, en 1958, à la destruction de l'AMSL lors de l'Opération " Ecouvillon". Membre de l'Istiqlal, il participe à la scission en 1959 créant l'UNFP. En 1960, il est inculpé pour un complot fictif, puis en 1963 lors de l'affaire du complot de juillet 1963, et est condamné à mort pour "complot contre la monarchie". Il s'exile

en Algérie et ensuite en France où il reste en contact avec le dirigeant du "*Tandhim*" (organisation clandestine), Mohamed Fqih Basri. En 1981, il est amnistié et réunit autour de lui les militants du Mouvement du 23- Mars pour fonder, en 1983, le parti politique Organisation de l'Action Démocratique Populaire, dont il restera le dirigeant-clef jusqu'à la fusion en 2002 avec trois autres partis créant le mouvement de la gauche socialiste unifiée (GSU). En septembre 1984, il est élu député de la région Chtouka Aït Baha à la chambre des représentants, un siège qu'il gardera jusqu'à 2007, date à laquelle il refuse de se représenter aux élections législatives. Tout au long des années 1990, Bensaïd Aït Idder fera partie des refondateurs de la Koutla, bien qu'il manifeste une indépendance d'esprit que ses partenaires, (Istiqlal, USFP, PPS et UNFP) , aussi bien que le pouvoir en place, apprécieront très peu. En 1989 et en 1992, il interpelle les ministres de la Justice et de l'Intérieur sur le sort des détenus du bagne de Tazmamart. En 1996, l'OADEP a refusé de cautionner la constitution. Respecté pour son intégrité et la constance de ses positions, l'ancien opposant du roi Hassan II reçoit en juillet 2015 les insignes du "*Wissam al-Arch*" (ordre du Trône), la plus haute distinction royale.

Mohamed Bensaïd Aït Idder :

« J’espère que le Polisario entamera une réflexion dans l’intérêt du Sahara »

Par Nadia Lamlili - 1 juin 2016

Le doyen de la gauche marocaine, Mohamed Bensaïd Aït Idder, qui a côtoyé de près les leaders du Front Polisario, donne son point de vue sur l’avenir du mouvement, suite au décès, mardi, de son chef historique Mohamed Abdelaziz.

Ancien opposant de Hassan II, Mohamed Bensaïd Aït Idder est une véritable école politique au Maroc. Celui qui incarne l’âme de la gauche marocaine a combattu dans les rangs de l’Armée de libération nationale du sud, un mouvement qui voulait libérer le Sahara de la colonisation espagnole, et qui comptait dans ses rangs plusieurs combattants sahraouis. Une partie de ces sahraouis allait par la suite remettre en question la souveraineté du Maroc sur ce territoire et créer le Front Polisario. À 91 ans, il commente pour Jeune Afrique les conséquences du décès, le 31 mai, de Mohamed Abdelaziz, leader historique du Front.

Jeune Afrique : À quel changement peut-on s’attendre après la mort de Mohamed Abdelaziz ?

Mohamed Bensaïd Aït Idder : J’espère que le Polisario entamera une réflexion profonde dans l’intérêt du Sahara. Le dossier traverse une période critique et sans accord entre les parties en conflit, il restera comme une épine dans le pied du Maghreb.

Vous avez longtemps combattu dans les rangs de l’Armée de libération marocaine du Sud et avez côtoyé Mohamed Abdelaziz. Que pourriez-vous dire de ce dernier ?

Mohamed Abdelaziz est né au Maroc. Je l’ai connu dans les années 1960 quand il était encore étudiant. Il faisait partie de 70 jeunes sahraouis que l’Armée de libération du sud marocain (ALSM) – créée au milieu des années 1950 pour libérer le Sahara du joug espagnol et dissoute en 1958 par les armées françaises et espagnoles – avait pris sous son aile. L’ALSM s’était occupée de leur scolarité en signe de soutien à nos frères du Sahara qui ont combattu à nos côtés.

À l’époque, tous les combattants marocains, qu’ils soient du Nord ou du Sud, étaient unis autour d’un seul objectif : chasser les Espagnols et permettre au Maroc de recouvrer son unité territoriale. Après avoir obtenu leurs diplômes, certains étudiants sont restés au Maroc et ont intégré la fonction publique. D’autres, comme Mohamed Abdelaziz, estimant que « les conditions nécessaires » pour rester n’étaient pas réunies, ont préféré se mettre sous la tutelle de l’Algérie et créer par la suite le Front Polisario.

Qu’elles étaient ces « conditions nécessaires » pour eux ?

Alors que nous étions pour la réintégration du Sahara dans le giron du Maroc, le groupe de Mustapha Sayed El-Ouali soutenait la création d'un État sahraoui.

Pour le Maroc, le Sahara est « une affaire sacrée ». Pour l'Algérie, le droit à l'autodétermination des peuples est un principe irrévocable. Comment concilier ce qui semble être inconciliable ?

Je me demande ce que cherche réellement l'Algérie en voulant torpiller l'intégrité territoriale du Maroc. Est-ce le respect à l'autodétermination des peuples ? Force est de constater que le Sahara s'est beaucoup développé. De grands projets de développement humain y sont actuellement édifiés.

En février, vous étiez à Alger pour participer aux cérémonies du 40^{ème} jour du décès de Hocine Aït Ahmed, votre ancien compagnon de lutte. Avez-vous senti là-bas un quelconque changement au sujet du Sahara ?

Nous avons été reçus en toute fraternité par le bureau politique du Front des forces socialistes (FFS) qui était très enthousiaste à l'idée de créer l'unité maghrébine. Les forces vives de l'Algérie, que ce soit la société civile ou les jeunesses de partis politiques, veulent que le conflit s'arrête.

Le CERM, centre de recherche qui porte votre nom veut organiser une conférence maghrébine sur le Sahara en y invitant toutes les parties prenantes, y compris le Polisario. N'êtes-vous pas un peu trop optimiste ?

Nous voulons que trois membres ; secrétariat national du Front Polisario participent à cette conférence et avons, pour cela, adressé un courrier à leur secrétaire général qui doit les nommer. La balle est maintenant dans le camp de celui qui va succéder à Mohamed Abdelaziz. Il n'est pas dans l'intérêt du Maroc et de l'Algérie de se diviser. Mon vœu le plus cher est que leur conflit, qui n'a que trop duré, cesse.

Mohamed Bensaïd Aït Idder

LANCEUR D'ALERTE

Elu député en 1984, l'ancien opposant au régime de Hassan II est le premier à avoir brisé l'omerta autour de Tazmamart au sein du parlement. Une action qui contribuera à la libération des prisonniers du bagne quelques années plus tard.

Dans les années 1980, le tristement célèbre bagne de Tazmamart est un sujet tabou auquel aucun homme politique n'ose encore s'attaquer. Farouche opposant aux pratiques de Hassan II, Mohamed Bensaïd Aït Idder ose briser le silence dans l'enceinte du parlement en 1989, soit un an avant la parution du brûlot de Gilles Perrault, Notre ami le roi. Amnistié par Hassan II en 1981, après 18 ans d'exil en France où il a trouvé refuge en 1963 pour échapper à sa condamnation à mort pour "complot contre la monarchie", l'ancien résistant est toujours fidèle à ses causes. « *Je suivais cette affaire. Un jour, deux familles de prisonniers sont venues me voir pour me demander de parler de Tazmamart* », nous confie Aït Idder. Au risque de s'attirer les foudres du puissant ministre de l'Intérieur, Driss Basri, l'élue de l'OADP est déterminé à dénoncer la plus mystérieuse des prisons secrètes du régime où périssaient lentement une cinquantaine de personnes. Première étape: fédérer d'autres partis pour dénoncer. « *Je voulais coordonner avec les groupes parlementaires de l'USFP, l'Istiqlal et le PPS pour poser une question orale* », se souvient le doyen de la gauche marocaine. Interpeller le ministre de la Justice sur une prison érigée en dehors de tout cadre légal et où on violait les droits de l'homme, se disait Aït Idder, devait aussi mettre les partis de l'administration dans l'embarras.

Seul face à tous

Mais rien ne se passe comme prévu. Le jour convenu, tout le monde se défausse, nous raconte l'ancien opposant. « *J'ai contacté Fathallah Oualalou, qui n'était pas là. Les autres n'étaient pas non plus enthousiastes à l'idée d'interpeller le ministre. J'ai donc posé la question au ministre Moulay Mustapha Belarbi El Alaoui* », se remémore-t-il. Contacté par Tel Quel, Fathallah Oualalou dit ne pas s'en souvenir. « *Je ne veux pas entrer dans cette polémique* », réagit l'ancien député du parti de la rose. Toujours est-il que Aït Idder a franchi un pas géant. Victimes des pires exactions du régime de Hassan II, condamnés à la souffrance et l'oubli, les prisonniers de Tazmamart se font pour la première fois entendre au sein du parlement par l'entremise d'un député. « *Cela a eu un écho positif. Mais si on avait été quatre comme prévu, l'écho aurait été plus grand. Peut-être que les autres n'étaient pas capables de dépasser certaines lignes rouges bien que le parlement nous donne un certain nombre de prérogatives* », regrette le fondateur de l'OADP. La réaction de Driss Basri ? « *Je n'ai pas été inquieté* », nous répond Aït Idder, non sans dénoncer à nouveau la frilosité d'une élite incapable de dénoncer les pratiques du régime de Hassan II. La réaction du défunt monarque ? Pas de repréailles non plus. « *Le chef de l'Etat*

comprenait cela peut-être. Il me connaissait. Personne n'est intervenu en tout cas. Et l'écho a contribué plus tard à leur libération », se réjouit-il. Et de conclure: « Le parlement est une institution qui permet de s'exprimer. Malgré la corruption et des élections qui étaient loin d'être transparentes, c'était une tribune qu'il fallait exploiter pour défendre les citoyens », insiste celui qui a désapprouvé la Constitution de 1996 malgré l'insistance de Driss Basri.

Mohamed Bensaïd Aït Idder

La vérité, rien que la vérité

Grand militant de gauche et figure de proue de la résistance, Mohamed Bensaïd Aït Idder vient de publier le premier tome de ses (très attendues) mémoires. Morceaux choisis.



Editing et traduction Zamane

La terreur du fqih

Je suis né au village de Tinmansour à Chtouka Ait Baha dans une famille modeste, vivant de l'agriculture et du commerce, et qui jouit néanmoins d'une grande influence dans la région. Très tôt, j'ai été privé de la tendresse de ma mère puisque je l'ai perdue à l'âge de 6 ans. Mon père s'est remarié peu de temps après. J'ai ensuite quitté mon village au début des années 1940 pour rejoindre l'école sidi Mohamed Chichaoui où, la plupart du temps, les enseignants étaient absents. Les études se déroulaient d'une manière traditionnelle mais les enseignants traduisaient les cours en amazigh. J'avais des difficultés à prononcer les mots en langue arabe, je n'ai réglé ce problème que lorsque je me suis déplacé à Marrakech pour poursuivre mes études à l'école Ben Youssef. Mon père était rigoureux avec nous en ce qui concerne nos études, il avait donné son feu vert au fqih pour utiliser la violence et la « torture » – il utilisait parfois un stylo pincé. J'avais très peur, j'étais terrorisé. Ce fqih était l'une des raisons qui m'ont fait quitter mon village natal.

En souvenir de Ferhat Hachad

En décembre 1952, j'ai décidé de me rendre à Rabat pour établir le contact avec le journal « Al Alam ». Je voulais m'assurer que mon témoignage sur les événements qui se sont déroulés dans le sud soit publié et connu de tous. Mon déplacement a coïncidé avec le meurtre du syndicaliste tunisien Ferhat Hachad. Je me suis donc retrouvé en plein milieu des troubles engendrés par cet événement inattendu. Alors que je tentais de rejoindre mon village, les autorités m'ont arrêté en même temps que les principaux leaders du parti de l'Istiqlal et du parti communiste. C'est à cette occasion que les militants de l'indépendance ont décidé de passer à la lutte armée. L'opinion publique a rapidement suivi, motivée par l'affaire Ahmed Hansali, un berger du Moyen-Atlas qui s'est dressé seul face à l'armée d'occupation

Les ennemis de la libération du peuple

En 1955, le parti de l'Istiqlal, première force politique du mouvement national et allié traditionnel du palais, accepte par les voix d'Abderrahim Bouabid et Allal El Fassi, de participer au premier gouvernement d'union nationale de M'barek Bekkaï. Cette décision,

qui a été prise dans des conditions floues, est à mon sens l'une des erreurs fatales du mouvement national. Le problème réside essentiellement dans l'octroi de postes importants à des individus issus de l'administration coloniale. Il n'est donc pas étonnant de voir le caïd Lahcen Lyoussi s'opposer au gouverneur du Tafilalet Addi-Ou-Bihi. De même, qu'il ne faut pas s'étonner de la tentative de meurtre à l'encontre de Allal El Fassi en 1956. Malgré ces graves événements, le gouvernement n'a pas daigné réagir, s'enfermant ainsi dans le mutisme. J'ai, pour ma part, toujours considéré que ces faits ne sont que des épisodes du « feuilleton » de la lutte contre le mouvement de libération du peuple marocain, avec son lot d'intrigues et de complots.

Rif, les raisons de la colère

Le soulèvement du Rif en 1958 survient après le déplacement de la dépouille de Abbas Messaâdi de Fès à Al Hoceima par la direction du Mouvement Populaire, avec le soutien du prince héritier. Tout a commencé avec l'attaque contre les partisans de la réforme, un mouvement au sein de l'Istiqlal. Dans le même temps, des ordres ont été donnés pour que les forces armées royales adoptent une position neutre à l'égard de ces événements. Mais lorsque la monarchie a constaté qu'elle pouvait être une cible de la rébellion dans le Rif, le prince héritier a repris les choses en main. En tant que chef d'état-major et en compagnie du général Oufkir, il n'a pas hésité à impliquer l'armée dans une réaction brutale à coup de bombardement aérien et d'autres moyens de répression. Depuis, le prince devenu roi va systématiquement exclure la région du Rif de tous les projets de développement.

Mon séjour en clinique psychiatrique

En octobre 1967, Abderrahmane Youssoufi a pris l'initiative de me conduire à Genève pour des soins dans une clinique psychiatrique. Je souffrais de fréquentes pertes de mémoire immédiate alors que je me souvenais parfaitement du passé. Je devais me soumettre à un repos total et m'éloigner de toutes mes activités politiques. J'ai donc passé mon temps à prendre des cours de langue française durant les deux ans passés à me faire soigner. J'ai également profité de mon séjour pour m'inscrire dans un cursus universitaire en France, où j'ai étudié l'histoire et la géographie. J'ai par ce biais décroché une licence.

Ils ont failli me tuer...

En 1957, j'ai été victime d'une tentative d'assassinat, à laquelle j'ai miraculeusement survécu. J'étais invité à un dîner organisé par un ami, M. Belkacem, un homme d'affaires qui habitait à côté de Guelmim. Il s'est chargé d'organiser une rencontre secrète entre des sympathisants de la résistance et de l'armée de libération au sein de la police, dont Houssine Boughaba et Mohamed Lakhsassi. Le but de cette rencontre était d'échanger les informations pour identifier ceux qui complotaient contre l'armée de libération. J'étais accompagné par Mohamed Ibrahim Baâmrani et Mohamed Bourhim, surnommé Bensaïd « Sghir ».

Lorsque je m'apprêtais à quitter la maison de notre ami avec Bensaïd « Sghir », des éléments armés nous ont surpris. Ils portaient des mitraillettes et ils étaient là pour m'assassiner. Heureusement pour moi, mon compagnon est intervenu, en dégainant lui aussi sa mitraillette... J'ai rejoint par la suite la maison du caïd Abderrahmane Ziat, qui a aussitôt averti le ministre de l'intérieur au sujet de cette bande qui agissait contre l'armée de libération.

La condamnation et l'exil en Algérie

J'ai fui le Maroc à destination de l'Algérie pour rester loin des yeux des services de sécurité. Mais mon séjour était de courte durée et je suis revenu auprès de mes camarades. C'était juste avant l'épisode du « complot de juillet 1963 ». J'ai su, via mes sources bien informées, que le régime préparait des arrestations. Ahmed Dlimi a demandé à Hassan II le signal pour lancer cette vague des arrestations, mais le roi, indisponible à cause d'un déplacement à Paris, a demandé de reporter. J'ai donc averti le Fqih Basri, à qui j'ai conseillé de quitter le Maroc. Mais il a refusé, expliquant qu'il ne pouvait pas laisser tomber les activités et les fonctions politiques qu'il devait assumer à l'intérieur du pays. Lorsque le roi est rentré de Paris, le 16 juillet, il donna l'ordre d'arrêter les militants. Une vague qui n'a épargné personne, y compris des innocents. Fqih Basri et Omar Benjelloun ont été arrêtés et condamnés à mort. J'ai subi le même jugement mais, heureusement, j'avais quitté le Maroc encore une fois pour l'Algérie juste avant les arrestations.

Ben Barka et Hassan II

En pleine crise politique, Hassan II cherchait un moyen pour absorber la colère populaire. Il envoya donc un émissaire pour négocier avec Ben Barka un éventuel retour au Maroc. Il était question de permettre à l'UNFP de participer au nouveau gouvernement, avec la garantie d'avoir les principaux ministères. Avec cette offre, le roi accepte donc de partager le pouvoir... Je suis allé voir Ben Barka à Genève en compagnie de Mohamed El Yazghi. Il s'est dit prêt à accepter la proposition de Hassan II, mais à condition de voir un changement qui va dans le sens de construire un régime démocratique et des institutions crédibles. Ben Barka avait une vision globale, c'est-à-dire que le changement devait prendre en compte l'Algérie aussi. C'est la raison pour laquelle il n'a pas rompu avec Boumediene. J'étais pour ma part contre cette vision des choses. A Genève, je lui ai exposé ma position concernant le coup de force de Boumediene contre Ben Bella... Pour moi, c'était un coup dur porté au mouvement de libération dans la région. J'ai demandé à Ben Barka pourquoi il avait envoyé une lettre de soutien à Boumediene. Je n'étais pas d'accord... Ce putsch soulagera un peu Hassan II, qui se méfiait des orientations prises par Ben Bella, au point de faire oublier ou presque les événements de mars 1965.

Les silences de l'UMT

A l'exception de la fameuse phrase prononcée par Abderrahim Bouabid (« Entre nous et Hassan II, il y a le cadavre de Mehdi Ben Barka »), les réactions n'étaient pas à la hauteur de cette grande perte. Il y a eu quelques déclarations et puis c'est tout... Le reste est un silence lourd et suspect, surtout de la part de l'UMT qui n'a fait aucune réaction, ni après la liquidation de Ben Barka, ni durant les événements sanglants de mars 1965 ou quand le parti a été opprimé par le régime.

J'ai goûté à toutes les formes de torture

L'arrestation de Fqih Basri a provoqué colère et indignation dans les rangs des résistants. Comme si cela ne suffisait pas, une vague d'arrestations frappa ces milieux résistants. Trente personnes sont ainsi arrêtées en février 1960, parmi lesquelles Benhamou Fakhri, président d'un club sportif (Etoile jeunesse de Casablanca, club de Derb Ghallef, ndlr). Ce dernier était accusé d'avoir déposé une bombe au stade de football, dans lequel le prince héritier devait se rendre pour suivre un match. Je ne sais pas si cette histoire est vraie... Ce

que je sais, par contre, c'est que ceux qui ont témoigné contre nous ont dit que l'ordre venait du prince héritier lui-même et de Mohamed Laghzaoui. Lors des interrogatoires, j'ai goûté les formes de torture possibles et imaginables. L'électricité, le bâton, etc. Ils m'ont plongé la tête dans une eau salée jusqu'à perte totale de conscience. Il y a eu aussi d'autres sévices... Ce calvaire a duré 15 jours, je n'ai pas dit un mot, ils n'ont rien obtenu. Ils m'ont jeté en prison, sans procès, pendant deux mois, jusqu'à ce qu'ils puissent dissoudre l'Armée de libération dans le sud et réussir le coup d'État contre le gouvernement d'Abdallah Ibrahim. Le procès dit du complot de 1963 est venu compléter cette série d'événements, dont l'objectif principal était de chambouler l'équilibre des forces et d'exclure ceux qui portaient réellement le projet d'un nouvel Etat. Le clou a été enfoncé avec l'apparition des partis de l'administration, auxquels on allait même confier le rôle de l'opposition...

Tazmamart, Serfaty et les autres

J'ai proposé à mes camarades de l'USFP, du PPS et de l'Istiqlal, de poser une question parlementaire à propos de Tazmamart. Mais ils n'étaient pas prêts à aller plus loin. Hassan II avait reçu les leaders des partis de la Koutla, et j'ai abordé le dossier des prisonniers politiques. Il m'a répondu en me disant que la libération des prisonniers politiques est conditionnée par leur position concernant le « Sahara marocain ». Comme exemple, il a évoqué le cas d'Anis Balafrej et ses amis qui ont été relâchés. Mais pour Abraham Serfaty, le roi a dit : « Il doit revoir sa position avant ». J'ai voulu répondre, mais Bouabid a repris la parole en qualifiant Serfaty de « *mouta'assib* » (radical, ndlr). Ensuite, avant la session extraordinaire, Hassan II m'a envoyé un message par l'intermédiaire de Driss Basri. Ce dernier m'avertit que le roi ne voulait pas que je pose ma question sur les détenus politiques au parlement. Je lui ai répondu : « *Vous prétendez être des démocrates, alors j'ai le droit de poser la question dans ce cadre* ».

Au parlement, j'ai donc pris la parole et j'ai revendiqué qu'on en finisse une fois pour toute avec le dossier des prisonniers politiques. Ahmed Alaoui est intervenu, il souhaitait répondre. Je lui ai conseillé de ne pas m'interrompre, pour ne pas m'obliger à lui rappeler certains souvenirs... J'étais en effet prêt à le confronter avec la lettre qu'il avait envoyée à Ben Arafa après la déposition de Mohammed V.

Le baisemain, une atteinte à ma dignité

Quand je suis rentré au Maroc au début des années 1980, j'ai rencontré le roi à l'occasion du passage en revue de la délégation marocaine qui devait participer au congrès de l'OUA prévu à Addis-Abeba. Je me suis contenté de poser ma main sur ses épaules. Surpris, il m'arrêta en me demandant : « Mais qui es tu ? ». Je lui ai répondu : « Bensaïd », et je suis parti. Lors de notre retour, je me suis dit qu'il valait mieux que j'évite de saluer le roi, mais



Avec Hassan II, le courant avait parfois du mal à passer.

Basri a été envoyé pour me transmettre un message : « Il faut que tu fasses le baisemain ». J'ai répété ce que j'avais fait, quand j'avais mis ma main sur les épaules du roi avant de partir. Basri m'arrêta en me disant : « Le makhzen a des traditions qu'il faut respecter ! ». Je n'ai pas répondu, et je suis parti. C'est une question de dignité pour moi.

La vie au parlement

De nombreux politiques sont convaincus que la fonction de parlementaire ne sert à rien et que le changement en profondeur ne passe pas par un siège au parlement. J'ai été moi-même député pendant 23 ans après m'être porté candidat à quatre reprises dans la même circonscription. Mon expérience m'a confirmé que la pratique parlementaire n'a pas évolué, bien au contraire, elle a perdu de l'influence depuis que je suis passé de l'opposition à la majorité gouvernementale. Je dois dire que la première période, avec Ahmed Osman président du parlement, a été la plus excitante, car l'opposition y était active et influente. Hélas, lorsque cette opposition a intégré l'Alternance consensuelle, un vide béant s'est fait ressentir sans qu'aucun mouvement politique ne puisse le remplir. Depuis, le parlement ne s'en est jamais remis et, jusqu'à aujourd'hui, il n'inspire aucune confiance au peuple qu'il est pourtant censé représenter. Une situation qui ne fait qu'empirer depuis l'émergence des « partis de l'administration » cooptés par le Makhzen, et qui cherchent à dénaturer l'activité politique et à vider de son sens la force d'opposition.

Extraits

Bensaïd Aït Idder raconte

Par Bilal MOUSJID



Bensaïd" (Ainsi parlait Mohamed Bensaïd).

Résistant, opposant à Hassan II, militant farouche pour la démocratie, le doyen de la gauche vient de publier ses mémoires, où il revient sur des événements de l'histoire du Maroc, et, par la force des choses, sur Hassan II.

A notre question de savoir s'il envisageait de publier ses mémoires, Bensaïd Aït Idder nous répondait, souriant : « J'ai donné plus de quarante entretiens à la presse, où je parle de toute ma vie sans rentrer dans les détails. J'ai l'habitude de parler des faits et non de ce que j'ai fait moi, car je n'aime pas parler de moi-même. » Deux ans plus tard, l'ancien résistant, 93 ans, l'a finalement fait dans la première partie de ses mémoires, *Hakada takallama Mohamed Bensaïd (Ainsi parlait Mohamed Bensaïd)*, publiées par le Centre d'Etudes et de Recherches M. Bensaïd Aït Idder. Il y revient entre autres sur son enfance, la résistance, l'indépendance, l'Armée de libération, les guerres politiques intestines, les manigances de Hassan II, son refus du baisemain... Morceaux choisis.

L'enfance du futur résistant

Je suis né en 1925 dans le village de Tin Mansour à Chtouka Aït Baha, au sein d'une famille de la classe moyenne qui travaillait dans l'agriculture et le commerce. Elle avait une grande influence dans la région. Je n'ai que très peu connu l'amour maternel, ma mère étant décédée quand j'avais six ans. J'ai été orphelin dès la tendre enfance bien que mon père se soit remarié rapidement. La nouvelle épouse de mon père, une citadine, a introduit dans notre foyer, imprégné des traditions rurales, un mode de vie différent, à mille lieues de notre environnement d'agriculteurs. Sa touche a transformé nos habitudes tant dans la nourriture, l'éducation que dans nos comportements (...). Durant les rencontres qui avaient lieu dans la maison de Mohammed Saïd Aït Idder (son père, ndlr), me parvenait déjà le bruit de ce qui se passait à Marrakech, Agadir et dans les régions du sud. Ce qui faisait naître en moi des interrogations et aiguïsait ma curiosité. Je me souviens, à cet âge, des caravanes de soldats français mercenaires traversant notre village en direction du sud, à

Aït Baâmrane, pour combattre la résistance marocaine qui était menée au début du protectorat par Moulay Ahmed El Hiba. Il avait pu étendre ses opérations armées jusqu'au centre de Sidi Bou Othmane au nord de Marrakech (...). Enfant, beaucoup de souvenirs se sont gravés dans ma mémoire. Quoique flou, le plus puissant de ces souvenirs sur la tyrannie des colonisateurs est celui des travaux forcés qu'imposaient les forces françaises aux habitants de la région pour construire des infrastructures, des routes et des bâtiments administratifs .

Aux origines de la résistance armée

En 1953, je me suis rendu à Rabat afin de reprendre contact avec la direction provisoire de l'Istiqlal. Je me posais plusieurs questions sur notre marge de manœuvre à un moment où le parti était interdit et ses journaux fermés, les autorités du protectorat ciblant toute activité politique. On menaçait alors d'envoyer le roi en exil. J'ai rencontré Abderrahmane Baddou (le père de l'ancienne ministre de la Santé) et Ahmed Ziad (journaliste connu d'*Al Alam*). La direction provisoire considérait qu'il n'était pas possible de déposer Mohammed V et que les leaders du parti s'activaient à l'étranger pour la cause marocaine. Mais c'est l'inverse qui s'est produit. La veille de son exil, Mohammed V a reçu au palais royal Abdelkabar El Fassi pour l'informer que la Résidence générale avait pris la décision de l'éloigner du trône en l'envoyant à l'étranger avec sa famille. El Fassi a dans la foulée transmis la nouvelle au comité de coordination à Tanger. D'après mon analyse, ma rencontre avec la direction provisoire de l'Istiqlal ne devait alors plus servir qu'à trancher. J'ai réalisé qu'il fallait trouver une autre issue pour éviter une situation d'attentisme. J'ai donc engagé une discussion avec mes camarades à Agadir et avec des amis étudiants, partis à Casablanca rejoindre la résistance. La réponse avait mûri et l'idée avait germé dans l'esprit de beaucoup de nationalistes, traçant les contours de la résistance armée .

Aherdane n'a jamais été résistant

En septembre 1956, nous avons tenu un congrès pour la résistance et l'Armée de libération dans la ferme de Hachmi Moutawakil, qui a vu la participation de tous les dirigeants, à l'exception de El Messaâdi, qui avait été assassiné. Mahjoubi Aherdane y a assisté aussi, à la demande du docteur Khatib. Pour l'histoire, Aherdane n'a jamais appartenu, ne serait-ce qu'un seul jour, à l'Armée de libération. Son nom a simplement été donné à la direction de l'armée à Tétouan, ceci afin de le contacter à travers l'entremise de Fqih Figuigi et Saïd Manouzi dans un des cafés de Aïn Diab à Casablanca. Le but était qu'il rejoigne l'Armée ultérieurement en tant qu'officier, mais il a demandé à ce qu'on le contacte plus tard (...). Sauf qu'il est parti ensuite en France, le lien a donc été coupé. Après l'indépendance, lorsque le roi a demandé au docteur Khatib de dissoudre l'Armée de libération, Aherdane, alors gouverneur de Rabat, a fait le voyage jusqu'à Tanger avec Khatib dans sa voiture officielle, portant une plaque d'immatriculation de l'Etat. Ce qui lui a permis de ne pas se faire contrôler par les Français et les Espagnols. D'autre part, la maison d'Aherdane a servi, à de très rares occasions, de centre de communication. Voilà, en réalité, tout ce qui le lie à la résistance et à l'Armée de libération .

Le jour où il a failli être assassiné

J'étais invité à dîner chez un ami, Maiouhel Belkacem (un homme d'affaires) qui habitait dans les environs de Guelmim. Là, se tenait une réunion secrète avec des sympathisants de

la résistance et l'Armée de libération qui exerçaient dans la police, dont Houcine Boughaba et Mohammed Lakhssassi. J'étais présent pour obtenir les dernières informations parvenues à la direction de la police sur les réseaux qui complotaient contre l'Armée de libération. Karim Mohamed Ben Brahim Baâmrani et Mohamed Bourhim (Bensaïd Sghir) assistaient également à la réunion. J'avais eu une discussion sur le sujet avec l'organisation secrète pour qu'elle m'aide à lutter contre les éléments destructeurs. En quittant le domicile de Maiouhel en compagnie de Bensaïd Sghir, nous avons été surpris par des gens qui me mettaient en joue avec leurs mitraillettes. Ils affirmaient qu'ils étaient là pour me liquider. En un clin d'œil, Bensaïd Sghir a sorti son arme et leur a ordonné de se tenir à leur place. De mon côté, j'ai ignoré leurs menaces et me suis empressé de revenir chez Maiouhel, d'où nous avons contacté le ministre de l'Intérieur pour dénoncer les agissements de ce gang qui sévissait contre le mouvement de libération. Pas de baisemain Ma première rencontre avec Hassan II, après mon retour au Maroc au début des années 1980, n'a pas été bonne. Ce qui sera la cause d'un malentendu et de l'absence de sympathie dans nos relations futures. C'était à l'occasion de notre voyage à Addis-Abeba pour participer au congrès de l'Organisation de l'unité africaine (...). Le rendez-vous a eu lieu dans la résidence royale à Fès (...). Je n'avais pas vu Hassan II depuis près d'un quart de siècle, ma dernière rencontre avec lui datant de la fin des années 1950. Les participants se présentaient avant de se pencher pour embrasser sa main. Lorsque mon tour est arrivé, je me suis contenté de poser ma main sur son épaule. Dès que je suis parti, il m'a arrêté en me demandant, d'un ton éloquent: "*Qui es tu ?*". Je lui ai répondu sur le même ton, avant de me retirer : "*Bensaïd*". De retour d'Addis-Abeba, une autre rencontre a eu lieu avec le roi, en compagnie de ministres, de hauts gradés de l'armée, des personnalités connues et de hauts responsables. Je me suis dit qu'il valait mieux éviter de saluer le roi pour ne pas reproduire le scénario précédent et ne pas compliquer davantage les choses. Sauf que Driss Basri a demandé à un gouverneur d'aller me chercher pour m'annoncer que je devais, comme tout le monde, embrasser la main du roi au moment de le saluer. J'ai ignoré les consignes du ministre de l'Intérieur et j'ai de nouveau posé ma main sur l'épaule de Hassan II, avant de m'éloigner. Il m'a à nouveau arrêté en disant : « *Le Makhzen a ses traditions que tu dois respecter !* ». Je ne lui ai pas répondu et je suis parti. (Ahmed) Bensouda, conseiller de Hassan II, m'a rattrapé en m'expliquant à son tour qu'il fallait respecter les traditions en la présence du roi et que le protocole exige que je me penche sur son épaule et que j'embrasse sa main. Je lui ai rétorqué que je n'avais pas connaissance de ces traditions et que je n'avais plus vu Hassan II depuis de longues années. Puis, Driss Basri m'a demandé de rester car il avait à me parler. « *Qu'est ce que tu nous as fait avec Sidna ?* », m'a-t-il dit. « *Qu'ai je donc fait ?* », lui ai-je répondu. Et, à nouveau, il m'a servi l'histoire de mon refus d'embrasser la main du roi. « *Je ne viens pas d'arriver dans ce pays pour que tu m'apprennes comment je dois me comporter, et je n'ai aucun problème avec le roi. Pour ce qui est du baisemain, c'est un choix qui ne concerne que moi et nul autre que moi. Vous n'avez donc pas le droit de vous immiscer dans mes convictions* ». Il m'a proposé de venir le voir plus tard et de lui demander d'intercéder pour que le roi accepte mes excuses. Ma réponse a été claire : « *Je ne viendrai pas et je n'ai pas de raison de m'excuser* ». Irrité, il m'a demandé de ne plus voir le roi. Je lui ai rappelé que je n'avais jamais toqué à la porte du palais et que je ne m'y étais jamais présenté de ma propre initiative. Et Basri de répliquer : « *Soyez rassuré, personne ne vous y convoquera plus à partir d'aujourd'hui* ». Je lui ai dit que cela ferait moins de désagréments pour tout le monde. Pour moi, il s'agissait d'une affaire de dignité : « *Je ne suis pas un moins-que-rien pour embrasser des mains* » et je n'ai que ma dignité. Ma présence était nécessaire dans certains évènements après cet incident, ils ont donc été obligés de

m'inviter à nouveau. Lorsque c'était à mon tour de saluer le roi, je me penchais légèrement à sa hauteur. Lui ne me regardait pas, n'acceptant que le baisemain. Ils ont cessé de m'inviter pendant un moment, ne me conviant que lorsqu'il était question de l'affaire du Sahara. La dernière rencontre entre nous a eu lieu à Erfoud. Avant l'arrivée du roi, Driss Basri m'a dit expressément : « *Il faut que tu embrasses la main de Sidna, c'est lui qui me l'a demandé* ». Je lui ai dit que je respecterai le protocole mais que le refus du baisemain ne concernait que moi. Il a insisté, j'en ai fait de même (...).

Quand le roi est arrivé, je me suis présenté en me penchant légèrement à une certaine distance. Il n'a pas apprécié. Il est réjouissant qu'il existe aujourd'hui un débat sur le baisemain, ce qui n'était pas possible avant. J'espérais que le roi, un roi moderne et jeune, n'accepte plus cette pratique. Le baisemain est un signe de soumission qui érode la dignité humaine. Il ne s'agit pas d'une tradition choisie par les gens ni d'un comportement adopté volontairement par le peuple. C'est une pratique imposée .

Les guerres intestines

L'assassinat de Ben Barka aurait dû être un miroir pour nous, tant l'omerta générale dévoilait de grands dysfonctionnements au cœur du parti (...). Le régime avait renoncé à une solution politique avec les forces vives du pays, poussant l'outrecuidance jusqu'à liquider un symbole national et international de l'acabit de Ben Barka. Un changement au sein de notre formation devenait donc urgent et la seule issue appropriée et envisageable était, à l'époque, de poursuivre la lutte sous la forme d'un parti révolutionnaire, progressiste et populaire (...). J'ai quitté l'Algérie en 1967 avec mon ami Moulay Abdeslam Jebli pour me rendre en France, où je suis arrivé dans un état de dépression totale. Je considérais que rien ne s'était passé comme nous l'avions prévu. Un sentiment de défaite me rongait. Après tant d'années et de décennies de lutte contre la colonisation et la tyrannie, nous nous retrouvions dans une impasse ? Il m'était difficile de l'accepter. Toutes les portes étaient fermées. L'action politique au Maroc est pour ainsi dire un crime, pratiqué qui plus est dans une ambiance de terreur qu'entretenait Hassan II par la force du plomb. Les partis politiques ont choisi le silence, les leaders politiques sont devenus muets, rien n'était fait pour mettre de l'ordre au sein de l'Union nationale des forces populaires, des camarades étaient assassinés, dont Mehdi Ben Barka...

« Je ne suis pas un moins-que-rien pour embrasser des mains »

Même la marge de manœuvre dont nous disposions en Algérie s'était réduite comme peau de chagrin, à cause des réticences de Fqih Basri et ses choix irréalistes, dépourvus de toute vision stratégique (...). Il était urgent de trancher à propos de l'avenir politique du parti. C'est pourquoi nous nous sommes réunis, à la fin des années 1960, Abdeslam Jebli et moi, avec la direction de l'UNFP en France. Le but était de trouver un terrain d'entente entre Fqih Basri et moi. La réunion, à laquelle ont assisté Abderrahim Bouabid, Abderrahmane Youssoufi et Hassan Laârej, était tendue. Le débat était axé sur la nécessité de concevoir une nouvelle feuille de route pour le parti, car il n'était pas normal qu'il continue à adopter une stratégie ambiguë en faisant de la politique au grand jour tout en soutenant les actions violentes (...). Nous avons débattu du choix d'un parti révolutionnaire, progressiste, très proche des masses populaires. Et si le choix d'adopter la violence venait à être pris, il ne devrait pas se limiter à une minorité d'anciens résistants, mais être fondé sur la participation populaire de la base du parti. Cette idée a été rejetée par la direction de notre formation politique .

Les cours de français reçus lors de son passage en clinique psychiatrique, dans les environs de Genève, ont aidé Aït Idder à recouvrer la mémoire.



Deux ans dans une clinique psychiatrique

Je ne sais pas ce qui m'est arrivé exactement. J'oubliais tout ce que je venais de lire juste après avoir refermé le journal. Les informations s'évaporaient comme si elles n'avaient jamais existé. La nuit, je ne dormais pas. Des scènes défilaient dans le désordre devant moi, me rappelant les événements les plus durs que j'aie vécus (...). Les diagnostics ne révélaient aucune maladie organique. Le problème était psychique. En 1967, Abderrahmane Youssoufi m'a accompagné dans une clinique psychiatrique spécialisée dans la perte de mémoire, dans les environs de Genève. Je ne souffrais pas de pertes de mémoire puisque je me rappelais tout mon passé. Par contre, j'oubliais le présent, comme si ma mémoire était saturée. Les événements qui m'habitaient chaque nuit me faisaient souffrir atrocement. Je devais me reposer, m'éloigner de toute activité politique et prendre davantage soin de moi. Les cours de langue française que je suivais à cette période m'ont beaucoup aidé. C'est même grâce à ces cours que j'ai commencé petit à petit à récupérer la mémoire (...). Mon séjour dans la clinique a duré deux ans .

Je retiens de ces extraits deux images touchantes du leader politique Bensaïd Aït Idder. La première pourrait s'intituler "variations sur le baisemain". Elle est savoureuse à force de précisions et de détails d'ambiance dignes d'un Saint-Simon transposé au Maroc. La seconde est émouvante tant la dépression du leader nous le rend proche et ordinaire. C'est tellement rare un homme politique qui se présente lui-même dans son humaine condition !

